

TABLE DES MATIÈRES

UQAM : Grève des professeur-e-s	3
LE DEVOIR : UQAM : après les professeurs, les employés de soutien?: Une autre étude montre des inégalités de traitement - Édition du samedi 02 et du dimanche 03 mai 2009	3
LA PRESSE : L'UQAMmenacée d'une nouvelle grève : Le contrat de travail des 2000 employés de soutien est échu depuis près de deux ans - Vendredi 1er mai, 2009	3
THE GAZETTE : UQAM STAFF VOTE FOR ONE-DAY STRIKE – Friday, May 01, 2009	3
MÉTRO.COM : Montréal : Les employés de soutien pourrait provoquer une autre grève à l'UQAM – Jeudi 30 avril 2009 17:27	3
THE GAZETTE : UQAM EXTENDS TERM AFTER PROFS' STRIKE – Wednesday, April 29, 2009	4
LE DEVOIR : Éditorial : Financement universitaire - Finie la surenchère, par Marie-Andrée Chouinard - Édition du mardi 28 avril 2009	4
LE DEVOIR : Opinion : Lettres - Une inaction gouvernementale coûteuse, par Vincent Dupuis, Laval, le 27 avril 2009 - Édition du mardi 28 avril 2009	4
JOURNAL DE MONTREAL EN LOCK-OUT : Les bouchées doubles : Les étudiants devront travailler fort pour récupérer le temps perdu – Mardi 28 avril 2009	4
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : Retour en classe - Mise à jour le lundi 27 avril 2009 à 14 h 08	5
LA PRESSE : Retour en classe à l'UQAM – Lundi 27 avril 2009	5
RUEFRONTENAC.COM : La session prolongée jusqu'en juin à l'UQAM - Mise à jour le Lundi, 27 avril 2009 18:00	5
MÉTRO.COM : Montréal : L'UQAM dévoile les conditions de validation du trimestre d'hiver – Lundi 27 avril 2009 18:23	6
LE DEVOIR : Conflit réglé à l'UQAM - Désormais, les universités devront parler à Québec avant de négocier - Édition du samedi 25 et du dimanche 26 avril 2009	6
LA PRESSE : Fin de la grève à l'UQAM – Samedi 25 avril 2009.....	6
JOURNAL DE MONTREAL EN LOCK-OUT : Ça va nous coûter 23 M\$: Le salaire des profs augmentera de 11 % et 145 postes seront créés – Samedi 25 avril 2009	7
JOURNAL DE MONTREAL EN LOCK-OUT : Les salaires seront plus contrôlés – Samedi 25 avril 2009	7
THE GAZETTE : Strike ends at UQAM : CLASSES MONDAY Instructors okay labour contracts - Saturday, April 25, 2009	8
RUEFRONTENAC.COM : UQAM : Les profs acceptent l'entente de principe - Mise à jour le Vendredi, 24 avril 2009 22:57	8
MÉTRO.COM : Montréal : Les profs de l'UQAM entérinent l'entente de principe à 91% - 24 avril 2009 19:47	8
LA PRESSE : Retour en classe lundi à l'UQAM, de gré ou de force – Vendredi 24 avril 2009	8
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Ça passe ou ça casse – Vendredi 24 avril 2009	9
RUEFRONTENAC.COM : UQAM: lumière au bout du tunnel - Mise à jour le Jeudi, 23 avril 2009 14:01	9
RUEFRONTENAC.COM : UQAM: un oui conditionnel aux offres patronales - Mise à jour le Jeudi, 23 avril 2009 12:38	9
LE DEVOIR : la décompte est commencé pour une loi spéciale - Mise à jour le Jeudi, 23 avril 2009 13:20	9
LE DEVOIR : Les professeurs de l'UQAM en veulent un peu plus – Édition du jeudi 23 avril 2009	10
LA PRESSE : L'UQAM près d'une entente – Jeudi 23 avril 2009	10
JOURNAL DE MONTREAL EN LOCK-OUT : La fin du conflit approche – Jeudi 23 avril 2009	10
CYBERPRESSE : Les professeurs de l'UQAM approuvent les dernières offres - Mis à jour le 22 avril 2009 à 19h49.....	11
LE DEVOIR : UQAM : la dernière offre fait espérer un règlement du conflit : Le corps professoral obtiendrait un rattrapage salarial et 150 enseignants de plus seraient embauchés – Édition du mercredi 22 avril 2009	11
JOURNAL DE MONTREAL EN LOCK-OUT : Contre-offre des profs – Mercredi 22 avril 2009	11
MÉTRO.COM : National : UQAM : le syndicat des enseignants juge insuffisante la proposition finale – Mardi 21 avril 2009 15:47	11
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : Les professeurs plaident leur cause à Québec - Mise à jour le mardi 21 avril 2009 à 12 h 07	12
LE DEVOIR : Grève à l'UQAM - Un combat pour l'avenir, plaident des professeurs - Édition du mardi 21 avril 2009	12
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : UQAM : offre finale déposée – Mardi 21 avril 2009	13
RUEFRONTENAC.COM : UQAM: Québec a délégué un émissaire à la table de négo - Mise à jour le Lundi, 20 avril 2009 17:24.....	13
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : La ministre souhaite un règlement négocié - Mise à jour le lundi 20 avril 2009 à 16 h 14.....	13
LE DEVOIR : En bref - Les négociations reprennent aujourd'hui à l'UQAM - Édition du lundi 20 avril 2009	13
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Septième semaine de grève à l'UQAM – Lundi 20 avril 2009.....	13
LA PRESSE : Négos intensives à l'UQAM – Dimanche 19 avril 2009	13
LE DEVOIR : Opinion : En appui aux grévistes de l'UQAM, par un Collectif de professeurs retraités de l'UQAM - Édition du samedi 18 et du dimanche 19 avril 2009	14
LE DEVOIR : Opinion : L'université enfermée dans la logique marchande, par Jean Pichette, Professeur à l'École des médias de l'UQAM - Édition du samedi 18 et du dimanche 19 avril 2009	14
LA PRESSE : L'UQAM marche à Montréal – Samedi 18 avril 2009	15
THE GAZETTE : Letter : UQAM profs deserve better from Quebec, by Annie Guérin, Département d'histoire de l'art, UQAM - Saturday, April 18, 2009	16
THE GAZETTE : UQAM students support striking profs – Friday, April 18, 2009	16
MÉTRO.COM : Courrier des lecteurs : Les oies de l'UQAM, par BENOIT CORDELIER, PROFESSEUR À L'UQAM - Vendredi 17 avril 2009 00:00 ...	16
LE DEVOIR : En bref - UQAM : pour une entente négociée - Édition du vendredi 17 avril 2009	16
MÉTRO.COM : Montréal : Les étudiants de l'UQAM ne veulent pas d'une loi «bâillon» - Jeudi 16 avril 2009 14:15	17
LE DEVOIR : Opinion : Libre opinion - Les conditions de l'enseignement d'abord, par Jean-François Chassay, Professeur au département d'études littéraires de l'UQAM - Édition du jeudi 16 avril 2009	17
LA PRESSE : Des étudiants de l'UQAM occupent le bureau de comté de Bachand – Jeudi 16 avril 2009.....	17
LE DEVOIR : Une autre semaine de grève à l'UQAM - Édition du mercredi 15 avril 2009	18
LE DEVOIR : Opinion : Lettres - Deux poids, deux mesures, par Dianne Casoni, École de criminologie, Université de Montréal et directrice de la revue «Criminologie». Le 12 avril 2009 - Édition du mercredi 15 avril 2009	18
LA PRESSE : UQAM : Deux autres semaines de grève – Mercredi 15 avril 2009	18
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : UQAM : D'autres perturbations en vue – Mercredi 15 avril 2009	19
MÉTRO : 1ère page - La grève des professeurs de l'UQAM se poursuivra jusqu'au 24 avril – Mercredi 15 avril 2009	19
24 HEURES : La grève des professeurs de l'UQAM se poursuivra jusqu'au 24 avril – Mercredi 15 avril 2009.....	19
RUEFRONTENAC.COM : Les profs de l'UQAM prolongent encore leur grève - Mise à jour le Mardi, 14 avril 2009 18:12	19
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : Les professeurs poursuivent la grève - Mise à jour le mardi 14 avril 2009 à 15 h 06.....	20
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : Vers la poursuite de la grève - Mise à jour le mardi 14 avril 2009 à 8 h 00.....	20
LA PRESSE : UQAM : le syndicat des professeurs prône la poursuite de la grève – Mardi 14 avril 2009	20
LA PRESSE : Opinion : UQAM : des préjugés non mérités, par Stéphane Pallage, Directeur du Département des sciences économiques à l'UQAM – Mardi 14 avril 2009	20
RUEFRONTENAC.COM : UQAM : la loi spéciale n'est plus loin, avertit Courchesne - Mise à jour le Samedi, 11 avril 2009 10:51	21
LE DEVOIR : Opinion : La grève à l'UQAM - Servitude universitaire, par Ivan Constantineau, Chargé de cours en mathématiques et informatique à l'UQAM - Édition du samedi 11 et du dimanche 12 avril 2009	21
LE DEVOIR : Opinion : Lettres - Le théorème de Collin, par André Clément, Professeur à l'UQAM Le 9 avril 2009 - Édition du samedi 11 et du dimanche 12 avril 2009	22

LE DEVOIR : Grève à l'UQAM - Courchesne évoque la loi spéciale en disant vouloir éviter d'y recourir - Édition du vendredi 10 avril 2009	22
MÉTRO.COM : Courrier des lecteurs : Lettre à la ministre Courchesne, par les doyens et doyennes de sept facultés de l'UQAM - Vendredi 10 avril 2009 00:00.....	22
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Le recteur ridiculisé dans une fausse publicité : Une mauvaise blague montrant Claude Corbo en agent immobilier pourrait valoir des poursuites - Vendredi 10 avril 2009.....	23
LE DEVOIR : Opinion : UQAM: une grève catastrophique, par Olivier Collin, Professeur au département de mathématiques de l'UQAM - Édition du jeudi 09 avril 2009.....	23
LE DEVOIR : Opinion : Lettre à la ministre de l'Éducation - Analyser la tâche professorale est «blessant», par Collectif de doyens de l'UQAM, - Édition du jeudi 09 avril 2009	24
CYBERPESSE : Grève à l'UQAM: Courchesne met de la pression - Publié le 09 avril 2009 à 15h54 Mis à jour le 09 avril 2009 à 19h06	24
CYBERPESSE : Des étudiants interpellent la ministre Courchesne - Publié le 09 avril 2009 à 07h04 Mis à jour le 09 avril 2009 à 07h06	25
MÉTRO : Publicité pertites annonces : Claudelofts & ass. - Jeudi 09 avril 2009	25
RUEFRONTENAC.COM : Vent de contestation à l'UQAM - Mise à jour le Mercredi, 08 avril 2009 21:18	25
LE DEVOIR : Charest n'exclut pas l'adoption d'une loi spéciale pour régler la grève à l'UQAM - Édition du mercredi 08 avril 2009.....	25
LA PRESSE : Barricades, graffitis et arrestations à l'UQAM - Mercredi 08 avril 2009	26
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Grabuge à l'UQAM : Du vandalisme et des arrestations - Mercredi 08 avril 2009	26
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Grève à l'UQAM : Pas de loi spéciale pour l'instant - Mise à jour le mardi 7 avril 2009 à 14 h 41.....	27
RUEFRONTENAC.COM : UQAM: 50 étudiants arrêtés après un siège de cinq heures - Mise à jour le Mardi, 07 avril 2009 10:31	27
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Manifestation à l'UQAM : Étudiants arrêtés - Mise à jour le mardi 7 avril 2009 à 8 h 22	27
THEMONTREALGAZETTE.COM : UQAM officials appeal for calm - Tuesday, April 07, 2009.....	27
CYBERPESSE : Manifestation à l'UQAM: 45 étudiants arrêtés - Publié le mardi 07 avril 2009 à 07h27 Mis à jour à 08h05	27
MÉTRO.COM : Manifestation à l'UQAM: 45 étudiants ont été mis en état d'arrestation - Mardi 07 avril 2009, à 06h06.....	28
THE GAZETTE : UQAM profs vote 91% to continue strike - Tuesday, April 7, 2009.....	28
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : La grève reconduite - Mise à jour le lundi 6 avril 2009 à 20 h 38	28
LE DEVOIR : Une semaine de grève de plus à l'UQAM - La session sera prolongée d'au moins une semaine - Édition du mardi 07 avril 2009	29
LA PRESSE : Les profs prolongent leur grève à l'UQAM - Mardi 07 avril 2009	29
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : UQAM: la session sera prolongée - Mardi 07 avril 2009	29
THE GAZETTE : UQAM profs vote 91% to continue strike - Tuesday, April 07, 2009.....	29
RUEFRONTENAC.COM : UQAM: une vraie forteresse - Mise à jour le Lundi, 06 avril 2009 16:58	29
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : La grève en question - Mise à jour le lundi 6 avril 2009 à 12 h 31	30
LA PRESSE : UQAM : La grève devrait se poursuivre - Lundi 06 avril 2009	30
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Les étudiants vont écoper : L'Université se prépare à prolonger la session à cause de la grève des profs / Pourquoi le conflit ? - Lundi 06 avril 2009.....	30
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Injonction renouvelée - Lundi 06 avril 2009.....	31
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : QUELQUES AUTRES CONDITIONS DE TRAVAIL DES PROFS DE L'UQAM - Lundi 06 avril 2009.....	31
LE DEVOIR : Opinion : L'UQAM et la sortie de crise, par Bernard Élie, Professeur retraité et associé au département des sciences économiques de l'UQAM - Édition du samedi 04 et du dimanche 05 avril 2009	31
LA PRESSE : Les partis de l'opposition appuient les demandes des profs de l'UQAM - Samedi 04 avril 2009.....	32
THE GAZETTE : UQAM : Professors make noise - Saturday, April 04, 2009	32
MÉTRO : Photo : UQAM : 40 ans fêtés sous la pluie - Jeudi 02 avril 2009	32
RUEFRONTENAC.COM : Les profs de l'UQAM appuyés par les partis d'opposition - Mise à jour le Vendredi, 03 avril 2009 19:11	32
LE DEVOIR : Trois étudiants sur quatre font la grève à l'UQAM - Édition du mercredi 01 avril 2009.....	33
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Vandalisme à l'UQAM : Une centaine de graffitis sur la façade extérieure d'un pavillon - Mardi 31 mars 2009	33
LE DEVOIR : Une autre semaine de grève à l'UQAM - Édition du samedi 28 et du dimanche 29 mars 2009	34
LA PRESSE : Conflit à l'UQAM: encore une semaine de grève - Samedi 28 mars 2009.....	34
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Inquiétude à l'UQAM : Le débrayage des profs se poursuivra au moins jusqu'au 6 avril / Pourquoi la grève? - Samedi 28 mars 2009	34
RUEFRONTENAC.COM : UQAM: les profs prolongent leur grève jusqu'au 6 avril - Mise à jour le Vendredi, 27 mars 2009 21:08	35
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : Les professeurs prolongent la grève - Mise à jour le vendredi 27 mars 2009 à 15 h 33	35
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : UQAM GRÈVE : Elle se tient debout : Sabrina Saint-Louis a porté plainte après avoir été bousculée par un prof - Vendredi 27 mars 2009.....	36
LE DEVOIR : L'UQAM obtient une injonction - Édition du jeudi 26 mars 2009.....	36
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Revers pour les professeurs - Jeudi 26 mars 2009.....	36
MÉTRO : Injonction contre les professeurs de l'UQAM - Jeudi 26 mars 2009	37
RUEFRONTENAC.COM : L'UQAM obtient une injonction - Mise à jour le mercredi, 25 mars 2009 20:57	37
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : UQAM : la grève se poursuit - Lundi 23 mars 2009	37
LE DEVOIR : Une autre semaine de grève à l'UQAM : Les professeurs ont refusé hier à 90 % les offres patronales - Édition du samedi 21 et du dimanche 22 mars 2009	37
LA PRESSE : Les professeurs de l'UQAM rejettent les dernières offres patronales: les professeurs en grève une semaine de plus - Samedi 21 mars 2009.....	38
RUEFRONTENAC.COM : UQAM: les profs prolongent la grève - Mise à jour le vendredi, 20 mars 2009 22:23	38
RADIO-CANADA / UQAM : La grève des professeurs se poursuit - Mise à jour le vendredi 20 mars 2009 à 21 h 12	38
LE DEVOIR : UQAM: les professeurs reçoivent une nouvelle offre - Édition du vendredi 20 mars 2009.....	39
LA PRESSE : Grève des enseignants: perturbations à l'UQAM - Vendredi 20 mars 2009.....	39
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Professeurs sous-payés - Vendredi 20 mars 2009.....	40
MÉTRO : «L'UQAM, c'est nous!» - Vendredi 20 mars 2009	40
24 HEURES : Mobilisation pour les profs de l'UQAM - vendredi 20 mars 2009.....	40
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Grève des professeurs : L'UQAM dépose des offres - Mise à jour le jeudi 19 mars 2009 à 13 h 46	40
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : Les chargés de cours en classe - Mise à jour le jeudi 19 mars 2009 à 9 h 58	41
LE DEVOIR : Une étude confirme que les professeurs sont moins payés qu'ailleurs - UQAM: Québec délègue son spécialiste des cas difficiles - Édition du jeudi 19 mars 2009.....	41
MÉTRO : UQAM : tous les cours annulés hier - Manifestation - Jeudi 19 mars 2009	42
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Grève professeurs : Manifestation aujourd'hui - Brasse-camarade à l'UQAM : la police a ouvert une enquête - Pourquoi la grève - Jeudi 19 mars 2009	42
RUEFRONTENAC.COM : Une étude de l'UQAM le confirme : ses profs sont sous-payés - mardi, 17 mars 2009 18:40 - Mise à jour le mardi, 17 mars 2009 19:14.....	42
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : Des professeurs au piquet - Mise à jour le mardi 17 mars 2009 à 11 h 14.....	43
CYBERPESSE : Des étudiants joignent la grève à l'UQAM - Mardi 17 mars 2009	43
MÉTRO : Grève à l'UQAM: Un budget qui n'aide personne - Mardi 17 mars 2009	43

LE DEVOIR / CYBERPRESSE / RUEFRONTENAC.COM : Pourquoi une grève à l'UQAM ?, par Martin Petitclerc, professeur au département d'histoire; Jean-François Hamel, professeur au département d'études littéraires; Luc Bonenfant, professeur au département d'études littéraires; Éric Pineault, professeur au Département de sociologie; Laurence-Léa Fontaine, professeur au département de sciences juridiques; Ève Paquette, professeur au département des sciences religieuses. – Édition du mercredi 18 mars 2009 - Lundi 16 mars 2009 - Lundi 16 mars 200943

RUEFRONTENAC.COM : Crise à l'UQAM: les étudiants inquiets - lundi, 16 mars 2009 16:59 - Mise à jour le lundi, 16 mars 2009 17:3244

RUEFRONTENAC.COM : UQAM: les professeurs entament une grève de cinq jours - lundi, 16 mars 2009 12:01 - Mise à jour le lundi, 16 mars 2009 17:36.....44

MÉTRO : Les professeurs de l'UQAM lancent une grève de cinq jours, ce lundi - Lundi 16 mars 200944

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Le conflit à l'UQAM pourrait débloquer - Samedi 14 mars 200945

LE DEVOIR : En bref - Cinq jours de grève supplémentaires - Édition du mercredi 11 mars 200945

LA PRESSE : UQAM: les professeurs en grève toute la semaine prochaine - Mercredi 11 mars 200945

24 HEURES : Les professeurs de l'UQAM ne lâchent pas prise - Mercredi 11 mars 200945

RUEFRONTENAC.COM : UQAM: les profs en grève la semaine prochaine - Mise à jour le mardi, 10 mars 2009 18:3945

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : Les profs votent pour la grève - Mise à jour le mardi 10 mars 2009 à 15 h 5746

LA PRESSE : UQAM: le syndicat se prépare pour une semaine de grève - Dimanche 08 mars 2009.....46

RUEFRONTENAC.COM : EXCLUSIF : l'UQAM paie 15M\$ en intérêts - samedi, 07 mars 2009 17:5346

UQAM : Grève des professeur-e-s

LE DEVOIR : UQAM: après les professeurs, les employés de soutien?: Une autre étude montre des inégalités de traitement - Édition du samedi 02 et du dimanche 03 mai 2009

<p>Clairandrée Cauchy Les employés de soutien de l'Université du Québec à Montréal ont eux aussi des salaires légèrement moins élevés que dans les autres universités québécoises, mais les écarts sont moindres que ce qu'ils étaient pour les professeurs, avant la signature de leur nouvelle convention collective. C'est ce qui ressort de l'étude d'étalonnage menée par la firme-conseil Aon pour le compte de l'UQAM, rendue publique hier. Dans le cas des professionnels, les salaires sont légèrement inférieurs, d'environ 1,5 %, aux moyennes en vigueur au Québec. Les employés de métiers spécialisés affichent quant à eux des salaires de 2 % inférieurs à ceux du réseau de l'Université du Québec</p>	<p>et de 10 % inférieurs à ceux des autres établissements québécois. Les employés de métiers non spécialisés reçoivent des salaires égaux ou un peu supérieurs à ceux des autres universités.</p> <p>D'autres chiffres Les employés de bureau ont quant à eux des salaires de 3 % inférieurs à ceux de leurs collègues du Québec, au maximum de l'échelle salariale. Le personnel technique est en moyenne payé 2 % de moins à l'UQAM qu'ailleurs dans le monde universitaire québécois, toujours au dernier échelon salarial.</p> <p>Dans le cas des professeurs, la première phase de l'étude Aon montrait que les salaires des professeurs étaient de 5 % à 10 % inférieurs à la</p>	<p>moyenne des autres universités, selon que l'on considèrerait celles du réseau de l'Université du Québec (UQ) ou celles de l'ensemble des établissements québécois. La convention collective paraphée il y a quelques jours leur permet de rejoindre la moyenne des conditions en vigueur dans le réseau UQ, ce qui représente une hausse de 11 %.</p> <p>Le syndicat des employés de l'UQAM (SEUQAM) négocie actuellement avec la direction et a en poche un mandat de grève de 24 heures, à déclencher au moment jugé opportun. Des négociations sont aussi en cours avec le syndicat des étudiants employés de l'UQAM.</p>
--	--	---

LA PRESSE : L'UQAMmenacée d'une nouvelle grève : Le contrat de travail des 2000 employés de soutien est échoué depuis près de deux ans - Vendredi 1er mai, 2009

<p>Un mandat de grève de 24 heures « à exercer au moment jugé opportun » a été voté par les 2000 employés de soutien de l'UQAM. « Si on a à le faire, ce sera dans les prochains jours, avant que la session ne se termine, a dit hier à La Presse Roland Côté, président du Syndicat des employés de l'UQAM. Mais notre idée première, c'est de régler rapidement. » Le contrat de travail des employés de soutien est échoué depuis le 31 mai 2007.</p> <p>Cette menace arrive alors que le trimestre d'hiver vient à peine de reprendre son cours normal, après sept semaines de grève des professeurs et maîtres de langue de l'UQAM. La fin de ce conflit ne doit pas faire oublier que 63% des syndiqués de l'UQAM « n'ont toujours pas conclu d'entente avec leur employeur », a souligné le Syndicat canadien de la fonction publique dans un communiqué. En plus des employés de soutien, 3000</p>	<p>étudiants employés de l'UQAM sont sans contrat de travail.</p> <p>« Il y a des négociations en ce moment, j'en parlerais pas de conflit », a indiqué Daniel Hébert, porte-parole de l'UQAM. Avant de faire des offres complètes, l'employeur attendait deux études de la firme Aon comparant les conditions de travail de ses employés de soutien et étudiants employés avec celles en vigueur dans les autres universités.</p> <p>Les autres employés en veulent autant que les profs</p> <p>L'étude porte sur les employés de soutien a été remise hier à l'UQAM, selon M. Côté. « Étant donné que le syndicat des professeurs a eu dans son entente une forme de rattrapage salarial avec le réseau de l'Université du Québec, on souhaite évidemment l'équivalent », a-t-il fait valoir. Si une grève de 24 heures est déclenchée, « il n'y aura</p>	<p>pas d'annulation de cours, mais ça va perturber un peu le fonctionnement de l'université », a précisé M. Hébert.</p> <p>Quant aux étudiants employés de l'UQAM, leur convention collective est échue depuis le 31 mai 2008. « On demande la fin de l'attitude de mépris envers le travail étudiant à l'UQAM », a expliqué Éric Demers, président du Syndicat des étudiants employés. À McGill, les étudiants de maîtrise qui travaillent comme auxiliaire de recherche gagnent 25 \$ de l'heure, contre 16 \$ à l'UQAM, si bien que le Syndicat réclame des hausses salariales pour ses membres.</p> <p>« On va tenter d'en arriver à une entente négociée avec les employés de soutien et les employés étudiants le plus rapidement possible », a indiqué M. Hébert.</p>
---	---	--

THE GAZETTE : UQAM STAFF VOTE FOR ONE-DAY STRIKE - Friday, May 01, 2009

<p>The Université du Québec à Montréal faces the prospect of more labour disruptions after support staff voted in favour of a one-day strike. The Syndicat des employés de l'UQAM, which repre-</p>	<p>sents 2,000 non-academic workers, has been without a contract since May 31, 2007. Support staff are seeking wage increases in keeping with those granted full-time faculty and language</p>	<p>instructors, who returned to the classroom last week.</p>
---	--	--

MÉTRO.COM : Montréal : Les employés de soutien pourrait provoquer une autre grève à l'UQAM - Jeudi 30 avril 2009 17:27

<p>MARLÈNE JOSEPH-BLAIS MÉTRO Une autre grève pourrait bientôt être déclenchée à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).</p>	<p>Les employés de soutien de l'UQAM ont obtenu un mandat de grève de 24 heures et ils comptent l'utiliser en surprise dans les prochaines semaines s'ils n'obtiennent pas rapidement des négociations.</p>	<p>«Maintenant que la grève des professeurs est terminée, on espère que notre dossier va être mis sur la table», affirme Roland Côté, président du syndicat des employés de l'UQAM.</p>
--	---	---



Même si les syndiqués se disent prêts à manifester si le besoin se présente, ils espèrent pouvoir vite obtenir des négociations. «Nous souhaitons être entendus et avoir un dépôt salarial rapide», soutient M. Côté. Leur convention collective est échue depuis près de deux ans. Même s'ils ont commencé à discuter de certaines clauses normatives, la question du salaire n'a toujours pas été abordée par les dirigeants de l'UQAM. Compte tenu de l'entente avec les professeurs et de la situation dans les autres Universités du

Québec (UQ), les employés de soutien de l'UQAM pensent avoir droit eux aussi à un meilleur salaire. «À l'Université du Québec à Sherbrooke, par exemple, les paramètres salariaux nous plaisent», déclare M. Côté, en indiquant que, selon lui, il devrait y avoir une parité des salaires dans le réseau des UQ. **Une grève qui compliquerait la fin de session des étudiants**
Cette nouvelle grève pourrait de nouveau perturber la session des étudiants de l'UQAM. En effet, il n'y aurait plus aucun service aux étudiants, donc,

entre autres, pas de bibliothèque, pas de services informatiques ni de support technique, pas d'employés pour débarrasser les locaux de classe, etc. M. Côté croit que la direction de l'UQAM est consciente des problèmes qu'engendrerait cette grève, mais n'est pas convaincu que le gouvernement du Québec le soit autant. «On espère que Québec comprendra rapidement, car c'est lui qui tire les cordons de la bourse», dit-il.

THE GAZETTE : UQAM EXTENDS TERM AFTER PROFS' STRIKE – Wednesday, April 29, 2009

The Université du Québec à Montréal's winter session, originally scheduled to end today, has been extended until June 10 to allow students to make up for classes lost during a strike by profes-

sors and language instructors. Measures adopted by UQAM's academic board include extending the hours of day and evening classes, adding week-end sessions and cancelling the statutory holiday on May 18. The university says special provisions may be made for students who have valid reasons

that they cannot complete the semester. The spring term, set to begin next week, will now start May 11. Classes resumed Monday after nearly 1,000 faculty and language teachers accepted a new contract and ended their six-week walkout.

LE DEVOIR : Éditorial : Financement universitaire - Finie la surenchère, par Marie-Andrée Chouinard - Édition du mardi 28 avril 2009

Une autre grève des professeurs dans une université passe à l'histoire. La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, alloue les millions, mais prévient: le temps de la surenchère a assez duré. Elle a raison: l'investissement en éducation ne peut pas rimer uniquement avec hausses de salaire et béton. L'entente survenue vendredi entre l'UQAM et son syndicat des professeurs équivaut à un sauvetage gouvernemental, version trois. Après avoir rescapé l'université du centre-ville pour les désastres immobiliers et comptables que sont le Complexe des sciences et l'îlot Voyageur, Québec verse maintenant 19 millions de dollars, mettant un terme à un conflit de près de sept semaines. Aux étudiants de l'UQAM déjà abonnés à la grève, on laisse une formation aussi trouée qu'un gruyère. En couvrant l'UQAM tant pour ses aberrations immobilières que pour le retentissement de cette grève, Québec prévient qu'on ne l'y reprendra plus. Les projets immobiliers seront mieux encadrés. Et dorénavant, on négociera en zones moins affranchies. Le désastre de l'îlot Voyageur avait contribué à propulser un projet de loi sur la gouvernance, que les recteurs d'université n'ont pas reçu avec bonheur. Cette fois, la surenchère salariale invo-

quée par les professeurs de l'UQAM pourra difficilement être utilisée par les autres: la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, souhaite que les cadres financiers soient approuvés, et elle revendique une politique salariale qui évitera les abus. Quelques excès expliquent que l'on en soit là. On nous pardonnera de radoter, mais cela est parfois nécessaire: en 2005, l'Université de Montréal a conclu une coûteuse négociation, qui a considérablement alourdi ses coûts de système. Invoquant l'importance de demeurer concurrentiels dans le lot des grandes universités de recherche canadiennes, les professeurs de l'UdeM avaient tenu une grève difficile. Des augmentations de salaire de 14,5 % en trois ans leur furent consenties. Ce règlement allait devenir la marque à atteindre. À l'UQAM, on le dit ouvertement: sans le soutien financier de Québec, il eût été impossible de consentir ces 11 % d'augmentation salariale en trois ans -- plus 145 professeurs -- tout en maintenant l'équilibre financier. Pour les autres universités, qui pourraient être tentées d'espérer pareille rédemption, le message est plus que clair: dorénavant, pas question de négocier en hypothéquant la santé financière de l'établissement. Avec 65 % de financement public, cette exigence est compréhensible.

Quant au rattrapage avec la planète, invoqué par les syndicats comme si tous les professeurs collectionnaient les offres d'emploi internationales, la ministre de l'Éducation en a vu d'autres! Elle dirigeait l'Orchestre symphonique de Montréal en 1998, alors que sa centaine de musiciens avait fait la grève pour atteindre la parité avec les orchestres du monde entier. Après quelques semaines de ce siège, Québec avait consenti une aide, répondant à une partie des demandes syndicales, reconnaissant du coup une partie du «sous-financement» de l'OSM. Refrain connu? Les textes officiels parlent d'«équité», mais le règlement survenu à l'UQAM corrige en réalité le sous-financement chronique dont souffrait l'institution du centre-ville. C'est un secret de Polichinelle. Les universités ont en sainte horreur la moindre incursion dans leur autonomie. Elles craignent une nouvelle avalanche bureaucratique. Mais la surenchère salariale et immobilière à laquelle elles se livrent, dans un contexte où elles ne donnent que les signes d'une féroce compétition, fournit à Québec toutes les raisons d'exiger un examen plus serré.

LE DEVOIR : Opinion : Lettres - Une inaction gouvernementale coûteuse, par Vincent Dupuis, Laval, le 27 avril 2009 - Édition du mardi 28 avril 2009

Madame la Ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, Je suis très déçu de l'entente intervenue avec les professeurs de l'UQAM. J'aurais pensé que, faisant suite à votre implication dans la négociation, des augmentations moins fortes auraient été accordées aux professeurs. En fait, je pense que c'est plutôt le contraire qui s'est passé. Pourtant, vous indiquiez, il y a quelques jours à peine, que l'UQAM devait respecter un cadre très strict afin de retrouver son équilibre budgétaire. Il est vrai que les professeurs de l'UQAM étaient moins bien payés que leurs collègues des autres universités. Cependant, il faut savoir que ces autres universités ont accordé de fortes augmentations de salaire à leurs professeurs ces dernières années. Ainsi, l'Université de Montréal a accordé des indexations salariales d'environ 40 % depuis 1999, alors que les enseignants des autres ordres d'enseignement, les infirmières et les

autres employés de la fonction publique et parapublique par exemple, bénéficiaient d'indexations d'environ 17 %. Comment justifier de telles augmentations de salaire dans les universités? Pourquoi avoir accordé une forte augmentation du nombre de professeurs à l'UQAM? À quoi auront servi les études sur la situation financière de l'UQAM (ex. plan de redressement proposé par la firme PricewaterhouseCoopers)? Si ma mémoire est bonne, je ne crois pas que ces études recommandaient une augmentation du nombre de professeurs, mais plutôt une meilleure utilisation de ceux-ci. Si les salaires des professeurs ont beaucoup augmenté ces dernières années, ceux des cadres des universités se sont accrus encore davantage. Cette semaine, on apprenait que le recteur de l'Université Laval (Denis Brière) allait profiter d'une augmentation de 17 % pour l'année en cours. Celui-ci a indiqué candidement: «Je n'ai

pas demandé cette augmentation et je n'ai rien à voir dans cette décision.» Pourquoi le conseil d'administration de cette université a-t-il accordé une telle augmentation dans le contexte économique actuel et malgré le fait que l'Université Laval est fortement déficitaire? Poser la question, c'est y répondre... Toutes ces bonifications des salaires, augmentations du nombre de professeurs, devront être financées par emprunt. Les universités font des déficits, et les gouvernements seront également aux prises avec des déficits au cours des prochaines années. On hypothèque ainsi notre futur et il faudra payer tôt ou tard pour ces abus. Je pense que vous avez une responsabilité dans cette situation. Votre action -- inaction, devrait-on dire -- dans le dossier de l'UQAM constitue un exemple de plus.

JOURNAL DE MONTREAL EN LOCK-OUT : Les bouchées doubles : Les étudiants devront travailler fort pour récupérer le temps perdu – Mardi 28 avril 2009



Des cours les soirs et la fin de semaine, des travaux additionnels et une prolongation du trimestre jusqu'au 10 juin... Après sept semaines de grève de leurs profs, les étudiants de l'UQAM devront mettre les bouchées doubles avant de se retrouver en vacances. La Commission des études de l'UQAM s'est réunie durant une bonne partie de la journée, hier, pour déterminer les modalités de reprise des cours qui ont été manqués pendant la grève des professeurs.



✓ Daphnée Paquin-Katma, 25 ans, n'apprécie pas que la session soit prolongée de six semaines. On la voit en compagnie de Simon Michaud, qui profitait comme elle du soleil, hier après-midi, devant le pavillon Judith-Jasmin.

PHOTO SÉBASTIEN MÉNARD

Ce conflit de travail s'est réglé vendredi dernier, après que les syndiqués aient accepté les dernières offres patronales.

Six semaines plus tard

La session d'hiver se terminera le 10 juin prochain, soit six semaines plus tard qu'en temps normal.

« Cette période de six semaines, c'est le délai maximal, car ce ne sont pas tous les cours qui ont été interrompus durant la grève », précise le vice-recteur à la vie académique, Robert Proulx.

Plusieurs mesures de rattrapage pourront être utilisées afin que les objectifs des cours soient atteints. Des périodes pourraient être allongées le matin, l'après-midi ou le soir, et se tenir la fin de semaine ou durant un congé férié.

« Les enseignants pourront réaménager le contenu de façon à permettre plus de travaux, indique Robert Proulx. Ça va se décider cours par cours », dit-il.

Daphnée Paquin-Katma, qui étudie en communications, n'apprécie pas que la session soit prolongée de six semaines.

La jeune femme estime que cela va nuire à sa recherche d'un emploi d'été. « Ce sont six semaines durant lesquelles je ne pourrai pas travailler », déplore-t-elle.

À l'inverse, des étudiants en arts rencontrés à l'intérieur du Pavillon Judith-Jasmin ne se formalisent pas de devoir rester en classe jusqu'au début du mois de juin.

« J'étais favorable à la grève, confie Nicolas. Tout le monde a hâte de terminer la session, mais on est prêts à subir les répercussions de ce qui est arrivé. »

Étudiants étrangers

La prolongation de la session ne nuira pas aux étudiants étrangers, qui possèdent un permis de séjour les obligeant à quitter avant la fin du trimestre, assure Robert Proulx.

« [Dans ces cas-là], on va utiliser tous nos moyens de formation à distance, explique-t-il. L'important, c'est que les modalités de rattrapage soient déterminées avant leur départ. » ✓ La session d'hiver se terminera le 3 juin ou le 10 juin, selon que les cours devaient se terminer le 22 ou le 29 avril. ✓ La session d'été débutera une semaine plus tard que prévu, soit le 11 mai. ✓ En plus des mesures de rattrapage, les professeurs devront déterminer de nouvelles mesures d'évaluation. ✓ Le nouveau contrat de travail des professeurs de l'UQAM coûtera un peu plus de 23 M\$ aux contribuables.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : Retour en classe - Mise à jour le lundi 27 avril 2009 à 14 h 08

Les étudiants sont de retour en cours en ce lundi. La commission des études se réunit pour déterminer les modalités qui permettront de rattraper le retard accumulé pendant la durée de la grève.

D'ores et déjà, il est décidé que le trimestre hivernal sera prolongé jusqu'au 4 juin. Des cours seront ajoutés les samedis et les dimanches, de même que des travaux pratiques, pour s'assurer que les étudiants profitent d'un enseignement complet.

Le trimestre printanier, qui s'amorcera le 11 mai, chevauchera le trimestre d'hiver.

Fin de la grève

Réunis en assemblée générale au théâtre Saint-Denis, vendredi, les professeurs de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) ont mis fin à leur grève en acceptant la double entente de principe conclue par leur syndicat avec la direction de l'établissement. Ils ont voté à 91 % en faveur de l'entente, qui est double, puisque les professeurs et les 27 maîtres de langue ont des conventions collectives distinctes.

Les professeurs ont réservé une ovation à leur comité de négociations au cours de leur assem-

blée générale. Les professeurs ont ainsi souligné le travail de leurs délégués, qui ont réussi à faire plier la direction de l'UQAM pour obtenir une entente de principe négociée qui contient un important rattrapage salarial.

L'entente prévoit une augmentation salariale de 11 % sur quatre ans et un protocole de retour au travail bonifié. Elle comprend également la création de 145 postes de professeurs.

La direction de l'UQAM et le syndicat de ses professeurs (SPUQ) sont parvenus à cette double entente après un blitz de négociations qui s'est terminé vers 5 h vendredi matin. Les professeurs étaient sans convention collective depuis deux ans et en grève depuis sept semaines.

L'UQAM bonifie son offre

La direction de l'UQAM proposait initialement 4 % d'augmentation salariale et la création de 25 postes de professeurs. De leur côté, les professeurs exigeaient initialement 11,6 % d'augmentation salariale et la création de 300 postes de professeurs sur 3 ans. Ils tenaient à obtenir la parité salariale avec les professeurs du reste des universités du réseau de l'UQ.

bien que la ministre de l'Éducation ait laissé de côté la menace d'une loi spéciale pour favoriser la négociation, elle aurait toutefois procédé de la sorte si les professeurs avaient rejeté l'offre de l'UQAM.

Les députés libéraux, qui ne siègent normalement pas les lundis et vendredis, ont dû demeurer dans la région de Québec, au cas où. La direction du parti leur a demandé de se tenir prêts à siéger vendredi afin de voter une loi spéciale dans l'éventualité où les professeurs de l'UQAM rejettent la dernière offre de la direction.

audio-vidéo

- [Joie mais aussi amertume pour les professeurs de l'UQAM, explique Stéphanie Tremblay.](#)
- [L'entretien d'Anne-Marie Dussault avec Michelle Courchesne](#)
- [Francine Plourde explique les résultats du vote à l'UQAM](#)
- [Est-ce la fin des malheurs de l'UQAM? Catherine Kovacs et France Dauphin ont posé la question à plusieurs personnes qui l'ont vue naître, il y a maintenant 40 ans.](#)

LA PRESSE : Retour en classe à l'UQAM - Lundi 27 avril 2009

Violaine Ballivy, La Presse

Les 980 professeurs de l'UQAM seront de retour en classe ce matin au terme d'une grève de six semaines, mais la vie ne reprendra pas son cours normal dans l'immédiat. La Commission des études doit se réunir d'urgence ce matin pour décider des mesures qui permettront la récupération des cours qui n'ont pas été donnés pendant le conflit de travail.

Le semestre sera perturbé et prolongé d'au moins une semaine, a déjà annoncé la direction de l'UQAM. Certains cours pourraient être étirés d'une heure, ou donnés les soirs et les fins de semaine. Des travaux pratiques pourraient aussi s'ajouter dans l'agenda des étudiants.

Il reste aussi à savoir si le conflit aura des répercussions sur l'image de l'UQAM et l'intérêt que lui portent les futurs étudiants.

En France, des universités associées perturbées de façon répétitive par des grèves ont été boudées par les étudiants, a rapporté Le Figaro vendredi, le jour même où le conflit de l'UQAM se réglait. «Les parents ne veulent plus inscrire leurs enfants dans une université où un semestre par an est perturbé», affirmait dans cet article le président de l'Université de Rennes, qui a perdu 14% de ses effectifs en trois années marquées par autant de conflits.

Légère hausse

L'UQAM assure n'avoir remarqué aucun effet du conflit sur les demandes d'admission. Elles seraient même en légère hausse pour les cycles supérieurs par rapport à l'an dernier. L'impact du conflit ne pourra cependant être mesuré qu'à l'automne, puisque les inscriptions sont encore ouvertes dans certains programmes, a indiqué le porte-parole de l'établissement, Daniel Hébert.

Le spécialiste de l'image Christian Désilet estime toutefois qu'il serait peu probable qu'une baisse soit observée ici. «La situation du Québec n'est pas la même qu'aux États-Unis et qu'en France, où le choix est beaucoup plus vaste et la compétition beaucoup plus féroce entre les établissements», dit ce professeur de l'Université Laval. Les inscriptions sont en hausse constante dans la province depuis quelques années, «et cela va se poursuivre parce qu'il y a un manque cruel de main-d'œuvre qualifiée».

Les universités ont néanmoins intérêt à soigner leur réputation, prévient-il. «Elles réclament à cor et à cri un meilleur financement, mais le gouvernement sera moins enclin à le leur accorder si le public n'a pas une opinion favorable à leur endroit.»

RUEFRONTENAC.COM : La session prolongée jusqu'en juin à l'UQAM - Mise à jour le Lundi, 27 avril 2009 18:00

Écrit par Jean-Philippe Pineault
 Perturbée par la grève des professeurs, la session à l'UQAM sera prolongée de six semaines, soit jusqu'au mois de juin, a tranché la Commission des études de l'institution lundi en après-midi.
 «On a mis en place des balises qui assurent la récupération des cours perdus. On arrive à respecter la nécessité que les objectifs d'apprentissage soient atteints», a indiqué à RueFrontenac.com le vice-recteur à la vie académique, Robert Proulx.
 Les membres de la Commission des études, composée de profs, membres de la direction, étudiants et personnel de soutien, se sont réunis lundi matin pour évaluer différents scénarios de rattrapage qui leur ont été soumis par la direction de l'UQAM. Une résolution a été adoptée.
Fins de semaine et jours fériés

Pour parvenir à boucler la session, les profs pourront proposer différentes mesures, comme d'allonger les plages horaires, récupérer des cours la fin de semaine et les jours fériés et ajouter des travaux.
 «L'idée, c'est que les moyens qui pourraient permettre de récupérer le temps perdu dans le plus court laps de temps vont être préférés», ajoute M. Proulx.
 «Il faut tenir compte du fait que plusieurs étudiants doivent partir à la fin de la session ou encore travailler», ajoute-t-il.
 Limités dans le temps par leur visa, les étudiants étrangers auront droit à un traitement de faveur. Les professeurs devront prendre les moyens pour assurer la récupération avant leur départ.
 La session d'été a également été repoussée d'une semaine pour permettre de compléter aux cours de la période hivernale.

Les étudiants avaient déjà été informés ce week-end que les cours reprenaient dès 9 heures lundi.
Grève de sept semaines
 Pour la première fois en 40 ans, les 980 professeurs de l'UQAM sont descendus dans la rue, insatisfaits des offres patronales. Ceux-ci réclamaient un rattrapage salarial à la hauteur de leurs collègues des autres institutions du réseau de l'Université du Québec et davantage de postes de professeurs.
 Un blitz intense de négociations au cours des dernières semaines a permis aux profs d'obtenir une entente vendredi dernier, qu'ils ont jugée satisfaisante dans une proportion de 91%. Les maîtres de langues ont aussi ratifié l'entente, dans une proportion plus faible de 66%.

MÉTRO.COM : Montréal : L'UQAM dévoile les conditions de validation du trimestre d'hiver - Lundi 27 avril 2009 18:23

MÉTRO
 Les membres de la Commission des études de l'UQAM ont statué aujourd'hui sur les conditions de validation du trimestre d'hiver 2009 perturbé par la grève des professeurs ces dernières semaines.
 Les mesures adoptées entrent en vigueur dès maintenant et s'appliquent dans tous les cas, que ce soit la perte d'un seul cours ou de plusieurs cours, ces dernières semaines, indique un communiqué publié aujourd'hui. Pour la perte de trois heures de cours, le responsable du cours décidera des mesures à mettre en place pour l'atteinte des objectifs de formation. Il sera également respon-

sable de déterminer les modalités d'évaluation et de revoir avec ses étudiants l'entente d'évaluation qui devra être adoptée à la majorité des étudiants présents, au premier cours de récupération de la présente semaine, pour en établir la validité. Parmi les mesures adoptées par la Commission des études, on compte:
 l'allongement des plages horaires des cours le matin, l'après-midi ou le soir;
 l'ajout d'autres plages horaires, incluant les week-ends et les jours fériés;
 l'ajout de périodes de cours à l'intérieur de la prolongation du trimestre;

des mesures jugées équivalentes par le décanat.
 Le trimestre d'hiver pourra être prolongé jusqu'au 3 ou 10 juin selon que les cours devaient se terminer le 22 ou 29 avril (sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration qui a juridiction sur le calendrier universitaire).
 De même, le début du trimestre d'été sera reporté d'une semaine, soit au 11 mai, qu'il s'agisse de la session intensive ou de la session régulière d'été, qui se termineront respectivement les 26 juin et 14 août.

LE DEVOIR : Conflit réglé à l'UQAM - Désormais, les universités devront parler à Québec avant de négocier - Édition du samedi 25 et du dimanche 26 avril 2009



Clairandrée Cauchy
 Photo: Jacques Nadeau
 Le règlement dans le conflit de travail des professeurs et des maîtres de langue de l'Université du Québec à Montréal est enfin survenu hier, après sept semaines de grève. Les professeurs rattrapent d'ici juin 2012 la moyenne des salaires du réseau de l'Université du Québec et 145 nouveaux postes seront créés au cours des quatre prochaines années. Tout en annonçant la bonne nouvelle, Québec a cependant annoncé sa volonté de suivre les négociations dans les universités de plus près. Québec veut avoir droit de regard sur les négociations salariales dans les universités, histoire d'éviter la surenchère. C'est ce qu'a indiqué la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, tout juste après avoir allongé quelque 20 millions par année (au terme de la convention collective) pour conclure l'entente avec les professeurs de l'UQAM. «Dorénavant, les constituantes du réseau de l'Université du Québec devront faire approuver

préalablement au début de chaque négociation leur cadre financier», a fait savoir la ministre Courchesne.
 Quant aux autres universités, des pourparlers s'entameront au sein de la Conférence des recteurs et principaux d'universités (CREPUQ) pour «s'assurer que nous avons des politiques salariales qui respectent la capacité de payer des contribuables», a poursuivi Mme Courchesne, rappelant que même les universités privées sont financées dans une proportion d'environ 65 % par l'État (50 % dans le cas de McGill).
 Si Québec a ainsi financé les hausses salariales et les embauches à l'UQAM, c'est par souci d'«équité», a fait valoir Mme Courchesne, rappelant que les conditions de travail y étaient inférieures à celles en vigueur dans le réseau UQ.
 Concrètement, les professeurs recevront 4 % à la signature de la convention (dont un 2 % consenti au secteur public), 1 % en novembre prochain, 2 % en avril 2010, 2 % en décembre 2010, 2 % en décembre 2011 et 2 % en mai 2012. Avec toutes ces hausses, les salaires des professeurs devraient osciller entre 49 000 et 124 000 \$ (au haut de l'échelle), sans compter les éventuelles indexations du secteur public. Les professeurs auront par ailleurs droit à un montant forfaitaire équivalant à 1 % de leur salaire.
 Le protocole de retour au travail comprend aussi un autre montant forfaitaire équivalant à 2 % du salaire annuel pour reprendre le travail perdu pendant la grève.

Les 29 maîtres de langues obtiennent les mêmes augmentations, mais seul un nouveau poste est créé, alors qu'ils en revendiquaient neuf.
 Les professeurs semblaient assez satisfaits des gains effectués dans leur nouvelle convention, entérinée dans une proportion de 91 %. L'amertume était cependant palpable chez les maîtres de langues, vu la quasi-absence de création de postes. Ces derniers ont ratifié leur convention aux deux tiers.
 La présidente du Syndicat des professeurs de l'UQAM, Michèle Nevert, a souligné hier que des améliorations étaient survenues au cours des dernières heures, notamment touchant le délai du rattrapage salarial et la bonification du protocole de retour au travail.
 La grève aura permis «une reconnaissance formelle, tant de la part du gouvernement, des médias que de la population, de la nécessité de cette université», a fait valoir Mme Nevert, déplorant toutefois le silence de la direction au cours des dernières semaines.
 Le recteur de l'UQAM, Claude Corbo, a pour sa part rappelé la situation difficile de l'université, qui doit produire sous peu un plan de retour à l'équilibre d'ici 2013-14, alors qu'elle nage encore dans les déficits. L'intervention gouvernementale était essentielle au règlement du conflit, a-t-il expliqué. «Nous disposerons, grâce à la correction salariale, d'une meilleure capacité à recruter et retenir de bons professeurs», s'est réjoui le recteur Corbo.



LA PRESSE : Fin de la grève à l'UQAM – Samedi 25 avril 2009

Ariane Lacoursière et Martin Croteau, La Presse

La grève des professeurs de l'UQAM, qui durait depuis plus de six semaines, a pris fin hier après-midi. Réunis en assemblée générale, les professeurs ont accepté à 91% la dernière proposition patronale. Les cours reprendront lundi.

L'entente conclue entre l'université et le Syndicat des professeurs de l'UQAM (SPUQ) prévoit des augmentations de salaire de 11% sur trois ans et l'ajout de 145 postes. Puisque l'institution n'a pas les moyens de payer ces augmentations sans creuser son déficit, Québec a dû allonger 20 millions pour la dépanner. Avant le conflit de travail, le salaire des professeurs variait de 57 438\$ à 109 768\$ par année, selon leur catégorie (professeurs adjoints, agrégés ou titulaires) et leur ancienneté. C'était de 10% inférieur à la moyenne salariale dans les autres universités québécoises, selon une étude de la firme comptable Aon.

Si l'entente avalisée hier ne comble pas cet écart, elle permet néanmoins aux professeurs de rattraper la moyenne dans les autres établissements du réseau de l'Université du Québec.

«C'est une opération d'équité», a indiqué le ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne. Pourquoi un professeur de l'UQAM serait-il moins bien payé qu'un professeur de l'Université du Québec à Trois-Rivières, à Chicoutimi, ou à Rimouski?»

La proposition a satisfait les professeurs, qui l'ont majoritairement appuyée. «Nous sommes heureux du résultat. Nous sommes toutefois déçus de voir que c'est surtout le gouvernement qui a travaillé dans cette histoire et non pas l'UQAM», a dit la présidente du SPUQ, Michèle Nevert.

Le recteur Claude Corbo a souligné que l'entente permettra à l'UQAM de mieux concurrencer les autres universités québécoises. «Grâce à la correction salariale, nous disposons de la capacité d'attirer et de retenir des bons professeurs», a-t-il indiqué.

Mais la ministre de l'Éducation souhaite éviter que cette concurrence ne mène à une surenchère salariale à l'avenir. C'est pourquoi les institutions devront dorénavant faire approuver leurs cadres financiers par le gouvernement avant d'entamer des négociations avec leurs employés. «On va amorcer des discussions avec l'ensemble des universités pour nous assurer que nous avons des politiques salariales qui respectent les capacités de payer des Québécois», a-t-elle dit.

Négociations intenses

Les professeurs de l'UQAM étaient sans convention collective depuis deux ans. Au moment du déclenchement de la grève, ils demandaient des augmentations salariales de 11,6% sur trois ans et la création de 300 nouveaux postes. Ils ont finalement accepté de faire des concessions.

Cette semaine, les négociations s'étaient intensifiées. Mercredi, les deux parties étaient venues près d'une entente. Le syndicat avait accepté une offre de la direction qui prévoyait une hausse salariale de 11% sur quatre ans et la création de 145 postes. Mais le SPUQ avait opposé trois conditions. Il réclamait notamment une augmentation salariale paritaire avec le réseau de l'Université du Québec; l'UQAM a finalement cédé à cette demande.

Les professeurs de l'UQAM réclamaient aussi le règlement de la convention collective des 27 maîtres de langues, qui sont aussi représentés par le SPUQ, et la bonification du protocole de retour au travail.

«Toutes nos conditions ont été acceptées», a dit Mme Nevert. Elle a ajouté toutefois que le syndicat est «déçu de l'attitude de la direction envers l'École de langues». Les maîtres de langues, qui ont accepté l'offre patronale à 66%, hier après-midi, ont obtenu la création d'un seul poste alors qu'ils en demandaient neuf.

Il était minuit moins une pour les professeurs de l'UQAM. Hier, La Presse avait annoncé que le gouvernement se préparait à imposer une loi spéciale si rien ne se réglait avant lundi.

JOURNAL DE MONTREAL EN LOCK-OUT : Ça va nous coûter 23 M\$: Le salaire des profs augmentera de 11 % et 145 postes seront créés – Samedi 25 avril 2009



✓ Les professeurs de l'UQAM se sont prononcés en faveur des offres patronales dans une proportion de 91%.

PHOTO JOCELYN MALETTE

En pleine crise économique et après le fiasco de l'îlot Voyageur, les contribuables devront allonger

encore 23 M\$ pour créer 145 postes à l'UQAM, en plus d'y augmenter le salaire des profs.

Après sept semaines de débrayage, les professeurs de l'UQAM ont rangé leurs pancartes et foulards aux couleurs de la CSN, hier, après avoir accepté les offres patronales à hauteur de 91 %.

Ils recommenceront à enseigner lundi pour compléter la session d'hiver, qui se prolongera jusqu'au début du mois de juin.

Le nouveau contrat de travail prévoit un « rattrapage salarial » de 11 % d'ici à 2013.

Les syndiqués, dont le salaire moyen est de 90 000 \$, recevront deux montants forfaitaires, juste avant les vacances estivales.

Ils toucheront une prime de 1 %, couvrant la période s'étalant de la fin de la dernière convention collective au début de la nouvelle. Un boni de 2 % leur sera aussi versé pour « pallier les inconvénients reliés à la prolongation de la session. »

Plus équitable

Une étude a révélé, récemment, que les profs de l'UQAM sont moins bien payés que leurs collègues des autres universités.

En conférence de presse, hier, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, et le recteur de l'UQAM, Claude Corbo, ont affirmé que le rattrapage salarial de 11 % qui a été consenti aux professeurs viendra corriger cette « iniquité. »

Uniquement en salaires, les contribuables leur verseront 11 M\$ additionnels, d'ici à 2012-2013.

Une somme de 9 M\$ sera aussi octroyée à l'UQAM, pour qu'elle embauche 145 nouveaux

profs, à raison de 25 ou 35 par année. L'université financera 10 de ces postes, en plus d'assumer les frais du retour au travail, ce qui représente une facture de 3 M\$, et un grand total de 23 M\$.

Îlot Voyageur

Même si le gouvernement améliore le sort des profs de l'UQAM, cela ne signifie pas que l'institution peut oublier le gouffre financier de 500 M\$ qu'elle a creusé avec l'îlot Voyageur et le Complexe des sciences. « Ça ne soustrait d'aucune façon l'université à son obligation de soumettre un plan de retour à l'équilibre budgétaire », insiste Michelle Courchesne.

Le conflit de travail a duré sept semaines parce que l'UQAM « n'était pas en position d'honorer les demandes des professeurs sans foncer dans un déficit », a indiqué le recteur, Claude Corbo.

Avant de dénouer les cordons de la bourse, il fallait obtenir l'assentiment de Québec. Et le signal n'est venu qu'à la mi-mars, a révélé M. Corbo.

Autour de l'UQAM, hier, certains étudiants étaient soulagés, mais aussi amers. « Il me manque juste un cours pour terminer mon bac, indique une étudiante en enseignement, Catherine Matte. Si j'avais fini à temps, je pourrais déjà travailler, mais là, tout est retardé », dit-elle. ✓ Avec la nouvelle convention collective, les doyens des facultés ne seront désormais plus syndiqués. Il s'agissait d'une demande de l'UQAM.

JOURNAL DE MONTREAL EN LOCK-OUT : Les salaires seront plus contrôlés – Samedi 25 avril 2009

Consciente que les hausses accordées aux profs de l'UQAM pourraient entraîner un « effet domino » dans d'autres institutions, la ministre de l'Éducation a indiqué, hier, qu'elle entend serrer la

vis aux universités pour éviter que cela se produise.

Selon Michelle Courchesne, la situation de l'UQAM est particulière, puisque les profs y sont moins bien payés que ceux des autres institutions. «

Pourquoi devraient-ils être pénalisés ? », demande-t-elle.

À quelques mois du début des négociations dans le secteur public, Michelle Courchesne insiste pour dire que les 11 % accordés aux professeurs de

l'UQAM ne constitue pas véritablement des hausses. Il s'agit plutôt d'un « rattrapage » salarial, selon elle, qui vise à corriger une situation qui était « inéquitable. »

Pour éviter une surenchère

Michelle Courchesne a annoncé hier que les universités devront dorénavant faire approuver leur

cadre financier par le ministère de l'Éducation, avant d'entamer des négociations avec leurs professeurs.

La ministre vise ainsi à éviter qu'on assiste à une surenchère dans les salaires des profs d'université, qui sont financés en moyenne à 65 % par les contribuables.

Même la prestigieuse Université McGill sera soumise à cette règle, assure la ministre Courchesne. « McGill reçoit quand même 50% de son financement du gouvernement du Québec, dit-elle. C'est une institution québécoise, qui devra aussi tenir compte de la réalité québécoise. »

THE GAZETTE : Strike ends at UQAM : CLASSES MONDAY Instructors okay labour contracts - Saturday, April 25, 2009

Classes are to resume on Monday at the Université du Québec à Montréal after striking instructors approved new contracts yesterday.

Nearly 1,000 professors and fulltime language teachers at the 40,000student university had been on strike since March 16.

The professors voted 91 per cent in favour of a new deal that includes an 11-per-cent pay hike over four years.

But Education Minister Michelle Courchesne painted it as a salary catch-up and parity measure rather than an 11-per-cent increase. The pay scale of UQAM professors over four years will, on

average, reach those at other Université du Québec branches, the government said.

The professors will also receive pay raises according to the Quebec government's salary parameters; that will mean a two-per-cent increase for 2009-10.

The deal also paves the way to hire 145 professors over five years.

While critical of the university's administration, union head Michèle Nevert acknowledged progress on the salary front as well as with the creation of new positions. "And that satisfies us tremendously. I would even say we're happy about it," said Nevert, president of the Syndicat des professeurs

et professeurs de l'Université du Québec à Montréal.

Claude Corbo, the university's rector, said the pay scales in the contract will ensure UQAM's ability to recruit and retain good professors.

Also, full-time language teachers at UQAM voted 66 per cent in favour of their new contract, which also calls for the creation of one new position and not the nine sought.

The university's semester will be extended. On Monday, UQAM will let people know when the semester will end and what professors and students can do to finish courses, Corbo said.

RUEFRONTENAC.COM : UQAM : Les profs acceptent l'entente de principe - Mise à jour le Vendredi, 24 avril 2009 22:57

Écrit par Jean-Michel Nahas

La grève des professeurs et maîtres de langues de l'UQAM aura duré sept semaines. Les enseignants ont majoritairement accepté vendredi après-midi l'entente de principe conclue la nuit précédente.

Les étudiants, qui ont vu leur session d'hiver paralysée pendant près de deux mois, pourront donc revenir en classe dès lundi.

91 % en faveur

Les professeurs se sont prononcés à 91% en faveur des offres de la direction de l'UQAM, lors d'un scrutin secret en milieu d'après-midi. Les maîtres de langues ont pour leur part approuvé l'entente dans une proportion de 66%.

«On rentre avec un certain gain, souligne Michel Laporte, vice-président du syndicat des profes-

seurs de l'UQAM. On n'a pas obtenu tout ce qu'on voulait, mais c'est honorable.»

La menace de loi spéciale brandie à plusieurs reprises par le gouvernement n'a pas réellement mis de pression sur le syndicat, soutient M. Laporte.

«On n'y croyait pas. On avait les appuis des partis d'opposition à Québec. Selon nos sources, la menace n'était pas fondée.»

145 nouveaux profs

Les nouvelles conventions collectives en vigueur jusqu'en mai 2013 prévoient l'entrée en poste de 145 nouveaux professeurs et d'un maître de langue. Au niveau du salaire, les syndiqués obtiennent une majoration de 11% d'ici juin 2012. Leur paie deviendra du même coup équivalente à

celle de leurs collègues de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Reste maintenant à déterminer comment les milliers d'étudiants pourront rattraper le retard des dernières semaines d'ici au 4 juin. Ce sera aux professeurs d'adapter leur type d'enseignement, mais pas question de «faire une session à rabais», tranche Michel Laporte.

«C'est ce que l'administration voudrait, à cause de la session d'été qui s'en vient. Mais nous sommes davantage préoccupés par la qualité des diplômes et de l'information», dit le vice-président syndical. Des cours pourront être donnés les week-ends et tard en soirée. Des séances de quatre heures au lieu de trois sont aussi prévues.

MÉTRO.COM : Montréal : Les profs de l'UQAM entérinent l'entente de principe à 91% - 24 avril 2009 19:47

PAR PIERRE SAINT-ARNAUD, La Presse Canadienne

MONTREAL - La grève des professeurs de l'Université du Québec à Montréal a pris fin, vendredi, après sept semaines d'interruption des cours.

Réunis en assemblée générale, les enseignants ont approuvé à 91 pour cent l'entente de principe intervenue au cours de la nuit précédente entre leurs représentants syndicaux et la direction de l'institution.

Le nouveau contrat de travail assure notamment aux enseignants la parité salariale avec les autres composantes du réseau des universités du Québec, soit une hausse de 11 pour cent sur quatre ans, et prévoit la création de 145 postes d'enseignants en cinq ans.

"L'offre acceptée aujourd'hui (vendredi) répond aux besoins de l'institution et de ses étudiantes et étudiants, malgré le contexte économique actuel", a réagi la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, par voie de communiqué, en fin d'après-midi vendredi.

"Après 40 ans d'histoire, l'UQAM vient de traverser une période difficile. En soutenant cette institution comme il continue de le faire, le gouvernement reconnaît l'importance de sa mission sociale, la qualité de son enseignement ainsi que sa contribution à la recherche, tant au Québec que

sur la scène nationale et internationale", a-t-elle indiqué.

Le recteur de l'université, Claude Corbo, a pour sa part tenu à remercier la ministre Courchesne, dans un communiqué publié quelques minutes plus tôt, "d'avoir reconnu l'importance de la contribution de l'UQAM au sein de la société québécoise et de l'avoir soutenue financièrement".

L'entente de principe, qui confirme le renouvellement de la convention collective jusqu'en mai 2013, prévoit par ailleurs l'acceptation du principe de désyndicalisation du statut des doyens et doyennes de facultés ainsi que la création d'un comité d'étude devant définir les rôles et les responsabilités des doyens et doyennes, à inscrire dans la convention collective.

La session, qui risquait d'être compromise, pourra donc reprendre dès lundi.

Elle devra toutefois être prolongée jusqu'au 4 juin, plutôt que de prendre fin le premier mai comme prévu, ce qui forcera les étudiants à rattraper sept semaines de grève en quatre semaines.

On a donc prévu l'ajout de cours le samedi et le dimanche, l'allongement des horaires, de sorte que les cours de trois heures en dureront quatre et l'ajout de travaux pratiques afin d'assurer l'atteinte des objectifs pédagogiques.

Par ailleurs, la session d'été, qui devait commencer le 4 mai, ne s'ouvrira que le 11 mai, de sorte qu'il y aura trois semaines de chevauchement des deux sessions. Pour pallier à cette situation, les cours d'été qui sont une suite des cours de la session d'hiver seront synchronisés afin de pouvoir être suivis concurremment.

A Québec, la porte-parole de l'opposition officielle en matière d'enseignement supérieur, de recherche et de développement, Marie Malavoy, a accueilli avec soulagement la fin du conflit.

"Une entente négociée est nettement souhaitable à une entente imposée. C'est ainsi qu'il faut régler les problèmes de conflit de travail", a souligné par voie de communiqué la députée péquiste de Taillon, faisant référence à la menace qu'avait fait le gouvernement libéral d'adopter une loi spéciale au plus tard dimanche, si le conflit ne se réglait pas d'ici là. Le gouvernement de Jean Charest souhaitait ainsi assurer la reprise des cours dès lundi.

La porte-parole du Parti québécois a en outre fait écho aux propos répétés par ses collègues péquistes cette semaine, en reprochant aux libéraux d'être les principaux responsables dans le dossier de l'Ilot Voyageur et, donc, de la situation financière précaire de l'université.

LA PRESSE : Retour en classe lundi à l'UQAM, de gré ou de force – Vendredi 24 avril 2009

Tommy Chouinard, La Presse (Québec) Les 980 professeurs de l'UQAM retourneront en classe lundi de gré ou de force. À bout de patience, le gouvernement Charest déposera une loi spéciale aujourd'hui ou au plus tard dimanche si les professeurs ne s'entendent pas avec ses représentants et la direction de l'université. Un blitz de négociations avait lieu hier soir et pouvait se prolonger ce matin.

Le syndicat des professeurs et la direction de l'UQAM se disaient optimistes d'en arriver à une entente. Mais Québec se prépare au pire.

Les libéraux sont prêts à rappeler d'urgence les députés à l'Assemblée nationale pour une séance extraordinaire aujourd'hui ou ce week-end. Ils ne siègent ni le vendredi ni le week-end, selon l'horaire régulier de la Chambre.

Lors de la réunion du caucus libéral hier, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a demandé à ses collègues députés «de se rendre disponibles pour revenir en Chambre vendredi (aujourd'hui) ou en fin de semaine, au besoin», a-t-on indiqué à La Presse.

Dans l'éventualité où les professeurs rejetteraient l'offre patronale aujourd'hui, une loi spéciale serait présentée à l'occasion d'une session extra-

ordinaire afin d'imposer leurs conditions salariales et forcer leur retour au travail. Le gouvernement a recours au bâillon pour accélérer l'adoption de ce type de loi. Il veut un retour en classe lundi afin de sauver - in extremis - le trimestre de milliers d'étudiants.

Le gouvernement et la direction de l'UQAM ont déposé lundi soir une «offre finale», qui prévoit une hausse des salaires de 11% sur quatre ans et l'embauche de 145 professeurs. Mercredi, les professeurs, en grève depuis sept semaines, ont opposé trois conditions à l'acceptation de cette offre. Ils exigent entre autres que l'augmentation soit de 11% sur trois ans ou de 13% sur quatre ans, afin d'obtenir la parité salariale avec l'UQTR.

La partie patronale est-elle prête à revoir sa position? «On va discuter de cette question. On va voir. Je ne peux pas faire de commentaires», a répondu le porte-parole de l'UQAM, Daniel Hébert. La même réponse a été donnée au gouvernement, qui tient les cordons de la bourse.

Au sujet des négociations qui devaient commencer en soirée, M. Hébert a ajouté: «On veut faire le point avec le syndicat et voir si certaines choses peuvent être ajustées.» Le syndicat des professeurs était optimiste hier soir. «On a espoir

d'être entendus», a dit la présidente, Michèle Nevert.

Au cours de la journée, les deux parties se sont rencontrées pour discuter de chacune des trois conditions votées par le syndicat. Ils ont d'abord eu des pourparlers - fructueux, dit-on - sur le règlement simultané de la convention collective des 27 maîtres de langue, représentés par le syndicat des professeurs. Ils devaient ensuite aborder les autres conditions: les hausses salariales et le protocole de retour au travail. Dans le dernier cas, les professeurs veulent que toutes les semaines de cours reprises leur soient payées. Cette demande poserait problème. Les négociations s'annonçaient ardues au chapitre des augmentations de salaire.

La direction de l'UQAM se dit prête pour un retour en classe lundi, qui surviendra quoi qu'il advienne des négociations. Le syndicat des professeurs, dont la convention collective est échue depuis deux ans, devait tenir son assemblée générale à partir de 10h aujourd'hui, mais cette assemblée a été reportée à 13h puisque les négociations se poursuivent.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Ça passe ou ça casse – Vendredi 24 avril 2009

Après sept semaines de grève, c'est aujourd'hui que «ça passe ou ça casse» entre l'UQAM et ses professeurs.

Les syndiqués se réuniront à 10 h, ce matin, pour se prononcer officiellement sur le contenu de leur nouvelle convention collective. Celle-ci prévoit des hausses salariales de 11 % d'ici 2012 et la création de 145 postes de professeur.

Mercredi dernier, ils ont voté à 98 % en faveur de ces offres patronales, mais ont fixé trois conditions avant de les accepter officiellement.

Les profs demandent la parité salariale avec leurs collègues du réseau de l'Université du Québec. Ils souhaitent que la convention collective des maî-

tres de langue, qui sont membres de leur syndicat, soit réglée, et ils réclament un protocole de retour au travail «satisfaisant».

Des discussions sur ces trois conditions devaient avoir lieu entre le syndicat et la direction de l'UQAM, avant la tenue du vote de ce matin.

«Un dernier effort»

Hier, les grévistes ont manifesté bruyamment autour de l'UQAM en demandant à l'institution et au gouvernement de faire «un dernier effort.»

Des sources ont indiqué au Journal que, sur une base individuelle, la plupart des profs jugent que le conflit est déjà réglé.

Un revirement demeure possible, cependant, et il n'est pas exclu que les syndiqués rejettent les offres, ce matin.

Si tel était le cas, il ne serait pas surprenant que la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, ait recours à une loi spéciale pour mettre fin à la grève.

Le porte-parole de l'UQAM, Daniel Hébert, se montre néanmoins optimiste.

«Nous avons bon espoir que les professeurs vont accepter l'offre globale patronale et que nous parviendrons à une entente négociée», dit-il.

RUEFRONTENAC.COM : UQAM: lumière au bout du tunnel - Mise à jour le Jeudi, 23 avril 2009 14:01

Écrit par Jean-Philippe Pineault

La lumière commence à poindre au bout du tunnel dans le conflit de travail qui oppose l'UQAM et ses profs depuis un mois et demi. La direction de l'institution a déposé lundi soir une offre qui sera étudiée ce mardi par le comité exécutif du Syndicat des professeurs de l'UQAM.

Par la suite, le syndicat pourrait faire une contre-offre ou même convoquer ses membres en assemblée générale pour un vote sur les propositions patronales. En plus des clauses normatives,

cette proposition traite notamment des conditions salariales ainsi que du nombre de postes de professeurs.

Les négociations intensives qui se déroulent depuis vendredi dernier permettront peut-être de dénouer l'impasse. «On peut dire qu'il y a eu une ouverture par rapport à nos demandes à la table de négociations», a expliqué Michel Laporte, professeur de théâtre et vice-président du syndicat.

La direction de l'université ainsi que le gouvernement souhaitent que les professeurs se prononcent rapidement sur cette proposition afin de permettre aux étudiants de l'UQAM de poursuivre la session qu'ils ont entreprise dans un climat propice aux études.

L'UQAM est prête à convenir rapidement des modalités de récupération des cours qui n'ont pas eu lieu en raison du conflit de travail, a fait savoir la direction.

RUEFRONTENAC.COM : UQAM: un oui conditionnel aux offres patronales - Mise à jour le Jeudi, 23 avril 2009 12:38

Écrit par Jean-Philippe Pineault

En grève depuis près de sept semaines, les professeurs de l'UQAM ont accepté les dernières offres patronales... à trois conditions.

«En fait, ce qu'on dit à la ministre de l'Éducation et à la direction de l'UQAM, c'est qu'il reste un petit effort à faire. On n'est pas loin», a expliqué à RueFrontenac.com Michèle Nevert, présidente du syndicat des professeurs.

Les trois conditions fixées par le comité de négociation et entérinées à 98% par l'assemblée générale sont les suivantes. D'abord, obtenir la parité salariale avec leurs collègues des autres institutions du réseau de l'Université du Québec, soit une hausse salariale de 11% sur trois ans. La plus

récente offre patronale proposait ce rattrapage sur une période de quatre ans.

Les enseignants souhaitent également que la convention des 27 maîtres de langues, dont la convention est également échue, soit aussi réglée. Enfin, ils demandent un protocole de retour au travail qui soit satisfaisant.

145 postes de plus

Après un blitz de négociation intense qui s'est poursuivi jusqu'aux petites heures du matin mercredi et qui s'est même poursuivi durant la matinée, les négociateurs de l'UQAM ont également accordé la création de 145 postes, une demande du syndicat.

«Ce sont de nouveaux postes. Cela n'inclut pas les postes des professeurs qui partent à la retraite et qui devront être remplacés», a indiqué M^{me} Nevert.

La balle est maintenant dans le camp de l'UQAM. Des négociations sur les dernières demandes du syndicat se poursuivront dans le but d'en arriver finalement à un règlement d'ici à la prochaine assemblée générale des 980 professeurs, qui est prévue pour vendredi. Entre-temps, la grève se poursuit.

«On espère que ça va bouger avant. On attend», a lancé la présidente du syndicat des professeurs.



UQAM : le décompte est commencé pour une loi spéciale - Mise à jour le Jeudi, 23 avril 2009 13:20

<p>Écrit par Yves Chartrand QUÉBEC – Des négociations de la dernière chance se tiennent présentement pour trouver un règlement au conflit qui oppose l'Université du Québec à Montréal à ses 900 enseignants syndiqués. Le syndicat des professeurs devait soumettre mardi soir une contre-proposition à l'offre patronale soumise lundi soir et qualifiée de finale. Si cette ultime tentative de négociations échoue, le gouvernement pourrait rapidement mettre à exécution sa menace d'adopter une loi spéciale pour forcer les professeurs à rentrer au travail pour sauver la session en cours, fortement compromise par six semaines de grève. À l'Assemblée nationale, la ministre de l'Éducation Michelle Courchesne a de nouveau déclaré que son gouvernement a «comme responsabilité de nous assurer que tous les étudiants de l'UQAM puissent terminer leur session».</p> <p>Michèle Courchesne a de nouveau exhorté les enseignants en grève « de dissocier la situation de l'îlot Voyageur du conflit de travail qui doit déterminer des conditions de travail du corps professoral » qui empoisonne le climat à la table de négociation au point d'être un empêchement à un règlement.</p> <p>Avancées intéressantes</p>	<p>Les mésaventures de l'UQAM dans de mauvais investissements immobiliers, dont celui de l'îlot Voyageur sur la rue Berri à Montréal, a un impact certain sur la situation financière et la qualité de l'enseignement, a répété hier Michèle Nevert, la présidente du syndicat des professeurs de l'UQAM.</p> <p>«Le gouvernement a des devoirs envers cette université, estime M^{me} Nevert. Si nous sommes venus au Parlement, c'est un geste pour rappeler que c'est ce gouvernement qui a créé cette université. Il faut l'aider et la financer de façon adéquate pour lui permettre de se développer et de poursuivre sa mission.»</p> <p>Les professeurs exigent un «rattrapage salarial» de 11 pour cent sur trois ans pour se mettre à niveau avec leurs collègues des autres universités québécoises, en plus de ramener le ratio enseignant/ étudiants à celui des autres universités.</p> <p>Celle-ci a reconnu que l'ultime offre de l'UQAM comporte «des avancées intéressantes» mais qui sont encore très loin de ce que souhaite le syndicat. «Nous allons faire une contre-proposition vraisemblablement ce soir (mardi)», dit-elle, ajoutant ne pas craindre une loi spéciale à ce moment. Une assemblée générale des professeurs aura lieu mercredi matin pour décider de la suite des choses, a précisé Michèle Nevert.</p>	<p>La faute aux libéraux</p> <p>De son côté, le chef du Parti québécois a mis son grain de sel dans le conflit, en indiquant que l'UQAM est clairement victime d'inéquités en comparaison avec les autres universités québécoises en grande partie à cause de la mauvaise gestion du gouvernement actuel.</p> <p>«Il est évident qu'il y a un trou important qui s'est creusé à l'UQAM à la suite de mauvaises décisions concernant l'îlot Voyageur dont (le gouvernement) est en grande partie responsable, estime Pauline Marois. Il s'est bouché les yeux et a cessé d'écouter alors qu'il aurait dû voir venir ce problème majeur. Maintenant, c'est à lui de réparer les pots cassés.»</p> <p>Elle juge que l'UQAM souffre présentement de sous-financement provoqué par la mauvaise gestion du gouvernement.</p> <p>La chef du PQ a déclaré que son parti combattrait une loi spéciale si jamais le gouvernement optait pour une intervention de ce type afin de mettre fin au conflit. «Les parties doivent en venir à une solution négociée et on ne doit surtout pas aller en loi spéciale», dit-elle. Selon M^{me} Marois, le seul moyen pour y parvenir est de «débloquer des fonds pour corriger les inéquités».</p>
--	---	---

LE DEVOIR : Les professeurs de l'UQAM en veulent un peu plus - Édition du jeudi 23 avril 2009

<p>Clairandrée Cauchy</p> <p>Déterminés, les professeurs de l'Université du Québec à Montréal ont opposé trois conditions à leur acceptation de l'offre dite finale qu'ont formulée la direction et le gouvernement.</p> <p>Dans un vote indicatif favorable à 98 %, les quelque 780 professeurs présents à l'assemblée générale hier ont fait savoir qu'ils étaient prêts à accepter l'offre patronale... à trois conditions. L'offre salariale d'une hausse de 11 % sur quatre ans (à laquelle il faudra ajouter les indexations annuelles consenties aux employés du secteur public) devrait être ramenée sur trois ans ou encore être bonifiée à 13 %. «On veut la parité avec le réseau de l'Université du Québec. Si on regarde cela sur trois ans, cela signifie autant que Trois-Rivières, soit 11 %, si on le prend sur quatre ans, alors il faut prendre l'Université de Chicoutimi comme référence, avec 13 %», a fait</p>	<p>valoir Michèle Nevert, présidente du Syndicat des professeurs de l'UQAM (SPUQ).</p> <p>Deuxième condition: l'assemblée a exigé le règlement simultané de la convention des 23 maîtres de langue, également membres du SPUQ. Et, finalement, le protocole de retour au travail proposé par la direction devrait être bonifié. Pour l'heure, l'UQAM offre un montant forfaitaire de 1 % pour la prolongation de la session et la reprise des cours. Cette somme s'ajoute à un autre boni de 1 % rattaché à la signature de la convention (en guise de prix de consolation pour l'absence de rétroactivité au printemps 2007). Les professeurs exigent, quant à eux, le paiement complet de chacune des semaines de cours qui seront reprises.</p> <p>«On ne pense pas que ce sont des demandes énormes pour la partie patronale et le gouvernement. Mais, pour nous, c'est symboliquement important», a conclu Michèle Nevert, visiblement</p>	<p>épuisée hier après un blitz de négociations intensives. L'offre prévoit par ailleurs l'ajout de 145 nouveaux postes de professeur.</p> <p>Au cabinet de la ministre de l'Éducation, on disait réserver les commentaires pour demain, alors que les professeurs se prononceraient sur les offres de façon définitive, et non à titre indicatif. On n'a toutefois pas voulu dire s'il y avait une ouverture pour mettre en jeu des sommes supplémentaires afin de bonifier la proposition.</p> <p>Du côté de la direction, on se montrait ouvert à discuter davantage, particulièrement en ce qui a trait aux modalités du protocole de retour au travail. «Les résultats dévoilés dénotent que l'offre que nous avons faite a une certaine valeur. Nous prenons bonne note du résultat et nous allons attendre la prochaine assemblée, vendredi [demain]», a déclaré Daniel Hébert, porte-parole de l'UQAM.</p>
---	---	---

LA PRESSE : L'UQAM près d'une entente – Jeudi 23 avril 2009

<p>Ariane Lacoursière, La Presse</p> <p>Le conflit semble près de finir à l'UQAM, où les professeurs sont en grève depuis près de sept semaines. En assemblée générale hier après-midi, le syndicat des professeurs a appuyé la dernière proposition de la direction, sous trois conditions. Au cours des prochaines heures, les négociations se poursuivront entre les deux parties, qui comptent arriver à un accord d'ici demain.</p> <p>Les professeurs de l'UQAM pourraient donc retourner au travail dès la semaine prochaine et sauver in extremis le trimestre de milliers d'étudiants.</p> <p>Depuis lundi, les négociations se sont intensifiées, alors que la menace de voir le gouvernement imposer un règlement dans ce dossier était plus forte que jamais.</p>	<p>Après avoir négocié toute la nuit, le syndicat des professeurs de l'UQAM s'est présenté devant ses membres hier matin pour leur expliquer la dernière proposition patronale.</p> <p>L'offre contenait la création de 145 nouveaux postes de professeurs et une augmentation salariale de 11% sur 4 ans. Le syndicat demandait des augmentations salariales de 11,6% sur trois ans et l'embauche de 300 professeurs.</p> <p>Après avoir longuement discuté, les professeurs ont accepté à 98% la proposition, sous certaines conditions, notamment la parité salariale avec le reste du réseau de l'Université du Québec. «Nous voudrions donc, comme l'UQTR, une augmentation de 11% sur trois ans et non sur quatre ans», a dit la présidente du syndicat des professeurs de l'UQAM, Michèle Nevert.</p>	<p>Le syndicat souhaite aussi que la convention collective des 27 maîtres de langue qu'il représente soit réglée et que le protocole de retour au travail de ses membres soit bonifié. «Nous avons fait d'importantes concessions (...) Mais nous n'avons pas fait six semaines de grève pour accepter d'être encore payés moins bien que les autres», a commenté Mme Nevert.</p> <p>La direction de l'UQAM est optimiste. «L'offre globale n'a pas été refusée. Nous sommes confiants d'arriver à un accord négocié rapidement. Nous visons un retour en classe dès lundi», a dit le porte-parole de l'UQAM, Daniel Hébert.</p> <p>Au cours des prochaines heures, les deux parties tenteront de s'entendre. Le syndicat des professeurs, dont la convention est échue depuis deux ans, a déjà prévu une autre assemblée générale demain.</p>
---	--	--

JOURNAL DE MONTREAL EN LOCK-OUT : La fin du conflit approche – Jeudi 23 avril 2009

La grève des profs de l'UQAM pourrait se terminer bientôt. Les syndiqués ont voté hier à 98 % en faveur des dernières offres patronales, mais posent trois conditions avant de les accepter officiellement.

L'offre soumise aux grévistes prévoit des hausses salariales de 11 % d'ici 2012 et la création de 145 postes de professeur.

L'UQAM propose de leur verser un montant forfaitaire équivalent à 1 % de leur salaire pour couvrir la période allant de la fin de la dernière convention collective au début de la nouvelle. Un autre

boni de 1 % leur serait versé lors du retour au travail.

Des sources ont indiqué au Journal que l'offre a pu être bonifiée après une intervention de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, ces derniers jours.

Les trois conditions

Avant d'accepter cette proposition, les grévistes réclament la parité salariale avec les professeurs du réseau de l'Université du Québec et le règlement de la convention collective des maîtres de langue, qui sont membres de leur syndicat.

Le protocole de retour au travail doit également leur paraître « satisfaisant. »

Les syndiqués se réuniront, demain, pour voter de nouveau sur la convention collective en tenant compte de ces trois conditions. D'ici là, la grève se poursuit.

Au bureau de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, on a préféré ne pas commenter l'évolution du dossier, hier soir. « On va attendre de connaître le résultat du vote final », a indiqué l'attaché de presse de la ministre, Jean-Pascal Bernier.

CYBERPRESSE : Les professeurs de l'UQAM approuvent les dernières offres - Mis à jour le 22 avril 2009 à 19h49

La Presse Canadienne, Montréal

Les professeurs en grève de l'Université du Québec à Montréal ont officiellement approuvé à 98 pour cent les dernières propositions de la partie patronale.

Mais comme les représentants syndicaux n'étaient pas en mesure de soumettre un document écrit à leurs membres dès mercredi, le véritable vote aura lieu vendredi.

On peut néanmoins dire qu'à moins d'un spectaculaire revirement de situation, les profs en grève

depuis plus de six semaines sont sur le point de retourner au travail.

Entre 700 et 800 d'entre eux étaient réunis en assemblée générale, mercredi, afin de prendre connaissance de la teneur des pourparlers entre leur syndicat et la direction de l'établissement.

La présidente du syndicat des professeurs de l'UQAM, affilié à la CSN, Michèle Nevert, précise que la proposition est acceptée, mais à certaines conditions. Parmi elles, il y a le règlement de la convention collective des 27 maîtres de langue, la

question du rattrapage salarial et le protocole de retour au travail.

Mardi soir, la partie patronale avait soumis une offre comprenant, notamment, des augmentations salariales d'un peu plus de 11 pour cent réparties sur trois ans et l'embauche de 150 nouveaux professeurs. Ceux-ci réclamaient cependant 300 enseignants additionnels.

Les pourparlers s'étaient poursuivis toute la nuit et en avant-midi mercredi.

Québec menaçait d'intervenir si une entente n'était pas conclue prochainement.

LE DEVOIR : UQAM: la dernière offre fait espérer un règlement du conflit : Le corps professoral obtiendrait un rattrapage salarial et 150 enseignants de plus seraient embauchés - Édition du mercredi 22 avril 2009

Clairandrée Cauchy



Photo: Jacques Nadeau

Sans convention depuis deux ans, les professeurs tentent de négocier depuis quelques mois sur fond de crise économique, avec en toile de fond la dérive immobilière qui a durement frappé l'université. En grève depuis bientôt sept semaines, ils prendront connaissance ce matin des dernières avancées aux tables de négociation, qui font en sorte de réduire significativement l'écart entre les parties, tant au chapitre des salaires que de l'embauche de nouveaux professeurs. Fin de conflit imminente?

Les négociations intensives à l'Université du Québec à Montréal en étaient à leur dernier droit hier, la perspective d'un règlement devenant de plus en plus probable. Une proposition « globale et finale » déposée en soirée lundi par la direction de l'UQAM, avec la « participation active » de Québec,

se rapprochait sensiblement des demandes syndicales.

Selon les informations recueillies par Le Devoir, la dernière offre patronale prévoyait un rattrapage salarial de 11 % sur trois ans, auxquels s'ajouteraient les indexations annuelles consenties aux employés du secteur public. Aucune rétroactivité n'est cependant accordée, bien que la convention collective soit échue depuis le printemps 2007; une prime de 1 % au moment de la signature de la convention est toutefois proposée. Sur le plan salarial, le syndicat réclamait une hausse de 11,6 % sur trois ans.

Quant à l'embauche de nouveaux professeurs, principale pierre d'achoppement jusqu'à maintenant, c'est 150 postes qui seraient créés. Le syndicat en réclamait 300.

Le ton était plutôt optimiste hier du côté de la direction, en attendant l'assemblée générale des professeurs convoquée pour ce matin. De manière générale, le porte-parole de l'UQAM, Daniel Hébert, soulignait hier matin que « l'écart important est pratiquement estompé ». Il indiquait que les négociateurs avaient déjà commencé à plancher sur un protocole de retour au travail et que la commission des études pourrait se réunir dès jeudi pour discuter des modalités de validation de la session.

Les professeurs ne l'entendaient cependant pas ainsi. Au cours d'une manifestation à Québec, la présidente du Syndicat des professeurs, Michèle

Nevert, a minimisé le caractère « final » de l'offre patronale. Le syndicat devait déposer en soirée hier une contre-proposition à la direction, a-t-elle fait savoir.

Devant l'Assemblée nationale, les professeurs ont par ailleurs réclamé que la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, écarte toute menace de recours à une loi spéciale. La ministre a réitéré sa préférence pour une solution négociée. « Je continue à croire que nous pouvons dans les prochaines heures arriver à ce règlement négocié. [...] Cela dit, nous avons aussi comme responsabilité de nous assurer que tous les étudiants de l'UQAM puissent terminer leur session », a déclaré Mme Courchesne en Chambre.

Les professeurs grévistes ont par ailleurs reçu un appui pour le moins mitigé en la personne du député adéquiste Gérard Deltell. Celui-ci a affirmé devant les manifestants que s'il se rangeait derrière leur demande quant à l'embauche de nouveaux professeurs, il jugeait « déraisonnable » leur revendication salariale de l'ordre de 11,6 %, s'attirant les huées des manifestants.

La chef péquiste, Pauline Marois, a quant à elle accordé un appui plus franc aux professeurs en grève, affirmant qu'ils étaient victimes d'une iniquité à laquelle le gouvernement devait remédier.

Avec la collaboration d'Antoine Robitaille

JOURNAL DE MONTREAL EN LOCK-OUT : Contre-offre des profs - Mercredi 22 avril 2009

PC et Le Journal | Jugeant que l'offre « finale et globale » présentée par l'UQAM lundi soir était « insuffisante », les profs de l'institution sont retournés à la table de négociations, hier soir, pour présenter une contre-offre à la direction.

Le Journal a eu la confirmation de la reprise des pourparlers, mais la teneur de la contreproposi-

tion syndicale n'était pas connue au moment de mettre sous presse.

Plus tôt dans la journée, lors d'une manifestation des grévistes à Québec, la présidente du Syndicat, Michèle Nevert, avait indiqué que cette nouvelle offre serait soumise aux professeurs aujourd'hui.

La manifestation des grévistes avait pour but d'interpeller la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, afin qu'elle écarte tout recours à une loi spéciale.

« On ne voit pas pourquoi un gouvernement cherchera à faire taire des intellectuels qui essaient de défendre leur institution », a indiqué Michèle Nevert.

MÉTRO.COM : National : UQAM: le syndicat des enseignants juge insuffisante la proposition finale - Mardi 21 avril 2009 15:47

PAR RÉMI NADÉAU, La Presse Canadienne



QUEBEC - Le syndicat des enseignants de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) juge insuffisante la proposition finale déposée lundi par la direction de l'établissement.

La présidente du syndicat des professeurs en grève, Michèle Nevert, a précisé qu'une contre-proposition serait présentée à la partie patronale dès mardi soir, afin d'être soumise mercredi aux membres réunis en assemblée générale.

Les enseignants ont tenu une manifestation devant le parlement de Québec mardi midi, réclamant notamment de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, qu'elle écarte tout recours à une loi spéciale pour forcer leur retour au travail.

"On ne voit pas très bien pourquoi un gouvernement chercherait à faire taire des intellectuels qui essaient de défendre leur institution, leur université", a commenté Mme Nevert.

Questionnée à ce sujet, la ministre Courchesne s'est montrée avare de commentaires dans les corridors de l'Assemblée nationale.

"On a déposé une offre qu'on juge très intéressante", s'est-elle contentée de dire.

La chef péquiste, Pauline Marois, a appuyé les manifestants, qualifiant leurs demandes de "justes".

Après avoir rencontré les enseignants qui avaient bravé la pluie pour se faire entendre, elle en a profité pour décocher quelques flèches à l'endroit du gouvernement Charest.

"Il doit négocier, mais il doit aussi mieux financer l'UQAM. C'est évident qu'un trou important s'est creusé à la suite de mauvaises décisions concernant l'îlot Voyageur, dont il est en grande partie responsable", a déclaré la chef de l'opposition officielle.

Le député péquiste de Drummond, Yves-François Blanchet, a par ailleurs déposé à l'Assemblée nationale une pétition réclamant que le gouvernement bonifie son appui à l'institution.

Pour sa part, le député adéquiste de Chauveau, Gérard Deltell, a connu moins de succès auprès des manifestants massés devant le parlement, affirmant que leurs revendications étaient "déraisonnables", ce qui lui a valu des huées.

Les 980 enseignants de l'UQAM sont en grève depuis le 24 février dernier.

L'offre patronale présentée lundi soir, visant à mettre un terme au conflit de travail et à renouveler la convention collective, traite notamment des conditions salariales et du nombre de postes de professeurs.

Son contenu n'a toutefois pas été dévoilé.

La direction de l'université et le gouvernement du Québec ont publié un communiqué de presse mardi, disant souhaiter que les professeurs se prononcent rapidement sur cette proposition afin de permettre aux étudiants de l'UQAM de poursuivre leur session de cours.

La partie patronale se dit prête à convenir rapidement des modalités de récupération des cours qui n'ont pas eu lieu en raison du conflit de travail.

Les syndiqués réclament de leur côté une hausse salariale de 11,6 pour cent sur trois ans et la création d'une centaine de nouveaux postes d'enseignants.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : Les professeurs plaident leur cause à Québec - Mise à jour le mardi 21 avril 2009 à 12 h 07



Les professeurs de l'UQAM prennent la route vers Québec

Les professeurs en grève de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) prennent la direction de Québec mardi pour plaider leur cause. Ils veulent se faire entendre directement du gouvernement du Québec.

La manifestation des professeurs s'amorce à 11 h 30. Le député et porte-parole de Québec solidaire, Amir Kadir, de même que plusieurs chefs syndicaux, s'adresseront aux professeurs de l'UQAM à compter de midi. La chef de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale, Pauline Marois, devait également y prendre la parole, mais elle a annulé son allocution.

Cette manifestation survient au lendemain du dépôt de la dernière offre finale et globale de la direction de l'UQAM. La proposition traite des clauses non financières, des conditions salariales des professeurs, ainsi que du nombre de postes de nouveaux professeurs à pourvoir. Le Syndicat des professeurs de l'UQAM (SPUQ) doit analyser la dernière offre de la direction mardi.

La direction de l'UQAM et le gouvernement du Québec souhaitent que les professeurs acceptent rapidement leur offre afin de permettre aux étudiants de poursuivre et de terminer leur session. L'UQAM se dit également prête à convenir rapidement des modalités de récupération des cours annulés en raison de la grève des professeurs.

Le fait que nous souhaitons et nous voulons et nous avons la responsabilité - je crois que c'est une responsabilité partagée avec les professeurs aussi - que les étudiants puissent terminer leur session. C'est ce qui nous guide dans nos actions et nos décisions.

— Michelle Courchesne

La date butoir atteinte

L'ultimatum lancé par la ministre de l'Éducation Michelle Courchesne est arrivé à échéance, mais la menace, à peine voilée, d'un recours à une loi spéciale, n'effraie pas les professeurs. Ceux-ci semblent déterminés à poursuivre leur lutte pour

l'obtention de leurs revendications grâce au blitz de négociations entamé vendredi dernier.

Le syndicat des professeurs ne croit pas vraiment à la menace d'une loi spéciale. « Pour le moment, nous ne craignons pas la loi, il est toujours possible qu'il y en ait une, on verra ce qu'on fera si ça arrive, mais pour le moment nous ne croyons pas à la loi spéciale », soutient le président du syndicat des professeurs de l'UQAM Michel Laporte.

Les professeurs, qui tiennent leur septième semaine de grève, demandent un rattrapage salarial de 11 % et l'embauche de 300 nouveaux professeurs au cours des trois prochaines années. La dernière offre de la direction de l'UQAM, rejetée à 90 % par les professeurs, comportait une augmentation salariale de 4 % et l'embauche de 25 professeurs.

De son côté, la ministre Courchesne préférerait un règlement négocié à une loi spéciale: « Ce n'est certainement pas notre premier choix, ce n'est certainement pas notre désir, moi je crois encore à un règlement négocié maintenant il faut que les décisions que nous prenons soient les bonnes parce que nous gérons les fonds publics ».

La ministre de l'Éducation suit les négociations de très près, et leur progression déterminera l'issue du conflit.

LE DEVOIR : Grève à l'UQAM - Un combat pour l'avenir, plaident des professeurs - Édition du mardi 21 avril 2009

Claïrandrée Cauchy



Photo: Jacques Nadeau

Au-delà des salaires, c'est l'avenir de l'Université du Québec à Montréal et de l'éducation supérieure en français dans la métropole qui est en train de se jouer avec la grève des professeurs, qui en est à sa septième semaine.

C'est du moins le message véhiculé hier par une délégation de quatre professeurs grévistes, le politologue Marc Chevrier, le sociologue Dorval Brunelle, le spécialiste de la formation continue Paul Bélanger et le professeur de sciences comp-

tables Julien Bilodeau, lors d'une rencontre éditoriale avec Le Devoir. L'exercice de relations publiques se tenait alors qu'un ultime blitz de négociations battait son plein, dans l'espoir d'éviter une loi spéciale.

«Si la grève est plus forte qu'on le pensait au départ, c'est que c'est le projet d'avenir de l'université qui est en train de se jouer», fait valoir le professeur Paul Bélanger, réclamant du coup la tenue d'états généraux sur l'éducation supérieure. L'enjeu salarial en éclipse d'autres importants pour l'avenir de l'université. «La pomme de discorde, c'est le nombre de professeurs. Pour beaucoup de professeurs en grève, c'est le symbole de l'avenir qu'on réserve à l'UQAM», plaide Marc Chevrier, notant que le ratio d'étudiants pour un professeur est de 27,7 à l'UQAM contre un pour 20 à l'Université de Montréal. Le syndicat réclame l'embauche graduelle de 300 professeurs.

Les quatre professeurs ne sont pas prêts cependant à troquer complètement les hausses de salaires pour des postes. «Nous sommes prêts à jouer en dessous des lignes de marché, mais il y a des limites», ajoute M. Bélanger, critiquant la multiplication des bonus offerts à des professeurs individuellement à McGill et à l'Université de Montréal.

Les professeurs déplorent aussi la nouvelle formule de financement, appliquée depuis la fin 2006, qui désavantage l'UQAM, où l'on n'offre pas les disciplines les mieux financées, la médecine et le génie. La base de financement, soit les étudiants en équivalence à temps plein, ne tient pas compte non plus des coûts engendrés par la présence d'un fort contingent d'étudiants à temps partiel à l'UQAM. Dans ce «grand marché de l'étudiant universitaire», l'université du centre-ville, dont le mandat est surtout axé sur les sciences sociales,

les arts et la gestion, est «défavorisée par la nature même de son mandat», argue M. Chevrier. **«Déséquilibre linguistique»**
Les professeurs dénoncent le «déséquilibre linguistique» dans l'enseignement supérieur, puisque les universités anglophones attirent 44 % de l'ensemble des étudiants étrangers qui choisissent le Québec. «C'est une formule Air-Transat: plus on transporte d'étudiants, plus on a de subventions», poursuit M. Chevrier, soulignant que les

universités anglophones puisent dans un bassin de clientèle plus imposant. La multiplication des pavillons ou des antennes hors campus irrite au plus haut point ces professeurs, convaincus que l'UQAM risque de se «faire manger tout rond», notamment avec l'ouverture imminente d'un pavillon de l'Université de Sherbrooke. «Avec 250 000 étudiants à Montréal, il y a une réflexion à faire sur la concurrence dans le réseau. On ne peut laisser aller les lois du marché», plaide Dorval Brunelle.

Les parties n'ont pas commenté publiquement les négociations menées hier. En entrevue à la radio de Radio-Canada, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a réitéré son intention d'en arriver à une solution négociée plutôt que de devoir recourir à une loi spéciale. Elle s'est aussi montrée «sensible à la situation des enseignants de l'UQAM». «Je reconnais qu'il y a un rattrapage à faire», a affirmé la ministre.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : UQAM : offre finale déposée – Mardi 21 avril 2009

L'UQAM et le ministère de l'Éducation ont déposé, en fin de soirée hier, une « offre globale et finale » visant à mettre fin à la grève des 980 professeurs, qui en est à sa septième semaine. L'institution devrait en révéler un peu plus sur la teneur de cette offre vers 8 h 30, ce matin. Les pourparlers entre la direction et le syndicat avaient repris, hier soir, lors d'un nouveau blitz de négociations.

Des discussions amorcées au cours du dernier week-end n'avaient pas permis d'en arriver à une entente. Loi spéciale
Les profs de l'UQAM sont en grève depuis le 24 février dernier. Ils réclament une hausse salariale de 11,6 % sur trois ans et l'embauche d'une centaine de professeurs. À l'origine, ils souhaitaient la création de 300 nouveaux postes.

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a indiqué hier qu'elle n'avait pas l'intention de recourir à une loi spéciale dès aujourd'hui, comme cela avait déjà été évoqué. « Les négociations se poursuivent. Et ce que Mme Courchesne a dit, c'est qu'elle souhaite qu'on en vienne à une solution qui est négociée », indique son attaché de presse, Jean-Pascal Bernier.

RUEFRONTENAC.COM : UQAM: Québec a délégué un émissaire à la table de négo - Mise à jour le Lundi, 20 avril 2009 17:24

Écrit par Jean-Philippe Pineault
Signe que la ministre québécoise de l'Éducation, Michelle Courchesne, suit de près le déroulement des négociations entre l'UQAM et ses profs, un représentant du gouvernement s'est joint ce week-end aux membres de la direction de l'institution.

Une offre de règlement a été déposée samedi avant d'être aussitôt rejetée par le Syndicat des professeurs de l'UQAM. «Le négociateur du gouvernement est allé chercher un nouveau mandat à Québec. Les négociations ne sont pas rompues», a expliqué à RueFrontenac.com Michel Laporte, vice-président du syndicat.

Une autre rencontre entre les parties est prévue pour ce lundi soir. Par ailleurs, quelque 500 professeurs et étudiants débarquent mardi matin dans la capitale nationale afin d'aller chercher des appuis auprès des partis d'opposition. Une allocution de la chef du Parti québécois, Pauline Marois, est d'ailleurs prévue à ce sujet.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : La ministre souhaite un règlement négocié - Mise à jour le lundi 20 avril 2009 à 16 h 14

Les négociations entre les représentants de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et ceux des professeurs, en grève depuis 7 semaines, ont repris à 16 h, lundi après-midi, à Montréal. Les deux parties ont eu des rencontres vendredi et samedi, mais aucun règlement n'est en vue malgré l'échéance de l'ultimatum de 10 jours donné par la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne. La ministre Courchesne avait donné 10 jours aux deux parties pour s'entendre, le 9 avril dernier. Or, cet ultimatum prend fin mardi. Sans la mentionner directement, Mme Courchesne avait évoqué la possibilité de recourir à une loi spéciale

pour forcer le retour au travail des professeurs de l'UQAM. Elle avait indiqué que le gouvernement devrait « prendre ses responsabilités » si le conflit de travail se prolongeait au-delà du délai accordé. Malgré l'expiration du délai de 10 jours, la ministre de l'Éducation souhaite donner une chance à la négociation.

Les négociations sont en cours, elles progressent, et j'espère qu'il y aura un règlement sous peu.

— Michelle Courchesne

Les racines du conflit

La dernière offre de la direction de l'UQAM a été rejetée dans une proportion de 90 %. L'université

offrait une augmentation de salaire de 4 % à la signature et la création de 25 postes de professeurs dès le mois de juin. De son côté, le syndicat des professeurs réclame l'embauche de 300 nouveaux professeurs au cours des 3 prochaines années et une augmentation de salaire de 11 %. La convention collective des professeurs est échuée depuis le 31 mai 2007, tandis que celle des maîtres de langue est échuée depuis le 31 mai 2008.

[audio-vidéo](#)

[Francine Plourde fait les point sur les négociations entre les représentants de l'UQAM et les professeurs en grève.](#)

LE DEVOIR : En bref - Les négociations reprennent aujourd'hui à l'UQAM - Édition du lundi 20 avril 2009

Devoir Le
Les discussions qui avaient repris vendredi après que la direction de l'UQAM eut soumis de nouvelles offres au syndicat des professeurs ont été suspendues samedi après-midi sans que les deux parties en soient arrivées à une entente.

Le marathon de négociations doit toutefois reprendre aujourd'hui compte tenu de l'ultimatum lancé par la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, qui a pressé les deux parties d'en arriver à une entente négociée avant le 21 avril. À défaut d'une telle entente, le gouvernement

«devra prendre ses responsabilités», a-t-elle déclaré, laissant ainsi planer la possibilité d'une loi spéciale. Les deux parties ont convenu de ne faire aucun commentaire sur l'état d'avancement des discussions.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Septième semaine de grève à l'UQAM – Lundi 20 avril 2009

Malgré le blitz de négociations amorcé ce week-end, les professeurs de l'UQAM entameront aujourd'hui leur septième semaine de grève. Vendredi, la direction de l'Université avait indiqué que des négociations intensives devaient avoir lieu durant toute la fin de semaine, afin de conclure une entente qui aurait permis la reprise des cours dès le début de cette semaine. Mais les discussions ne se sont pas déroulées comme prévu. Le porte-parole de l'UQAM, Daniel Hébert a confirmé au Journal que les négociations ont été

suspendues samedi. Elles devraient reprendre aujourd'hui. « Les parties ont convenu de ne pas commenter l'état d'avancement des travaux », indique M. Hébert. Il y a toujours de l'espoir d'en arriver à une solution négociée, même si une septième semaine de grève s'amorce », assure-t-il. Salaire et embauches
Les 980 professeurs et maîtres de langue de l'UQAM sont en grève depuis le 24 février dernier. Ils réclament des hausses salariales de 11,6 % sur trois ans. À l'origine, les syndiqués exigeaient

l'embauche de 300 nouveaux professeurs, mais ils ont ramené cette demande à 105 postes. La direction de l'UQAM aurait elle aussi fait certains compromis, ce qui avait permis de relancer les discussions, vendredi. ✓ Il y a quelques jours, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a indiqué qu'elle pourrait recourir à une loi spéciale si le conflit perdure. ✓ L'UQAM a déjà annoncé que la session d'hiver devra être prolongée et que la session d'été risque d'être retardée.



LA PRESSE : Négos intensives à l'UQAM - Dimanche 19 avril 2009

Violaine Ballivy, La Presse

Les professeurs et la direction de l'UQAM mettent les bouchées doubles afin d'éviter la tenue d'une septième semaine de grève et l'adoption possible d'une loi spéciale par Québec. Les deux parties ont entrepris vendredi soir des négociations intensives qui devaient se poursuivre toute la fin de semaine.

La direction de l'UQAM a soumis de nouvelles offres au syndicat des professeurs vendredi, se disant «optimiste» sur l'issue de cette ultime ronde de négociations. L'UQAM n'a pas dévoilé le contenu de la proposition, mais la rémunération et l'embauche sont au coeur du litige. Les profes-

seurs réclament la création de 300 postes et des hausses de salaire de 11,6% sur trois ans. La dernière offre patronale, rejetée massivement, prévoyait des augmentations salariales immédiates de 4% et l'ajout de 25 professeurs en juin, avec possibilité de renouveler le contrat de travail dans sept mois.

Si le syndicat et la direction réussissaient à s'entendre pendant la fin de semaine, les activités académiques pourraient reprendre dès le début de cette semaine. Mais les étudiants, déjà privés de six semaines complètes de cours, n'éviteront pas la prolongation du semestre jusqu'au 10 mai, soit une semaine au-delà de la date prévue dans le

calendrier initial. Ils devraient aussi s'astreindre à des cours de quatre heures plutôt que trois, parfois même les samedis et dimanches, et à des travaux pratiques supplémentaires. De plus, le début des programmes d'été sera exceptionnellement repoussé au 11 mai pour éviter le chevauchement des deux semestres.

Sans évoquer explicitement l'adoption d'une loi spéciale, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a pressé les deux parties d'en venir à une entente négociée avant le 21 avril. Sinon, a-t-elle indiqué la semaine dernière, Québec devra prendre ses «responsabilités» pour éviter l'annulation du semestre.

LE DEVOIR : Opinion : En appui aux grévistes de l'UQAM, par un Collectif de professeurs retraités de l'UQAM - Édition du samedi 18 et du dimanche 19 avril 2009

Il y aura quarante ans l'automne prochain, l'UQAM ouvrira ses portes en tant que deuxième université francophone à Montréal et composante d'un réseau public, celui de l'Université du Québec, destiné à rendre accessibles l'enseignement et la recherche universitaire sur l'ensemble du territoire du Québec. Nous étions, pour la plupart d'entre nous, présents lors de cette création. Nous nous sommes investis avec enthousiasme dans ce formidable projet et nous y avons consacré le meilleur de nos énergies pendant plus de trente ans. Nous en avons une immense fierté.

En tant qu'acteurs et témoins privilégiés de cette aventure extraordinaire, nous sommes bien placés pour rappeler que nous n'avons cessé pendant toutes ces années de nous battre avec notre syndicat pour que cette université soit considérée comme ce qu'elle méritait d'être, une université à part entière oeuvrant aux trois cycles avec les ressources nécessaires pour accomplir sa mission, d'abord et avant tout avec des ressources professorales adéquates. Ce qu'elle n'a malheureusement jamais été et ce qu'elle n'est toujours pas aujourd'hui.

Nombre de professeurs

Lors des négociations de chacune de nos conventions collectives (le SPUQ négocie actuellement la douzième), nous sommes revenus à la charge pour réclamer une augmentation du nombre de professeurs réguliers et une diminution du nombre de cours donnés par des chargés de cours, supérieur à l'UQAM à ce qu'il était dans toutes les autres universités.

Nous n'avons véritablement réussi à faire valoir cette revendication qu'une seule fois en quarante ans, en obtenant l'introduction dans la convention collective d'une clause automatique de réduction progressive du pourcentage des cours donnés en appoint. C'était au terme d'une grève de quatre mois en 1976-1977. Mais nous n'avons jamais pu voir se réaliser cet important gain. Les postes créés en vertu de cette clause, qui s'élevaient à 383 cinq ans plus tard mais que l'université refusait de pourvoir, ont été concédés en 1983 dans le cadre d'une négociation ultérieure.

Soutien plein et entier

Aujourd'hui, nous sommes toujours dans cette situation aberrante où le nombre de cours donnés par des professeurs réguliers à l'UQAM est inférieur à celui qui est donné par des chargés de

cours et où le rapport entre le nombre de chargés de cours et celui des professeurs est trois fois plus élevé que le rapport moyen des universités montréalaises. Vient d'être confirmé le fait que le niveau des salaires des professeurs de l'UQAM est de 10 % inférieur au niveau moyen des universités québécoises et 5 % inférieur à celui des autres constituantes de l'Université du Québec.

Nous, professeurs et professeurs retraités, voulons donc apporter ici notre soutien entier aux revendications de nos collègues en grève, un soutien que nous considérons comme une dimension centrale de notre défense de l'université publique. Nous en appelons au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport pour qu'il assume sa responsabilité dans cette défense.

Ont signé ce texte les professeurs retraités suivants: Louis Gill, Jean-Marc Piotte, Louise Dupré, Georges Leroux, Bernard Élie, Benoît Beaucage (UQAR), Francine Noël, Michèle Febvre, Simone Landry, Karen Messing, Suzanne Lemerise, Paul Chamberland, Luc Desnoyers, Jacques Duchesne, Michel Goulet, André Hade, André Jacob, Gilbert Labelle et Claude Sabourin.

LE DEVOIR : Opinion : L'université enfermée dans la logique marchande, par Jean Pichette, Professeur à l'École des médias de l'UQAM - Édition du samedi 18 et du dimanche 19 avril 2009

La grève des professeurs qui perdure à l'UQAM est un symptôme: il y a quelque chose de pourri au royaume de l'université. J'écris «de l'université», pas simplement de l'UQAM, même si tous les projecteurs sont maintenant braqués sur elle. Ce qui se joue actuellement dans mon université nous révèle en effet la maladie qui les traverse toutes et qu'on aime ramener, le plus souvent, à un problème de sous-financement. Pourtant, l'idée d'une saignée qui affecterait aujourd'hui les universités me semble rater la cible, du moins partiellement. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'un diagnostic tronqué débouche sur une solution bancale.

C'est dans un autre type de saignée que logerait ainsi, selon la doxa, la résolution du problème universitaire (dont l'UQAM ne serait qu'un cas particulier): il s'agirait d'ouvrir les valves financières, comme si, par magie, un tel mouvement -- de la société vers l'université -- devait inévitablement enrichir la société dans son ensemble. «Ce qui est bon pour l'université est bon pour la société», pourrait-on dire, avec d'autant plus d'à-propos que GM vit peut-être ses derniers jours...

Les choses ne me semblent pourtant pas aussi simples: l'obsession financière autour de l'université voile un mal beaucoup plus profond. Disons les choses abruptement: c'est la mission «politique» de l'université qui prend l'eau de toutes

parts, faisant du même coup la part belle à une logique technocratique de l'«expert» qui, si on lui en donnait les moyens, pourrait, croit-on, résoudre virtuellement tous les problèmes.

Il suffit de constater la place croissante prise par les subventions de recherche dans les universités pour ouvrir l'analyse sur des considérations débordant largement les questions de gros sous. Les subventions de recherche ont en effet crû de façon importante dans les universités québécoises depuis quinze ou vingt ans, alors que le financement sans condition accordé aux universités a emprunté la voie inverse.

Nous en connaissons tous les conséquences pratiques: des groupes de plus en plus grands, des budgets de photocopie et autres services de plus en plus rachitiques, au point où nous devons souvent payer nous-mêmes pour effectuer certaines tâches -- à moins, bien sûr, d'affecter à celles-ci des sommes reçues en subventions de recherche, illustration au quotidien de l'effet pervers du «mal-financement», plutôt que du sous-financement, des universités.

Patrons de PME

Si nous sommes prompts à dénoncer la marchandisation de l'université, notre colère est cependant beaucoup plus réservée face à la transformation de certains d'entre nous en patrons de PME subventionnées... Car, il convient de le rappeler, les

sommes globalement investies dans les universités n'ont pas diminué: ce sont les types de financement qui ont été profondément transformés.

L'autonomie de l'université -- sa capacité à baliser elle-même l'objet de sa réflexion et les modalités de son insertion dans la cité -- se voit crucifiée, dans cette dynamique, sur l'autel d'une logique où la recherche de l'excellence se traduit par un assujettissement croissant de l'université à des finalités mercantiles de croissance économique [...].

Quand on se compare...

L'importance des subventions de recherche reçues par chaque université apparaît aujourd'hui comme l'ultime marque de son «excellence», qui justifierait une «distinction» sur le plan salarial. Sur le «marché des universités», les «meilleures» seraient donc celles qui carbureraient le plus à une logique de financement érodant lentement mais sûrement la capacité de l'institution à définir elle-même ses orientations. Cela, bien sûr, justifierait de meilleurs salaires pour les professeurs de ces universités...

Ainsi, à l'Université de Montréal, à laquelle les professeurs des autres universités québécoises se comparent aujourd'hui, le SGPM demande actuellement une augmentation salariale de 13 % sur trois ans pour avoir des salaires «compétitifs par rapport au marché de référence dans lequel les

professeurs ont positionné historiquement l'université, soit le G10» (les 10 plus grandes universités canadiennes; voir le document de synthèse sur le site internet du SGPUM).

Mais cela ne s'arrête pas là: c'est le G3 qui est maintenant clairement dans la mire de nos collègues. Pourquoi donc? «En 2006, selon le plus récent palmarès ReSearch Infosource, l'institution francophone arrivait encore une fois en tête de toutes les universités québécoises pour ce qui est du volume des revenus de recherche, tandis qu'elle occupait le deuxième rang au Canada, après l'Université de Toronto» (voir document cité).

Cela ressemble à une spirale sans fin: la recherche subventionnée favorisant l'accroissement des revenus, elle légitimerait en retour des salaires plus élevés, chaque professeur étant en quelque sorte invité à générer son propre salaire. On peut deviner la suite: pourquoi les salaires des professeurs ne seraient-ils pas modulés en fonction des subventions de recherche obtenues par chacun?

Le moteur des hausses salariales demandées par les professeurs d'université -- à l'UQAM comme ailleurs -- épouse donc de plus en plus une logique que plusieurs parmi nous réprouvons parce qu'elle travestit la finalité de l'université, qu'on ne peut, sans la dénaturer complètement, inféoder à des impératifs technico-économiques. Il y a là une inconscience d'autant plus néfaste que les demandes salariales des profs de l'UQAM voilent massivement, dans l'espace public, des revendications par ailleurs capitales et légitimes dont celle, au premier chef, de l'embauche de 300 nouveaux professeurs [...].

Tout cela sans même parler de l'incontournable résistance à opposer aux velléités de moins en moins cachées du gouvernement d'adapter la tâche des professeurs à la logique de la recherche subventionnée. C'est là un enjeu primordial pour l'avenir de l'ensemble des universités, et d'avantage encore pour l'UQAM, moins financée que les universités dites «traditionnelles» à cause du poids plus important qu'occupent en son sein les sciences humaines.

Cette logique marchande (eh oui!), en vidant la question salariale de sa nature politique, resitue donc celle-ci dans le contexte plus large de l'actuelle attaque néolibérale contre la prise en charge politique du monde. Faut-il alors s'étonner que nos appels à la solidarité, depuis plusieurs semaines, s'accompagnent parfois de propos disons «surprenants» eu égard à la justice sociale? On pouvait ainsi lire, dans un texte publié la semaine dernière sur le site des grévistes de l'UQAM, que «lors d'activités de piquetage dans la rue, plusieurs collègues ont pu prendre conscience de la pauvreté et de l'itinérance».

On reste d'abord pantois devant une telle affirmation: comment un professeur d'une université se targuant d'être populaire et sise de surcroît dans un milieu où l'on côtoie quotidiennement la misère peut-il ignorer cette misère avant de faire lui-même le trottoir? C'est pour le moins étonnant... Mais la gêne ne s'arrête pas là et se transforme rapidement en indignation quand le texte ajoute que les organismes recevant des cotisations initialement versées par les professeurs à la Fondation de l'UQAM «doivent en retour écrire une lettre, pouvant être diffusée dans les médias, avisant avoir reçu le don de charité, une brève description de leur mission et leurs besoins de financement».

Le don, transformé par l'alchimie médiatique en caisse de résonance des revendications d'une université «populaire», rappelle alors certaines pratiques de charité, au Moyen Âge, alors que les pauvres ayant bénéficié de la «bonté» de certains «gens de biens» devaient en retour prier pour le salut de leur âme. La simonie postmoderne, dans

cette version, offre tout cela, avec une prime: un reçu pour fins d'impôt! La bonne conscience s'achète encore à bon prix. [...]

Depuis le début de la grève des professeurs de l'UQAM, la demande d'une augmentation salariale de 11,6 % sur trois ans est le plus souvent présentée comme le cœur du conflit, avec la revendication de la création de 300 nouveaux postes. S'il s'agit là d'une vision très réductrice des enjeux de ce conflit, il faut bien reconnaître que la rhétorique syndicale, sur la question des salaires, s'inscrit tellement bien dans la logique dominante qu'elle peut très aisément être répercutée dans l'espace médiatique, au détriment d'autres enjeux beaucoup plus fondamentaux (et complexes) dont il est très peu question -- et que nous faisons bien peu pour expliciter, peut-être parce qu'ils dévoileraient des divergences importantes entre nous.

Une fois replacée dans le contexte de la place croissante occupée par la recherche subventionnée dans les universités, la question salariale prend donc une couleur bien différente. Arguant d'un retard par rapport à nos collègues des autres universités québécoises, nous pouvons ainsi, à l'UQAM, recourir à la logique de marché pour justifier un rattrapage salarial qui serait d'autant plus nécessaire qu'il constituerait la condition sine qua non pour assurer le recrutement des meilleurs candidats pour les nouveaux postes que nous réclamons.

Un tel discours nous place de plain-pied dans la logique néolibérale: il justifie les hausses de salaires pour les mieux nantis, qu'il faudrait toujours rémunérer davantage afin d'éviter de les perdre sur un marché du travail où les «ressources humaines» (sic) les plus qualifiées, en nombre limité et en compétition entre elles, seraient par définition toujours attirées vers un ailleurs meilleur -- lire «plus payant».

Cette même logique légitime en retour le mouvement en sens inverse des salariés au bas de l'échelle, réduits en un agrégat d'atomes individuels anonymes dont la force de travail, comme disait Marx, serait aisément interchangeable. S'agit-il dès lors de prôner la «simplicité volontaire» (ce qui serait franchement insultant de la part de gens dont le revenu individuel moyen se situe au-dessus de 80 000 \$, laissant derrière eux plus de 90 % des salariés...) ou l'«appauvrissement»? Certainement pas!

Entre l'appauvrissement et la participation à une logique d'ascension salariale fondée sur un rapport marchand à la réalité, il y a beaucoup d'espace à explorer, y compris, et peut-être d'abord, pour la réflexion. Une réflexion à laquelle on s'attendrait d'autant plus que nous, professeurs de l'UQAM, aimons à rappeler notre sensibilité toute particulière aux rapports de l'université à la «cité». [...]

Personnellement, je n'attends nulle reconnaissance de la part des fossoyeurs de la culture et de l'université, et le respect auquel j'aspire est à double visage: le respect, par moi en tant que professeur d'université, de mes responsabilités à l'égard du monde dans lequel je vis; le respect, en retour, par mon institution (qui comprend autant mes collègues que la direction), des finalités historiques qui sont siennes. Celles-ci supposent de garder vivante une idée de la société irréductible à des mécanismes abstraits qu'on aime revêtir d'un caractère «objectif», pour y entendre avant tout le marché, incluant le marché du travail...

Partage d'un idéal

La reconnaissance de notre travail, en tant qu'intellectuels, renvoie donc d'abord au partage d'un idéal d'appréhension réfléchie et critique de la réalité, idéal à l'aune duquel nous pouvons reconnaître le travail de nos collègues. À l'opposé de la figure de l'«expert», il ne s'agit pas pour le pro-

fesseur d'informer et de contribuer à mettre en forme le monde depuis une position extérieure à lui: le professeur agit au cœur du monde, et on ne peut à ce titre dissocier l'enseignement et la recherche.

La relation à l'étudiant constitue l'épine dorsale du travail du professeur: la recherche ne prend elle-même son sens que dans l'acte d'une transmission qui doit constamment viser à nourrir la capacité de l'étudiant à entrer dans un rapport critique au monde -- y compris à ce qui lui est transmis. Ce «contrat pédagogique» a bien sûr des conséquences politiques, au sens le plus fort du terme: il nourrit une réflexion commune -- dépassant largement le cercle des «experts» -- non seulement quant aux voies à emprunter pour la construction d'un monde «meilleur» mais aussi, et peut-être surtout, quant à un horizon sociétal, voire civilisationnel, auquel nous pourrions collectivement aspirer. Si cet idéal s'étiole, la reconnaissance du «professeur» devient factice et inscrit simplement celui-ci dans une catégorie d'emploi l'assimilant à un prestataire d'un type particulier de service.

Tous les professeurs d'université ne partagent certes pas cette vision de l'université. Cela ne nous empêche pas de feindre de croire que nous nous entendons tous pour défendre l'université, avec une conséquence fort simple: nous finissons par nous regrouper derrière des questions financières, comme si ce plus petit commun dénominateur épousait de facto l'«intérêt» de l'université, lui-même assimilé à celui de la société dans son ensemble.

Cela est pourtant faux. Il faut rappeler haut et fort que l'université n'a de sens qu'en tant que service public: elle propose un lieu de retrait par rapport au monde pour aider ce monde à mieux se ressaisir, collectivement, de façon réfléchie et critique. [...]

Comment penser la suite des choses? Pour éviter la fuite en avant dans une logique qui ne peut mener qu'à un cul-de-sac, il faut reposer frontalement la question de la place de la recherche subventionnée dans le financement de l'université et de ses effets sur l'autonomie de celle-ci. Autrement, nos revendications pourront toujours être ramenées simplement à «plus d'argent», peu importe que les finalités de l'université soient dévoyées.

Reposons donc la question touchant les salaires: faudrait prêcher l'appauvrissement ou la simplicité volontaire? Fausse question, qui appellerait une réponse étroitement économique. Mais nous faisons face à une question politique à laquelle aucune «science» ne peut apporter de réponse. Au bout du compte, seule la «common decency», pour reprendre une expression de George Orwell, peut nous aider à sortir de l'impasse. Certes, ses contours sont par définition flous: ils ne peuvent donc s'appuyer sur quelque raison statistique et exigent de replacer l'enjeu salarial dans le contexte d'une réflexion sur la justice distributive, tissée dans la chair de l'histoire.

Dans cette optique, le maintien du salaire réel perçu à l'échéance de la convention collective (31 mai 2007) paraîtrait raisonnable, ce qui signifierait une hausse correspondant à l'indexation au coût de la vie pour chaque année de la nouvelle convention. La part de la richesse collective attribuée aux professeurs serait ainsi maintenue, tout en évitant une ponction supplémentaire sur celle des moins privilégiés.

De plus, cela dégagerait plus d'argent pour de nouveaux engagements et l'amélioration des conditions de travail, tout en donnant une consistance concrète, pratique, à une idée que plusieurs d'entre nous partageons, du moins en théorie: il est en effet urgent de repenser, à tous égards, l'idée de limite, afin qu'elle puisse retrouver sa

légitimité dans notre monde et empêcher l'implosion de celui-ci. C'est là, me semble-t-il, l'enjeu politique essentiel de notre temps. S'il faut opposer un refus à l'or-

dre global qui se construit sous nos yeux, ce refus ne peut en effet être un refus de toutes limites: il doit aussi être un refus de participer à un mouvement qui, par sa logique même, ignore jusqu'à

l'idée de limite. C'est à cette condition seulement que la solidarité, que nous appelons tous de nos vœux, pourra être à la hauteur de ce dont elle se revendique.

LA PRESSE : L'UQAM marche à Montréal – Samedi 18 avril 2009



Les manifestants se sont dirigés vers le siège social de Loto-Québec, rue Sherbrooke ouest.
Photo: Robert Skinner, La Presse
Sophie Raffin, La Presse

environ 1000 professeurs en grève de l'UQAM et étudiants venus les soutenir ont pris d'assaut le centre-ville de Montréal, hier matin.

La bouche couverte d'un bandeau blanc, professeurs et étudiants grévistes se sont avancés silencieusement devant le clocher de l'UQAM. «Après avoir été bâillonnés par les institutions pendant des semaines, nous souhaitons nous faire entendre», a expliqué Alain Paiement, enseignant de l'École des arts visuels et médiatiques de l'Université. Le mutisme des participants a en effet été de courte durée. Sifflets et cornes ont marqué le début de la marche dans la ville, qui s'est terminée devant le siège social de Loto-Québec. Les grévistes voulaient ainsi dénoncer la politique du gouvernement du Québec, qui a annoncé un investissement de plus de 305 millions de dollars sur quatre ans pour moderniser le Casino de l'île Notre-Dame.

«Par notre action, nous souhaitons dire au pouvoir en place que l'éducation n'est pas moins impor-

tante que le jeu. Ce sont nos futurs diplômés qui nous permettront à long terme de sortir de la crise, pas le jeu», a déclaré le vice-président du Syndicat des professeurs de l'UQAM, Michel Laporte.

Dans un cortège où tous ont arboré fièrement l'écharpe de l'institution, les étudiants ont soutenu la démarche du corps enseignant. «Nous avons les mêmes préoccupations qu'eux: avoir une formation de qualité et protéger l'UQAM, une université populaire donnant une chance à des jeunes sans fortune d'accéder aux études supérieures», a expliqué un étudiant, Vincent Pascal.

Depuis plus de cinq semaines, les professeurs de l'UQAM réclament un réinvestissement massif dans le système universitaire et l'embauche de 300 professeurs. À la dernière assemblée générale, la grève a été reconduite jusqu'au 24 avril, par 90% de votes favorables.

Les universitaires iront à Québec manifester devant l'Assemblée nationale le 21 avril.

THE GAZETTE : Letter : UQAM profs deserve better from Quebec, by Annie Guérin, Département d'histoire de l'art, UQAM - Saturday, April 18, 2009



Professors at UQAM have been on strike for six weeks.
PIERRE OBENDRAUF THE GAZETTE

Forty years ago last week, the Quebec government created UQAM as a secular and broadly accessible university with a mandate to develop the province's intellectual, scientific and economic potential. With a student population of 40,000, it has fostered generations of students that would no longer believe they were "born for a small loaf." The six-week-long (and counting) labour conflict that is paralyzing UQAM at a time when it should be celebrating reveals, however, that the current government doesn't believe in this continued potential for development. In the context of the financial crisis, the government chooses to invest in infrastructure, but isn't it also crucial to invest in knowledge, research, and innovation? Intellectual infrastructure (universities) also creates jobs,

and it creates a workforce better adapted to the changing global and knowledge-based economies. In the 23 months since the end of their collective agreement, UQAM professors have received no complete offers. According to the Aon Report requested by the government (see spuqengreve.wordpress.com), UQAM has a shortage of professors (the union estimates the shortage at 300; the student/professor ratio is the worst in the province), and professors salaries are 10 per cent below the Quebec average according to 2008 numbers. The gap widens when comparing the four Montreal universities.

With no offer on the table, the minister of education is now alluding to a forced return to work, infringing on the professors' and students' right to a legal strike.

THE GAZETTE : UQAM students support striking profs – Friday, April 18, 2009

Education students at Université du Québec à Montréal will join faculty in a "silent" march this morning to show continued support for a strike by professors that threatens to extend their winter semester by several weeks.

To boost turnout, the student association is promising a free barbecue after the demonstration, which will wind its way from the UQAM campus on Ste. Catherine St. E. at 11 a.m. to Loto-Québec headquarters on Sherbrooke St. W. just in time for lunch.

Meanwhile, arts students have voted 63 per cent in favour of continuing their own walkout to support their teachers until April 27.

On Tuesday, faculty and language instructors voted to renew their strike, already in its seventh week, until at least April 24. The university warned it might be necessary to add weeks to the session and postpone the spring term, which was to begin May 4.

Members of the Syndicat des professeurs et professeurs de l'Université du Québec launched sporadic strikes in early March. On March 20, the union rejected the university's "final offer," which would have given professors – who earn between \$50,000 and \$109,000 – an immediate wage hike of four per cent. The professors, who say their wages are among the lowest for university faculty

in the province, are seeking increases of 11.5 per cent over three years. The union also wants UQAM to hire 300 new professors. The administration has offered to hire 25.

Last week, Education Minister Michelle Courchesne said she hopes for a negotiated settlement, but did not rule out the possibility Quebec could step in to end the stalemate.

Professors, who have been without a contract since June 2007, say the government is neglecting higher education while spending \$305 million to upgrade Montreal's casino.

MÉTRO.COM : Courrier des lecteurs : Les oies de l'UQAM, par BENOIT CORDELIER, PROFESSEUR À L'UQAM - Vendredi 17 avril 2009 00:00

Les professeurs de l'UQAM ne sont-ils finalement que de vulgaires oisifs de basse-cour? Depuis quelques semaines, nous entendons de drôles de sifflements dans le périmètre de l'UQAM. Que signifient donc ces cacardements intempestifs qui empêchent le bon peuple de dormir? Pour comprendre un peu mieux la symbolique de la situation, je profite de votre attention pour vous raconter une petite histoire qui s'est déroulée il y a près de 2 400 ans dans l'antiquité romaine.

Longuement assiégés par les barbares, les Romains furent obligés de se réfugier dans le Capitole. Une nuit, profitant du sommeil des Romains, les assaillants tentèrent de s'introduire dans la forteresse. Ils ne se sauvèrent cette fois-là que parce que l'alerte fut donnée par la criaille des oies.

Les professeurs de l'UQAM ont déjà sonné l'alarme à plusieurs reprises à leur modeste niveau : que ce soit pour le désastre de l'Ilot Voya-

geur ou encore pour le sous-financement chronique du système universitaire. Cette année, l'UQAM fête son 40e anniversaire. Quarante ans d'une création visionnaire pour aider le peuple québécois à améliorer sa condition et à occuper dignement sa place parmi les pays qui comptent. Ce trésor populaire est aujourd'hui bradé. C'est la mise en panne de l'ascenseur social qui s'organise. L'UQAM n'est que la première étape dans la reconfiguration de la production des sa-

voirs et de l'éducation. Valorisant avant tout l'économique et le technique tout en méprisant le social, c'est un modèle de société qui se renforce. Les professeurs de l'UQAM ne sont pas entendus. Ils se déplacent donc dans la Cité pour continuer

de donner l'alerte et réveiller le peuple et ses représentants. Ce sont de véritables oies d'un Capitole contemporain, et nous pouvons nous interroger sur le sort qui leur sera réservé. Va-t-on continuer de les plumer avant de les sacrifier

sur l'autel d'une société purement économique? Où va-t-on enfin les prendre au sérieux?

Benoît Cordelier, professeur à l'UQAM

LE DEVOIR : En bref - UQAM: pour une entente négociée - Édition du vendredi 17 avril 2009

Devoir Le

Les sept associations représentant les étudiants de l'Université du Québec à Montréal ont plaidé hier pour la conclusion d'une entente négociée avec leurs professeurs en grève. «La solution, ce n'est pas une loi spéciale, qui étoufferait le problème, mais bien un refinancement de l'institution.

La formule de financement désavantage systématiquement l'UQAM, notamment parce qu'on n'y donne pas les programmes de médecine et génie», fait valoir la porte-parole des sept associations facultaires, Julie Depelteau. Hier, les étudiants en arts, en sciences humaines et ceux de premier cycle en sciences politiques débrayaient en appui aux professeurs. Ces derniers ont voté

mardi pour une reconduction de la grève jusqu'au 24 avril, ce qui porterait le compte total à sept semaines. En début de semaine, le syndicat a déposé une plainte pour négociation de mauvaise foi à la Commission des relations de travail, ce que la direction n'a pas voulu commenter.

MÉTRO.COM : Montréal : Les étudiants de l'UQAM ne veulent pas d'une loi «bâillon» - Jeudi 16 avril 2009 14:15

AUDREY LAVOIE MÉTRO

Nouvelle sortie dans la saga de l'UQAM, cette fois-ci faite par les associations facultaires étudiantes qui dénonçaient ce matin la menace d'une loi spéciale que laisse planer le gouvernement du Québec.

«Pour nous, la ministre a en main les moyens de régler la crise à l'UQAM, c'est-à-dire de financer adéquatement l'institution, soutient Julie Depelteau, porte-parole des associations étudiantes de l'UQAM. La menace d'une loi spéciale nous semble donc inappropriée pour régler la crise.»

On craint une loi bâillon

Bien que les mesures exactes d'une telle loi restent imprécises, Julie Depelteau craint que cette loi ne vienne bâillonner les moyens de pression

faits par les professeurs et les étudiants. «Si cette loi oblige les professeurs à retourner en classe, ça ne règlera en rien la crise à l'UQAM», affirme-t-elle.

Les seules voies de solution envisagées par les associations étudiantes pour régler la crise sont l'amélioration des conditions de travail des professeurs et le réinvestissement massif de la part du gouvernement.

Un vase trop plein

Le président du syndicat des étudiants employés de l'UQAM (SÉTUE), Éric Demers, qui s'est joint à la cohorte de représentants étudiants, dénonce quant à lui le sous-financement récurrent à l'UQAM duquel découle une série de problèmes. «L'administration voudrait le statu quo et pour nous c'est inacceptable puisqu'il a y un sous-

financement historique de l'UQAM et tout le monde en souffre», clame-t-il.

«À l'origine, l'UQAM a une mission sociale et publique et à cause de cette mission particulière, l'UQAM doit être gérée de façon particulière et non comme une entreprise privée, dit M. Demers. Ce n'est pas juste une grève des professeurs ou des négociations du SÉTUE, c'est une entreprise de démolition de l'UQAM qui est en cours et c'est ce qu'on veut stopper tous ensemble.»

Rappelons que plus de 15 000 étudiants et quelque 620 professeurs et maîtres de langue sont toujours en grève au moins jusqu'au 24 avril. Bien que l'issue du conflit soit méconnue, aucune annulation de session n'est encore prévue, selon Julie Depelteau.

LE DEVOIR : Opinion : Libre opinion - Les conditions de l'enseignement d'abord, par Jean-François Chassay, Professeur au département d'études littéraires de l'UQAM - Édition du jeudi 16 avril 2009

J'aimerais apporter ces quelques remarques à propos de l'actuelle grève des professeurs qui a lieu à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). J'ai voté en faveur de cette grève, sans plaisir, mais sans hésitation et sans remords.

J'enseigne et je fais de la recherche dans cette université depuis 1991 et je suis professeur titulaire depuis 1998. Le service des communications m'écrit souvent, à moi comme à bien des collègues, pour me remercier de ma contribution dans les médias au rayonnement de l'institution. Manifestement, tout cela n'a que peu d'importance lorsqu'il s'agit de proposer quelque chose -- j'ai envie de dire: n'importe quoi, mais quelque chose -- à la table des négociations.

On parle beaucoup de la question salariale dans les médias. Il est vrai que nous sommes moins payés qu'ailleurs. Mais là n'est pas la principale revendication. Elle concerne les conditions de l'enseignement, d'abord. Parmi toutes les tâches (recherche, service à la collectivité) que je dois assumer, je donne ce trimestre deux cours de premier cycle à un total de 105 étudiants.

J'ai beaucoup de plaisir dans ces deux cours et j'ai passé plusieurs dizaines d'heures à corriger des travaux il y a quelques semaines. Mais au milieu de tout ce qu'on nous demande, il est impossible d'encadrer les étudiants et de corriger adéquatement comme on devrait pouvoir le faire. Ceux qui disent le contraire sont des menteurs -- ou des paresseux! Je dirige également 11 mémoires de maîtrise et neuf thèses de doctorat. Ceux qui connaissent le métier sauront apprécier...

Il y a des universités où, dans les cours de premier cycle, on retrouve deux dizaines d'étudiants. Dans mon département, ce trimestre, il y a trois séminaires où le nombre d'inscrits excède la vingtaine. C'est inadmissible. On ne peut, décemment, appeler cela un séminaire. Nous nous battons, par ailleurs, pour des conditions de travail qui concernent toutes les universités. Nous ne sommes pas les seuls en négociation, et pas les seuls à considérer que l'université doit rester un lieu fondamental pour la pensée, pas seulement une usine à diplômes.

J'ai actuellement la désagréable impression d'être pris pour un imbécile. Personne ne prend la peine de nous dire ce qu'on pense de nos demandes (depuis 22 mois!). La direction refusait de négocier parce qu'elle attendait un rapport (le rapport AON), portant sur les revendications syndicales, commandé par le gouvernement, et affirmait ne pouvoir rien faire sans cela. Nous avons enfin eu droit au fameux rapport. Je n'ai pas sauté une virgule, je n'ai rien appris, et ça m'a demandé 20 minutes de lecture. Coût: 100 000 \$ (il faudrait additionner les coûts des rapports inutiles commandés depuis 18 mois...).

Le problème, c'est que le rapport donne entièrement raison aux professeurs. Alors le gouvernement a décidé de créer un comité qui va se pencher sur la question et qui rendra un avis éclairé dans plusieurs mois. En échange de quoi, il nous accorde immédiatement 2 % d'augmentation et 25 postes de professeurs dans un an. Nous en demandons 300; 35 professeurs par année, en

moienne, prennent leur retraite et on nous en offre 25. Faites le calcul... Rien sur les autres revendications qui concernent l'aide aux étudiants (financièrement), l'encadrement, etc. Et en échange de cette offre, bien sûr, on s'engage à ne pas faire la grève pendant les mois en question. Bref, tout cela ne pourrait que retarder la situation, la pourrir davantage.

Des gens disent qu'en période de crise, il faut accepter... n'importe quoi. D'abord, il ne faudrait pas faire la grève, ce serait manquer d'imagination. Mais somme-nous ceux qui avons le moins d'imagination? Au cours des dernières années, des conflits entre professeurs et universités se sont réglés, à l'Université Laval, à l'Université du Québec à Trois-Rivières, et à l'Université de Montréal grâce à une grève. Ce n'est quand même pas notre faute si les directions universitaires ne semblent, hélas, comprendre que ça.

Si nous ne demandons rien et que rien ne change, est-ce que quelqu'un croit que le chômage au Québec va diminuer d'un iota? Sincèrement? Quand on fait du nivellement par le bas, sur le plan intellectuel, tout tire vers le bas. N'est-ce pas la même chose au plan économique? Je paye des impôts, beaucoup, et ce n'est que justice. Mais si même les intellectuels ne disent rien et n'agissent pas quand on les prend manifestement pour des imbéciles, pensez à ce que sera la manière dont on va traiter les autres ensuite. Tout ça, franchement, n'est pas très gai.

LA PRESSE : Des étudiants de l'UQAM occupent le bureau de comté de Bachand - Jeudi 16 avril 2009





Des autocollants ont été apposés sur les murs du bureau du ministre, où la manifestation des étudiants se déroule dans une ambiance décontractée.

Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse

Hugo Meunier, La Presse
Une cinquantaine d'étudiants de l'UQAM ont investi depuis ce matin le bureau de comté du

député d'Outremont et nouveau ministre des Finances, Raymond Bachand, dans le quartier Côte-des-Neiges à Montréal.

À l'instar des enseignants présentement en grève, les étudiants revendiquent un réinvestissement massif dans leur université, l'embauche de 300 nouveaux professeurs et des conditions salariales comparables à celles offertes dans les autres universités canadiennes.

Les étudiants ont fait irruption vers 11 h dans les locaux du député Bachand, au premier étage d'un immeuble commercial situé au 5450 Chemin Côte-des-Neiges. «On a d'abord sonné et on a dit qu'on voulait parler au ministre. On s'attendait au fait qu'il soit absent, mais on a refusé de nous mettre en contact avec lui», raconte Alain Savard, un étudiant en Sciences politiques qui prend part à ce *sit-in*. Comme lui, des milliers d'étudiants des facultés des Sciences humaines et des Arts sont présentement en grève.

Plusieurs policiers sont sur place pour assurer que tout se passe dans l'ordre.

Les employés du bureau de circonscription sont pour leur part encore au travail, malgré la présence de ces étudiants assis au milieu du local.

La manifestation se déroule dans une ambiance décontractée. Les étudiants sortent sans problème griller des cigarettes à l'extérieur ou acheter de la pizza. Quelques autocollants ont été apposés sur les murs du bureau.

Les étudiants prévoient maintenir leur siège jusqu'à ce que le ministre Bachand, qui a hérité du portefeuille des Finances la semaine dernière, s'engage à les rencontrer.

De leur côté, les policiers n'ont pas reçu la consigne d'évacuer les manifestants.

Au début du mois, une cinquantaine d'étudiants avaient été arrêtés après avoir occupé une partie du pavillon Hubert-Aquin durant une partie de la nuit.

LE DEVOIR : Une autre semaine de grève à l'UQAM - Édition du mercredi 15 avril 2009

Clairandrée Cauchy

Le compte à rebours jusqu'à l'adoption d'une loi spéciale pour mettre fin à la grève des professeurs de l'Université du Québec à Montréal apparaît bien enclenché. Les 690 professeurs réunis en assemblée générale hier ont reconduit leur grève jusqu'au vendredi 24 avril, dans une proportion de 90 %.

La présidente du Syndicat des professeurs de l'UQAM, Michèle Nevert, voit dans ce mandat fort pour une septième semaine de débrayage un signe de détermination. «Nous ne pouvons pas croire que le gouvernement peut régler cela en imposant un bâillon», a fait valoir Mme Nevert.

Pourtant, des rapprochements avaient été faits récemment. Dans un document transmis aux syndiqués lors de l'assemblée générale, on peut prendre connaissance d'une «contre-proposition

syndicale» en vertu de laquelle l'échelle salariale des professeurs de l'UQAM rejoindrait celle de leurs collègues de l'Université du Québec à Trois-Rivières et ce, rétroactivement à partir de 2007. Selon nos informations, le principe n'a pas été rejeté par la partie patronale, mais les notions de rétroactivité et de date d'entrée en vigueur des nouvelles échelles posent problème.

Les professeurs agrégés de l'Université du Québec à Montréal gagnent, au maximum de l'échelle, 98 855 \$, tandis que les titulaires reçoivent 109 768 \$ à la fin de leur carrière. En comparaison, leurs collègues de l'UQTR reçoivent au dernier échelon 102 848 \$ pour les professeurs agrégés et 114 203 \$ pour les titulaires.

Le syndicat propose aussi l'embauche de 50 professeurs par année pendant trois ans, compa-

rativement à 300 initialement. Cette demande se heurte toutefois à un refus patronal.

À la direction de l'UQAM, on n'a pas voulu commenter les propositions sur la table, pas plus qu'au gouvernement. Le porte-parole de la direction, Daniel Hébert, indique toutefois que cette prolongation de la grève devrait forcer le report de la session d'été d'une semaine.

«Le refus massif de cet après-midi démontre que les professeurs sont engagés dans un conflit non seulement de relation de travail, mais politique», a noté M. Hébert, précisant que la direction tentera encore de parvenir à une solution négociée. Présentement en congé, l'assemblée nationale recommencera à siéger le 21 avril et plusieurs s'attendent à ce qu'elle soit saisie d'un projet de loi pour fixer les conditions de travail des professeurs.

LE DEVOIR : Opinion : Lettres - Deux poids, deux mesures, par Dianne Casoni, École de criminologie, Université de Montréal et directrice de la revue «Criminologie». Le 12 avril 2009 - Édition du mercredi 15 avril 2009

Qu'il était triste d'apprendre dans Le Devoir de vendredi dernier que l'UQAM fêtait ses 40 ans! Quelles tristes circonstances pour une université dont un des mandats était de permettre aux francophones du Québec d'accéder aux études supérieures, eux qui, malgré leur nombre, étaient loin derrière les anglophones quant à la diplomation universitaire.

Quelle ironie de constater que le gouvernement suive encore toutefois une politique des deux

poids, deux mesures tant décriée 40 ans plus tôt! D'un côté, on consent aux professeurs de l'Université Concordia une augmentation salariale de 14 % (alors qu'ils étaient déjà payés 12 % de plus que leurs collègues de l'UQAM), de l'autre côté, et au même moment, on pousse collectivement des hauts cris parce que leurs confrères de l'UQAM demandent un rattrapage équivalent à l'ancien salaire des professeurs de Concordia! Pour une tâche jugée égale, selon un rapport

patronal! C'est quand même déconcertant: +26 % pour des professeurs d'université anglophone, c'est jugé légitime; un rattrapage de +11 % (sur plusieurs années) pour leurs collègues d'une université francophone, c'est injustifiable. Concordia-UQAM: deux poids-deux mesures! Quarante ans plus tard. Triste anniversaire en effet...

LA PRESSE : UQAM : Deux autres semaines de grève - Mercredi 15 avril 2009

Marie Allard, La Presse

Les professeurs de l'UQAM ont voté hier à 90% pour la poursuite de la grève jusqu'au 24 avril, soit vendredi de la semaine prochaine. Parès de 700 membres du Syndicat des professeurs de l'UQAM (SPUQ) se sont prononcés lors d'un scrutin secret. Il s'agit de leurs sixième et septième semaines de débrayage.

«On espère que les négociations recommenceront, avec quelque chose de plus intéressant de la partie patronale, a dit Michèle Nevert, présidente du SPUQ. Chaque semaine, on a vraiment l'impression qu'on est épiés lors de l'assemblée générale, comme s'ils espéraient voir la mobilisation des professeurs s'effriter.» Les professeurs ont aussi approuvé le dépôt de deux plaintes à la Commission des relations de travail contre l'UQAM pour «négociation de mauvaise foi». Les plaintes

«pour refus de déposer des offres complètes après 23 mois de négociation» sont fondées sur l'article 53 du Code du travail, a fait valoir le syndicat.

«Nous entendons poursuivre les négociations au cours des prochains jours, pour essayer de trouver une solution négociée», a commenté Daniel Hébert, directeur des communications de l'UQAM. La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, n'a pas réagi à la poursuite de la grève. «Elle espère qu'il va y avoir un règlement négocié, a dit hier Kim Ledoux, responsable des communications au cabinet de Mme Courchesne. Il n'y a pas de menace de loi spéciale.»

Une séance de négociation intensive a eu lieu jusqu'à lundi, sans résultat. «Ça achoppe notamment sur le nombre de postes de professeurs», a expliqué Mme Nevert. Le syndicat réclame l'em-

bauche de 300 professeurs en trois ans, tandis que la partie patronale a proposé d'en embaucher 25 dès cette année. «Il a été question de 15 supplémentaires, mais encore là on est loin de nos besoins», a indiqué la présidente du SPUQ.

Déjà, l'UQAM a annoncé que le trimestre d'hiver sera prolongé. D'autres mesures, telles que des cours donnés le week-end, allongés d'une heure ou des travaux supplémentaires pourraient être prises pour assurer la validité des cours.

15 000 étudiants en grève

Plus de 15 000 étudiants (en éducation, arts, sciences politiques, droit et sciences humaines) de l'UQAM étaient toujours en grève hier. Plusieurs votes de reconduction des grèves étudiantes auront lieu aujourd'hui.

La fin du trimestre d'hiver était prévue entre le 22 avril et le 1er mai, selon les programmes. Quant

aux cours d'été, ils devaient commencer le 4 mai, mais il est «possible que ce calendrier soit globalement repoussé», précise le site internet de l'UQAM.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : UQAM : D'autres perturbations en vue – Mercredi 15 avril 2009



✓ Comme beaucoup d'étudiants, Vanessa Rognon, 26 ans, commence à avoir hâte que le conflit prenne fin.

PHOTO SÉBASTIEN MÉNARD

En plus de forcer la prolongation du trimestre d'hiver, voilà que la grève des profs de l'UQAM

pourrait obliger l'institution à retarder la session d'été.

Les membres du syndicat des profs ont voté à 90 % en faveur de la prolongation de leur débrayage jusqu'au 24 avril, à moins qu'une entente ne survienne d'ici là.

Les profs auraient alors complété une 7e semaine de grève.

La direction de l'UQAM a déjà confirmé qu'elle devra prolonger la session d'hiver afin de permettre aux étudiants de récupérer les cours qu'ils auront manqués.

Mais hier, le porte-parole de l'institution, Daniel Hébert, est allé plus loin, en indiquant que la session d'été risque également d'être perturbée par le débrayage des profs. « Si la grève se poursuit jusqu'au 24 avril, on va devoir retarder le trimestre d'été d'une semaine », prévient-il.

La session débiterait alors le 11 mai. Quelque 7000 étudiants seraient affectés.

Mine longue

Les négociations entre la direction et le syndicat se sont poursuivies, au cours du week-end dernier, mais elles n'ont pas permis de parvenir à une entente.

La question salariale et l'embauche de 300 nouveaux professeurs sont les principaux points en litige. Daniel Hébert confirme qu'une nouvelle offre a été présentée, mais il refuse d'en préciser la teneur.

Dans les corridors de l'Université, hier, bien des étudiants avaient la mine longue. « Ça commence à être long, dit Valérie Carrière. Il est temps que tout le monde commence à négocier pour vrai. »

Vanessa Rognon, 26 ans, abonde dans le même sens. La semaine dernière, des grévistes ont fait irruption dans l'un de ses cours, forçant la levée de celui-ci.

« C'est tout à leur avantage que ça continue, dit-elle. Ça contribue à mettre de la pression. Mais j'ai hâte que ça se règle... » ✓ La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a laissé entendre qu'elle pourrait recourir à une loi spéciale si la grève se prolonge. ✓ Les étudiants en sciences humaines sont en grève jusqu'au 24 avril. Ceux qui étudient en enseignement et en arts se prononceront aujourd'hui.

MÉTRO : 1ère page - La grève des professeurs de l'UQAM se poursuivra jusqu'au 24 avril – Mercredi 15 avril 2009

MONTRÉAL - La grève des professeurs de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) se poursuivra jusqu'au 24 avril prochain et le Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal dépose deux plaintes pour négociation de mauvaise foi.

La décision de poursuivre la grève a été prise par 90 pour cent des 690 membres du syndicat des enseignants qui s'étaient déplacés pour participer à l'assemblée générale et voter, mardi après-midi. La convention collective des professeurs est échue depuis le 31 mars 2007. Celle des maîtres de langue a pris fin le 31 mai 2008.

Le syndicat a revu à la baisse ses principales revendications. Alors qu'il réclamait au départ la création de 300 postes d'enseignants et des

conditions salariales comparables à celles offertes dans les autres universités canadiennes, il demande maintenant la création de 50 postes de professeurs par année pour la durée de la convention. L'université propose toujours 25 postes, au total.

La grève a été amorcée le 9 mars dernier.

La semaine dernière, le premier ministre Jean Charest n'a pas écarté l'hypothèse d'une loi spéciale pour régler le conflit. Il avait cependant déclaré vouloir laisser une chance aux négociations.

Toutefois, la présidente du syndicat, Michèle Nevert, rappelle que la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, doit faire en sorte que l'université fonctionne correctement, et pour ça, Mme

Nevert soutient que la ministre doit faire tout ce qui est nécessaire pour permettre l'embauche de professeurs.

Le syndicat souhaite poursuivre les négociations dans les plus brefs délais.

Par ailleurs, le syndicat a déposé mardi après-midi deux plaintes pour négociation de mauvaise foi auprès de la Commission des relations du travail. Selon le syndicat, la direction de l'université refuse de déposer des offres complètes depuis près de deux ans, soit pratiquement depuis la fin de la convention collective de travail.

Le dernier conflit de travail entre l'UQAM et son corps professoral remonte à 1976.

La Presse Canadienne

24 HEURES : La grève des professeurs de l'UQAM se poursuivra jusqu'au 24 avril – Mercredi 15 avril 2009

La grève des professeurs de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) se poursuivra jusqu'au 24 avril prochain.

La décision de poursuivre la grève a été prise par 90 pour cent des 690 membres du syndicat des enseignants qui s'étaient déplacés pour participer à l'assemblée générale et voter, mardi après-midi. La convention collective des professeurs est échue depuis le 31 mars 2007. Celle des maîtres de langue a pris fin le 31 mai 2008.

Le Syndicat a revu à la baisse ses principales revendications. Alors qu'il réclamait au départ la création de 300 postes d'enseignants et des conditions salariales comparables à celles offertes

dans les autres universités canadiennes, il demande maintenant la création de 50 postes de professeurs par année pour la durée de la convention. L'université propose toujours 25 postes, au total.

La grève a été amorcée le 9 mars dernier.

La semaine dernière, le premier ministre Jean Charest n'a pas écarté l'hypothèse d'une loi spéciale pour régler le conflit. Il avait cependant déclaré vouloir laisser une chance aux négociations.

Toutefois, la présidente du syndicat, Michèle Nevert, rappelle que la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, doit faire en sorte que l'université

fonctionne correctement, et pour ça, Mme Nevert soutient que la ministre doit faire tout ce qui est nécessaire pour permettre l'embauche de professeurs.

Les négociations se sont poursuivies toute la fin de semaine dernière. Le syndicat souhaite reprendre les négociations dans les plus brefs délais.

Le dernier conflit de travail entre l'UQAM et son corps professoral remonte à 1976.

La Presse Canadienne

RUEFRONTENAC.COM : Les profs de l'UQAM prolongent encore leur grève - Mise à jour le Mardi, 14 avril 2009 18:12

Écrit par Michel Larose

C'est dans une proportion de 90% que 621 professeurs de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) ont voté en faveur de la poursuite de leur grève. «Que la ministre de l'Éducation prenne ses

responsabilités et qu'elle dépose une proposition écrite», a lancé Michel Laporte, 3^e vice-président du syndicat des professeurs, le SPUQ.

Ainsi, 690 des 800 membres du syndicat des professeurs se sont prononcés mardi après-midi

en assemblée générale pour la poursuite de la grève jusqu'au 24 avril. À cette date, les professeurs auront effectué 35 jours de piquetage. Ils en sont présentement à leur sixième semaine.



La plus récente ronde de négociations entre le syndicat et la direction de l'UQAM, qui a eu lieu la fin de semaine dernière, s'est soldée par un échec, lundi soir. Le syndicat et la partie patronale ne sont pas parvenus à s'entendre sur l'un des principaux enjeux du litige, le nombre de professeurs. **300 postes** Leur convention collective est échue depuis le 31 mars 2007. Le syndicat revendique la création de 300 postes d'enseignants et des conditions salariales comparables à celles offertes dans les autres universités canadiennes.

Durant les discussions, l'Université a avancé la possibilité de créer une quarantaine de postes et suggéré un alignement salarial semblable à celui des professeurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières. Jeudi dernier, la ministre de l'Éducation du Québec, Michelle Courchesne, a donné 10 jours au syndicat des professeurs de l'UQAM et à la direction de l'établissement pour mettre un terme au conflit de travail. Mme Courchesne n'a pas évoqué directement une loi spéciale, mais a déclaré que le gouvernement devrait prendre ses responsabilités dans ce dossier. «On imagine mal un gouvernement qui

bâillonner ses intellectuels», a rétorqué Michèle Nevert, présidente du SPUQ. **Trimestre prolongé** «La responsabilité du gouvernement est de faire en sorte que les universités fonctionnent de façon adéquate, non dans un cadre de sous-financement ni avec une lacune en nombre de professeurs», a-t-elle ajouté en entrevue au RueFrontenac.com. Rappelons que l'administration de l'UQAM a annoncé la semaine dernière que le trimestre d'hiver sera exceptionnellement prolongé. La direction de l'UQAM n'avait pas réagi à ce vote de grève au moment de mettre en ligne.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : Les professeurs poursuivent la grève - Mise à jour le mardi 14 avril 2009 à 15 h 06

Les professeurs de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) ont voté, dans une proportion de 90 %, en faveur de la poursuite de leur grève, qui entre dans sa sixième semaine. Quelque 700 des 1000 membres du syndicat des professeurs de l'UQAM se sont prononcés pour la poursuite de la grève jusqu'au 24 avril, lors de l'assemblée générale de mardi. Les syndiqués ont ainsi ajouté 10 jours de grève aux 25 qu'ils ont déjà effectués. La plus récente ronde de négociations entre le syndicat et la direction de l'UQAM, qui a eu lieu la fin de semaine dernière, s'est soldée par un échec, lundi soir. Le syndicat et la partie patronale ne sont pas parvenus à s'entendre sur l'un des principaux enjeux du litige: le nombre de professeurs.

L'administration de l'UQAM a annoncé la semaine dernière que le trimestre d'hiver sera exceptionnellement prolongé. Jeudi dernier, la ministre de l'Éducation du Québec, Michelle Courchesne, a donné 10 jours au syndicat des professeurs de l'UQAM et à la direction de l'établissement pour mettre un terme au conflit de travail qui dure depuis cinq semaines. Mme Courchesne n'a pas évoqué directement une loi spéciale, mais a déclaré que le gouvernement devrait prendre ses responsabilités dans ce dossier. **Les racines du conflit** L'UQAM n'a pas déposé de nouvelles offres depuis le rejet, dans une proportion de 90 %, de sa dernière proposition. L'Université offrait une augmentation de salaire de 4 % à la signature et

la création de 25 postes de professeurs dès le mois de juin. De son côté, le syndicat des professeurs réclame l'embauche de 300 nouveaux professeurs au cours des 3 prochaines années et une augmentation de salaire de 11 %. La convention collective des professeurs est échue depuis le 31 mai 2007, tandis que celle des maîtres de langue est échue depuis le 31 mai 2008. [audio-vidéo](#)

- [La grève à l'UQAM est loin d'être terminée, explique Jacques Bissonnet](#)
- [Colette Mersy rapporte les réactions des professeurs](#)
- [La tribune de Maisonneuve en direct: Doit-on modifier le mode de financement de l'UQAM pour davantage tenir compte de ses particularités?](#)

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : Vers la poursuite de la grève - Mise à jour le mardi 14 avril 2009 à 8 h 00

Tout indique que le conflit à l'UQAM devrait se poursuivre. Selon *La Presse*, le syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) devrait lancer un appel, lors de l'assemblée générale de mardi, à la poursuite de la grève jusqu'au 24 avril. Les syndiqués doivent se prononcer sur une résolution en faveur de l'ajout de dix jours de grève aux 25 autres qu'ils ont déjà effectués.

La plus récente ronde de négociations, qui a eu lieu toute la fin de semaine, s'est soldée par un échec, lundi soir. Le syndicat et la partie patronale ne sont pas parvenus à s'entendre sur l'un des principaux enjeux du litige: le nombre de professeurs. L'administration de l'UQAM a annoncé la semaine dernière que le semestre d'hiver sera exceptionnellement prolongé.

Jeudi dernier, la ministre de l'Éducation du Québec, Michelle Courchesne, a [donné 10 jours](#) au syndicat des professeurs de l'UQAM et à la direction de l'établissement pour mettre un terme au conflit de travail qui dure depuis cinq semaines. Mme Courchesne n'a pas évoqué directement une loi spéciale, mais a déclaré que le gouvernement devrait prendre ses responsabilités dans ce dossier.

LA PRESSE : UQAM: le syndicat des professeurs prône la poursuite de la grève - Mardi 14 avril 2009

Violaine Ballivy, La Presse
Tout est en place pour que la grève se prolonge d'une semaine à l'UQAM. L'appel de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, pour une résolution rapide du conflit n'a pas donné les résultats escomptés. Le syndicat des 980 professeurs demandera ce matin à ses membres de poursuivre la grève jusqu'au 24 avril, a appris La Presse. La dernière ronde de négociations qui a eu lieu tout le week-end s'est soldée par un échec, hier soir. Le syndicat et la partie patronale ne sont pas parvenus à s'entendre sur l'un des principaux enjeux du litige: le nombre de professeurs. Le syndicat exige la création de 300 postes d'ici trois ans afin de réduire le ratio étudiants-maîtres de l'UQAM. Dans sa dernière proposition de règle-

ment temporaire, l'UQAM avait plutôt évoqué l'embauche de 25 professeurs dès cette année. Les positions des parties se seraient rapprochées, mais pas réconciliées. Dans ces conditions, les professeurs de l'UQAM ne pourront pas se prononcer sur de nouvelles offres de convention collective ce matin. En assemblée générale, ils seront plutôt appelés à voter une résolution en faveur de l'ajout de 10 jours de grève, du 15 au 24 avril, aux 25 autres qu'ils ont déjà effectués, «si aucun règlement ou avancée significative ne survient dans le cadre de la négociation des conventions collectives». Les mandats de grève des trois dernières semaines ont tous été appuyés par des majorités de plus de 80%.

Cette sixième semaine de grève ne sera pas sans effet pour les étudiants, a prévenu hier le porte-parole de l'UQAM, Daniel Hébert. «La commission des études se réunira d'urgence à la fin du conflit pour déterminer les modalités de récupération des cours manqués.» L'administration de l'UQAM a déjà annoncé la semaine dernière que le semestre d'hiver sera exceptionnellement prolongé. Sans évoquer clairement le recours à la loi spéciale, Michelle Courchesne avait pourtant pressé les deux parties de s'entendre rapidement, avant le retour de l'Assemblée nationale prévu le 21 avril. «Le gouvernement a la responsabilité de faire en sorte que les étudiants terminent leur session, de plus en plus menacée à chaque jour qui passe», a-t-elle déclaré jeudi dernier.

LA PRESSE : Opinion : UQAM: des préjugés non mérités, par Stéphane Pallage, Directeur du Département des sciences économiques à l'UQAM - Mardi 14 avril 2009

Monsieur le premier ministre; Madame la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, En 1995, jeune étudiant belge aux États-Unis, je terminais un PhD à l'Université Carnegie Mellon sous la direction de Finn Kydland, Prix Nobel 2004 de science économique. J'ai eu de nombreuses

offres d'emploi, en Europe, aux États-Unis, au Canada. J'ai choisi l'UQAM. Je l'ai fait parce que la réputation du département des sciences économiques y était excellente. Mon directeur de thèse était impressionné par la qualité de la recherche dans cette université. Depuis lors, je vois à chacun de mes voyages à quel point

l'UQAM est reconnue à l'étranger et dans le reste du Canada. Je constate toutefois qu'il n'en est pas de même au Québec, où l'UQAM souffre d'un nombre important de préjugés que je ne m'explique pas. Il est important que ces préjugés soient balayés. L'UQAM est de la trempe des très grandes univer-



sités. Pour la dernière année où des statistiques sont disponibles, soit 2007-2008, l'UQAM a terminé cinquième au Canada en terme du volume des subventions de recherche du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (le CRSH). Selon un classement récent, l'UQAM est première au Québec et sixième au Canada parmi les grandes universités à vocation générale, avec un montant annuel de subventions de recherche de 66 millions. L'UQAM dans son ensemble est donc incontestablement excellente. Pour certains départements, les classements sont encore meilleurs.

Pour attester de la formation des étudiants, je puis vous dire que les étudiants de doctorat et de maîtrise de l'UQAM en 2008-2009 ont terminé en deuxième position au Québec dans le concours de bourses du CRSH.

Pour ne citer qu'un exemple de l'excellence, au département des sciences économiques, un de nos finissants au doctorat, Nicolas Petrosky-Nadeau, vient d'accepter une offre d'emploi de l'Université Carnegie-Mellon, l'une des meilleures universités du monde, où l'ont précédé pas moins

de cinq Prix Nobel dans la seule discipline économique. Aucun autre département de science économique au Québec n'a atteint un tel succès au cours des 30 dernières années.

Je me permets de vous écrire tout cela parce qu'une institution universitaire n'a de qualité que par la qualité de ses ressources humaines. Or, l'équilibre ici est fragile. Le rapport Aon l'a confirmé, les salaires des professeurs à l'UQAM sont au moins de 10% inférieurs à ceux offerts dans les autres universités du Québec. Avec l'Université McGill, la différence tend davantage vers les 15%. Il est clair que sans un rattrapage salarial, la qualité du corps professoral de l'UQAM va se dégrader. L'enjeu du rattrapage salarial est l'avenir même de l'institution. Les salaires que nous offrons aux professeurs ne sont simplement pas compétitifs. À terme, cela signifie des difficultés d'embauche et une vague de départs. S'il est extrêmement difficile de construire une institution de recherche, il est très facile de la détruire.

Les revendications salariales du syndicat des professeurs de l'UQAM sont très raisonnables. Au-delà des salaires, le syndicat demande également

un accroissement significatif du nombre de professeurs. L'UQAM a présentement l'un des pires ratios professeurs-étudiants au Québec. L'investissement dans ces nouvelles ressources professorales est aussi très important pour la poursuite du développement de l'UQAM.

Nous le savons tous, l'UQAM n'a pas les moyens financiers de répondre aux demandes syndicales, pourtant parfaitement légitimes et raisonnables. Je ne vous apprendrai pas que l'UQAM souffre d'un certain sous-financement. L'enveloppe discrétionnaire du ministère de l'Éducation, octroyée sur une base historique, n'a jamais favorisé l'UQAM, pour des raisons qui m'échappent. C'est évidemment ici que se trouve la seule clef à cette impasse.

Je me permets de vous demander une correction de l'enveloppe discrétionnaire attribuée à l'UQAM qui nous permette de sortir de cette crise et d'assurer la pérennité de cette grande université. Le passé m'a montré que vous n'avez jamais manqué du courage nécessaire pour de telles décisions.

RUEFRONTENACE.COM : UQAM: la loi spéciale n'est plus loin, avertit Courchesne - Mise à jour le Samedi, 11 avril 2009 10:51

Écrit par Yves Chartrand
 QUÉBEC – Sous un épais manteau de mots d'encouragement où elle a réaffirmé l'importance qu'elle accorde à l'avenir de l'Université du Québec à Montréal, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, n'en a pas moins averti jeudi que son gouvernement ne tolérera pas encore très longtemps le conflit qui paralyse l'institution depuis trois semaines.

La bonne nouvelle pour les enseignants en grève, c'est que nos élus à Québec sont partis jeudi pour une douzaine de jours de congé, comme c'est le cas chaque année pour Pâques. Mais au retour, le mardi 21 avril, le gouvernement libéral pourrait passer aux choses sérieuses et adopter une loi spéciale pour le retour au travail.

«Chaque jour qui passe fait en sorte que la session devient de plus en plus menacée», a répété la ministre en point de presse, disant avoir

«beaucoup de préoccupations pour les 40 000 étudiants» privés de cours. Elle a refusé de parler d'un ultimatum, mais Michelle Courchesne n'en a pas moins déclaré qu'un règlement du conflit ne pourra attendre encore des semaines.

«À notre retour, le 23 avril (N.D.L.R.: en fait, le 21)...», a commencé par dire la ministre de l'Éducation, sans finir sa phrase.

«Nous voulons régler le conflit de façon négociée, c'est un appel à la négociation sur les conditions de travail que je fais aujourd'hui (jeudi)», a-t-elle ajouté.

La mission spécifique de l'UQAM

Michelle Courchesne a indiqué en guise d'introduction qu'elle comprenait fort bien «les vives inquiétudes» des professeurs sur l'avenir de l'UQAM qui sont exprimées à la table des négociations. Elle a ajouté que son gouvernement reconnaissait «la mission spécifique» de l'institution,

celle de l'accessibilité à la population, et la démocratisation de l'enseignement universitaire.

«Il y a beaucoup de débats faits par le syndicat pour s'assurer de cet avenir-là (...) et la capacité de l'université d'assurer un financement adéquat, a souligné la ministre. Je suis sensible à ces préoccupations, mais elles ne peuvent pas se régler à l'intérieur d'un conflit de travail. Aussitôt que nous aurons un règlement, je serai non seulement ouverte, mais aussi disponible et engagée pour aborder ces questions.»

De toute évidence, la ministre tente de convaincre les professeurs de mettre de côté ces aspects du conflit qui empêchent les deux parties d'en venir à une entente. Rappelons que l'UQAM fait face à une situation financière intenable depuis l'aventure de l'îlot Voyageur, ce qui a affecté la qualité de l'enseignement.

LE DEVOIR : Opinion : La grève à l'UQAM - Servitude universitaire, par Ivan Constantineau, Chargé de cours en mathématiques et informatique à l'UQAM - Édition du samedi 11 et du dimanche 12 avril 2009

Annonçant à grands cris que l'embauche de 300 nouveaux professeurs serait synonyme de qualité de l'enseignement, le Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ) a ouvert la porte à la pressante nécessité de certaines mises au point. Ou au poing, c'est selon.

Pour le bénéfice de toute une population qui connaît mal la structure interne des corps enseignants qu'on trouve à l'UQAM, précisons d'emblée qu'environ 60 % des charges de cours qu'offre l'université y sont données, bon an, mal an, par les chargés de cours (CC), entité défendue par le syndicat du même nom, le SCCUQ.

Plusieurs, chez les étudiants comme dans le grand public, pensent que le fait d'être CC à l'université constitue une étape intermédiaire entre la fin des études et l'accès à la profession de professeur. Mais ce n'est pas vrai.

Cette impression vient de ce que la grande majorité des professeurs ont terminé leur doctorat alors que certains chargés de cours, ayant presque tous une maîtrise, parachèvent leurs études doctorales (ou de maîtrise, le cas échéant) en même temps qu'ils enseignent.

On se dit alors, comme si cela allait de soi, qu'il n'y a plus qu'à compléter le Ph.D. pour changer d'accréditation et devenir professeur. Erreur!

Gigantesque erreur!

Société rétrograde et conservatrice

Les 300 postes réclamés aujourd'hui par le SPUQ ne concernent en rien les CC en place. Les efforts d'intégration menés par ces derniers depuis une quinzaine d'années sont balayés ici du revers de la main sans aucune considération. Pis, avec l'équation «qualité de l'enseignement = 300 nouveaux postes», on affirme implicitement, insidieusement, lâchement et malhonnêtement (pour être bref), que l'enseignement actuel (donné six fois sur dix par un CC) y est défaillant.

Il faut comprendre d'abord que la société universitaire est l'une des plus rétrogrades et conservatrices qui soient quant à l'embauche de ses membres (professoraux) permanents. On agit encore avec des prémisses et des principes qui datent probablement du Moyen Âge (les universités datent environ du XIII^e siècle), à une époque où il semble avoir été crucial, pour obtenir un poste, de venir du plus loin possible pour assurer l'«universalité» de la connaissance du temps, ce qui était tout à fait compréhensible au moment où Internet rimait avec pigeons voyageurs. On se limite encore aujourd'hui à un modèle ultra-statique (pourtant ouvert aux népotismes de tout acabit, en particulier le «tinamisme» qui y fait des

ravages), alors que tout autour bouge à vitesse grand V.

C'est du moins ce que l'on prêche à l'UQAM, dans plusieurs départements, quand vient le temps d'embaucher un nouveau professeur. Le CC, ayant le plus souvent complété son doctorat à l'UQAM, n'aura que peu de chances d'y être engagé, même s'il y assure une partie importante de l'enseignement, parfois depuis près de 30 ans. La question se pose tout naturellement: est-ce vraiment le souci d'universalité qui freine l'embauche des CC?

La recherche

On invoquera aussi la recherche, que le CC ne fait pas, tout simplement, par définition. Il serait plus juste de dire que, même s'il poursuit des recherches (à titre personnel !) et à ses frais le plus souvent), ces dernières ne sont pas reconnues par l'université, car alors il accomplirait la même tâche qu'un professeur! M'suivez? En passant, de nombreux professeurs ont arrêté toute production et toute recherche depuis belle lurette. Il y a 15 ans, quand tout allait bien, la moyenne de publication (sans s) à l'UQAM, par professeur, ne dépassait pas un article par année.

Je ne compte plus les fois où je me suis fait demander: «Coudonc, t'as pas fini ton doc, toi?



Comment ça se fait que t'es pas prof?» Chaque fois, il me faut expliquer que les liens entre les deux entités ne sont pas de cet ordre. Au contraire, à ce que j'ai vu jusqu'à maintenant en 20 ans de pratique, devenir chargé de cours est un pas à ne pas franchir si l'on veut être un jour professeur!

Les vraies raisons?

Primo: les économies engendrées par l'adoption administrative d'un corps enseignant secondaire, «cheap labour», assurément moins coûteux et, somme toute, tout aussi fonctionnel.

Secundo: la naissance et le développement d'une structure «apartheid», une stratification étanche du corps enseignant en deux castes résolument distinctes, à l'indienne, qui permet la gestion et la régulation optimale du flux des besoins universitaires en matière d'enseignement en même temps qu'il prodigue à la caste «supérieure» un crachoir systémique dans lequel se déversent régulièrement

ment mépris et mésestime, voire dédain et aversion. On le voit clairement en période de crise.

La «qualité» dont le SPUQ fait mention en embauchant 300 professeurs est synonyme, cela n'a été annoncé nulle part, de l'expulsion d'au moins autant de chargés de cours qui vivent depuis très longtemps de ce système apartheid, sans qu'on ait toutefois démontré leur inefficacité et leur «absence de qualité», justement. Pour donner une idée, il suffira de dire que le lauréat du concours du meilleur enseignant (CC et profs confondus) de la Faculté des sciences en 2008 est un CC... qui fait de la recherche!

Harcèlement moral

On se sert encore une fois du bouc émissaire commode que constitue le chargé de cours, ce robineux universitaire, pour régler des problèmes qui n'ont strictement rien à voir avec la qualité de son enseignement. En fait, la crise met en lumière la véritable fonction du CC: celle de nègre savant,

instrument précaire par excellence du néolibéralisme sauvage des années 80 dont on peut disposer à sa guise.

En juin 2008, Marie-France Hirigoyen, psychiatre, a donné une conférence à l'École des sciences de la gestion (affiliée à l'UQAM) sur le harcèlement moral, diffusée il y a quelques semaines sur Canal Savoir. Le choc: en écoutant la description du harcelé moral, concept que je ne connaissais pas du tout, je me suis tout à coup senti dévisagé, montré du doigt, décrit presque parfaitement! Bien que Mme Hirigoyen mette ses lecteurs en garde contre ce genre d'abus (la notion est de nature interpersonnelle), j'invite tout un chacun à la connaissance de ses ouvrages. On pourra peut-être comprendre que le lien qui s'est tissé depuis 30 ans entre CC et professeurs à l'UQAM a tout du harcèlement moral systémique, institutionnel.

LE DEVOIR : Opinion : Lettres - Le théorème de Collin, par André Clément, Professeur à l'UQAM Le 9 avril 2009 - Édition du samedi 11 et du dimanche 12 avril 2009

«En supposant qu' Y soit plus grand que X , tout système composé de X éléments ne pourra jamais comprendre autant d'éléments qu'un système comprenant Y éléments.» Voilà l'axiome à partir duquel notre collègue Olivier Collin, du département de mathématiques, a sans doute développé sa réflexion sur le conflit actuel à l'UQAM.

À partir de ce postulat, appelé aussi «Théorème du petit pain», il faudrait donc se faire à l'idée que si les professeurs de l'UQAM ont toujours gagné moins d'argent que ceux des autres universités, il n'y a aucune raison de croire ou d'espérer qu'il

n'en soit plus ainsi un jour. On peut évidemment appliquer cette loi à l'histoire du Québec tout entier. Ainsi, le Québec a toujours été à la traîne du reste de l'Amérique du Nord sur le plan économique, et il serait futile de vouloir faire en sorte que sa position s'améliore...

Ce qui est catastrophique dans la situation actuelle à l'UQAM, M. Collin, ce n'est pas cette grève, mais bien l'incurie du gouvernement libéral, dont le supposé nouveau ministre des Finances vient d'annoncer qu'il sera prêt à allonger le fric pour «aider» les futurs acquéreurs du club de hockey

Canadien de Montréal, ces pauvres millionnaires, à coup d'un modeste prêt de quelques millions de dollars des contribuables, alors que ce même gouvernement ne cesse de dire qu'il n'a aucun argent neuf à investir en éducation supérieure. Voilà bel et bien la catastrophe, si ce n'est le scandale!

Ce qui me semble surtout catastrophique, c'est qu'un de nos collègues vienne ainsi tenter de torpiller, à coups de logique mathématique, les efforts des professeurs visant à l'amélioration de la situation financière de l'UQAM.

LE DEVOIR : Grève à l'UQAM - Courchesne évoque la loi spéciale en disant vouloir éviter d'y recourir - Édition du vendredi 10 avril 2009

Marco Bélair-Cirino

C'est au son des tambours et des trompettes des professeurs en grève que la communauté de l'UQAM a commémoré le 40e anniversaire de la création de l'UQAM, le 9 avril 1969, hier, au centre-ville de Montréal. À Québec, la ministre Courchesne a appelé à une résolution rapide du conflit de travail.

Michelle Courchesne a pressé le syndicat des professeurs de l'UQAM et la direction de l'université de ficeler une entente et de mettre un terme au conflit de travail qui dure depuis cinq semaines, sans quoi le gouvernement du Québec n'hésitera pas à prendre ses «responsabilités».

«Nous souhaitons ardemment avoir une résolution de conflit qui soit négociée. Par contre, nous avons tous la responsabilité de nous assurer que les étudiants terminent correctement et sereinement leur session», a indiqué hier la ministre de l'Éducation, se refusant de parler nommément de l'adoption d'une loi spéciale qui forcerait le retour au travail des professeurs après la reprise des travaux de l'Assemblée nationale, le 21 avril prochain. «On veut l'éviter», a-t-elle lancé.

«Chaque jour qui passe fait en sorte que la session devient de plus en plus menacée. Nous ne siégeons pas la semaine prochaine, mais c'est évident que si on ne se retrouve pas dans une négociation qui met fin au conflit, je répète que notre responsabilité sera de nous assurer que la session ne sera pas perdue», a affirmé Michelle Courchesne.

«L'UQAM n'a pas fait de demande au gouvernement pour qu'il y ait une loi spéciale. C'est le gouvernement qui décidera», a indiqué le porte-parole de l'UQAM, Daniel Hébert.

Plus de 90 % des 734 professeurs présents à l'assemblée syndicale, lundi dernier, avaient choisi de prolonger leur grève jusqu'à mardi. Le syndicat réclame l'embauche de 300 enseignants et une augmentation salariale de 11,6 % sur trois ans. Dans sa dernière offre, l'université proposait une augmentation des salaires de 4 % et la création de 25 postes d'enseignants d'ici juin.

«On ne comprendrait pas que le gouvernement cherche à régler ce conflit par une décision qui consisterait à bâillonner les 700 intellectuels qui essaient depuis quatre, cinq semaines de défendre à tout prix l'avenir de leur institution», a affirmé la présidente du Syndicat des professeurs, Michèle Nevert.

À l'appel des syndicats des professeurs, chargés de cours, étudiants-employés et des associations étudiantes, des centaines de personnes ont souligné le 40e anniversaire de fondation de l'UQAM hier. Ils ont réaffirmé la mission de l'université. Des personnalités publiques et politiques, notamment Françoise David et Thomas Mulcair, ont pris position en faveur d'une université libre, publique et accessible.

«Ce projet, il faut qu'il dure. Ce qui est catastrophique, ce n'est pas qu'il y ait une grève, c'est que le ministère de l'Éducation traite l'UQAM d'une manière paternaliste et tatillonne. C'est ça qui est catastrophique», a dit le pionnier des

sciences sociales au Québec, qui a notamment participé à la commission Parent et a présidé le comité d'étude qui a recommandé la création de l'Université du Québec, Guy Rocher, avant d'être chaudement applaudi.

La ministre de l'Éducation se dit sensible aux préoccupations liées aux questions de financement, de vocation et de gestion de l'université, mais prie les professeurs de remettre la discussion sur ces enjeux après le règlement du conflit. «Aussitôt que nous aurons un règlement du conflit, je serai non seulement ouverte, mais disponible et engagée pour aborder avec les professeurs ces questions-là», a-t-elle affirmé.

N'ayant pas le cœur à la fête, la direction de l'UQAM a reporté l'essentiel des célébrations du 40e à la rentrée de septembre. «Il y avait un programme d'activités qui était prévu et qui devait s'amorcer [hier]. Nous avons pris la décision de surseoir nos activités. Dans un climat d'incertitude, nous ne souhaitons pas continuer à mettre de l'énergie, des efforts, dans la perspective que les activités soient annulées ou boycottées», a affirmé Daniel Hébert.

Le recteur de l'UQAM, Claude Corbo, a quant à lui été victime d'un canular hier. Une publicité publiée dans les petites annonces du quotidien gratuit Métro, sous la rubrique «immobilier à vendre», le montrait dépeint en agent immobilier et surplombant un pavillon de l'université. «Claude» de «Claudelofts & ass.» faisait la promotion de lofts situés dans le Quartier latin.

MÉTRO.COM : Courrier des lecteurs : Lettre à la ministre Courchesne, par les doyens et doyennes de sept facultés de l'UQAM - Vendredi 10 avril 2009 00:00

Lettre à la ministre Michelle Courchesne,

Nous vous écrivons, à titre de doyennes et de doyens des sept facultés de l'UQAM, afin de vous

faire part de notre inquiétude face à l'enlèvement du conflit de travail qui paralyse notre institution.

En autant que nous puissions en juger par les informations que nous recevons, il semblerait qu'un des éléments faisant obstacle à une avancée significative dans la négociation soit la question de la tâche professorale. Plus précisément, malgré les nombreuses études documentant la situation de l'UQAM, incluant la tâche professorale, il semblerait que le MELS continue d'insister afin que soit mis sur pied un comité ayant pour mandat d'analyser la tâche des professeures et des professeurs de l'UQAM.

À titre d'acteurs et de témoins de première ligne, nous pouvons vous assurer que les professeurs de notre université travaillent tout autant que leurs collègues des autres universités. Notre position de doyenne et de doyen nous permet d'avoir un regard privilégié sur l'ensemble de la tâche du corps professoral et d'attester de son immense contribution à la formation des étudiantes et étudiants, au développement de la recherche et de la création ainsi qu'au soutien aux collectivités. Ce que nous voulons souligner plus particulièrement, c'est qu'un dégrèvement d'enseignement accordé à un professeur ne signifie pas pour autant qu'il ou elle travaille moins. La raison en est fort simple : quand cette personne donne un cours, elle est engagée dans une activité qui, au départ, comporte un nombre d'heures normé,

activité qui, en bout de piste, dépasse d'ailleurs souvent ladite norme. Quand cette même personne est libérée d'enseignement pour faire de la recherche, de la gestion académique (assurée à l'UQAM par des professeurs et non par des cadres, comme c'est le cas ailleurs) ou pour apporter son expertise à un projet en partenariat, le plus souvent, elle ne sait pas vraiment ce que cela représentera au bout du compte, mais elle sait surtout qu'elle ne comptera pas ses heures...

Vouloir poursuivre l'analyse de la tâche professorale en cherchant des problèmes que cacheraient certaines statistiques est un exercice abstrait, réducteur et inutile socialement. Dans notre vie quotidienne de doyenne et de doyen, nous travaillons avec des gens qui ont un visage, une vie, une carrière et dont nous pouvons apprécier la remarquable contribution au développement de l'université et de la société. Quand on met sur la place publique la question de la tâche des professeurs de l'UQAM en laissant planer un doute sur leur «productivité», cela est nécessairement blessant. Nous voulons, tout simplement, le rappeler et situer cet enjeu dans un cadre moins aride que celui des relations du travail. Nos collègues comprennent parfaitement qu'il y a des choses qui doivent être négociées; ils comprennent très bien que la situation de l'UQAM est

particulière. Mais ils voient aussi que toutes les études exigées de l'UQAM démontrent que nous faisons bien notre travail, que la qualité de nos étudiants est remarquable et que notre contribution au développement de la société montréalaise, québécoise, canadienne et internationale est significative à plusieurs égards.

Faire de l'examen de la tâche professorale une condition de poursuite des négociations nous semble donc contre-productif et contraire au bien public, dès lors que tous les chiffres sont déjà connus.

En conclusion, nous sollicitons votre appui afin qu'un règlement négocié intervienne et que soit préservée l'intégrité d'une institution qui profite de l'engagement et de l'attachement de ses professeurs et qui contribue par là au développement de notre société.

Enrico Carontini, Faculté de communication, René Côté, Faculté de science politique et de droit, Ginette Legault, École des sciences de la gestion, Yves Mauffette, Faculté des sciences, Louise Poissant, Faculté des arts, Anne Rochette, Faculté des sciences humaines, Marc Turgeon, Faculté des sciences de l'éducation

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Le recteur ridiculisé dans une fausse publicité : Une mauvaise blague montrant Claude Corbo en agent immobilier pourrait valoir des poursuites – Vendredi 10 avril 2009



✓ La fausse publicité publiée hier dans le journal Métro.

La direction de l'UQAM n'a pas trouvé drôle de voir son recteur présenté comme un agent immobilier vendant des condos, dans une fausse publicité publiée hier dans le journal gratuit Métro.

Semer le trouble
Libelle

La publicité en question, publiée dans les petites annonces du quotidien, montre une photo du recteur de l'UQAM, Claude Corbo, devant une image de l'immeuble de l'Ilot-Voyageur. « Lofts, Quartier Latin, Berri-UQAM, service ménager, gym, piscine : 125 000 \$ », peut-on lire sur la publicité avec le numéro de téléphone du bureau du recteur.

La plaisanterie a passé comme une lettre à la poste au département des petites annonces du journal Métro. « Nous avons immédiatement fait des représentations auprès du journal pour faire cesser cette publication et obtenir un rectificatif », a expliqué le directeur des communications de l'UQAM, Daniel Hébert.

L'UQAM tente encore de savoir qui est derrière cette fausse publicité. L'UQAM vit un conflit de travail avec ses professeurs, qui ont déclenché une grève le 9 mars dernier. Le syndicat des professeurs, le SPUQ, n'a pas retourné les appels du Journal.

Le syndicat des profs réclame l'embauche de plus de 300 professeurs et des augmentations de salaire.

Selon M. Hébert, il est possible que ce geste soit une tentative de perturber le fonctionnement de l'UQAM. « Le numéro qui est donné est celui du bureau du recteur. Si plusieurs personnes appellent, ça perturbe le fonctionnement, c'est sûr », dit-il.

C'est la première fois que les dirigeants de l'UQAM se font cibler personnellement dans des « plaisanteries » de la sorte depuis le début du conflit. « Nous avons vu des affiches placées dans des lieux publics à l'UQAM, invitant les gens à appeler le recteur pour manifester un désaccord. Mais là, on parle carrément de fausse publicité et de fausse représentation. C'est différent », souligne le directeur des communications.

L'institution n'écarte pas la possibilité de lancer éventuellement des poursuites devant les tribunaux. « Nous sommes en train de vérifier tout ça avec nos services juridiques. C'est pratiquement du libelle. On donne un rôle douteux au premier dirigeant de notre université. C'est inacceptable », a continué M. Hébert.

LE DEVOIR : Opinion : UQAM: une grève catastrophique, par Olivier Collin, Professeur au département de mathématiques de l'UQAM - Édition du jeudi 09 avril 2009

Le conflit qui oppose depuis plusieurs semaines le Syndicat des professeur(e)s de l'UQAM à l'administration suscite chez certains collègues, certes minoritaires, une série de variations sur le thème de l'ennui, selon ses sens les plus divers (Ennuï: n. m. XIIe siècle 1. Peine très vive, tourment de l'âme, désespoir. 2. Langueur, lassitude d'esprit causée par le désœuvrement ou par une occupation dépourvue d'intérêt. 3. Contrariété, souci). Ce texte, écrit à la sortie d'une autre assemblée générale où les problèmes ne furent encore une fois pas débattus de façon sérieuse -- on préfère très nettement les pep-up talks et les rugisse-

ments de trompettes -- se veut un appel à une solution raisonnable et rapide du conflit.

Des profs nécessaires

Plutôt que de laisser le lecteur dans l'incertitude quant à mes allégeances, le plus simple est de résumer ici ma position. Je crois que l'embauche de 300 professeurs demandée par le SPUQ est nécessaire pour permettre à l'UQAM de poursuivre son développement en tant qu'établissement où la recherche joue un rôle central dans la formation des étudiants qui lui font confiance.

Si notre université a longtemps pu mettre de côté les exigences en recherche au profit des activités

d'enseignement et de services aux collectivités, notamment en embauchant des professeurs n'ayant pratiquement pas fait leurs preuves en recherche et en n'encourageant que du bout des lèvres l'excellence en recherche, elle doit aujourd'hui se donner les moyens de réaliser ses ambitions en la matière. Cela passe obligatoirement par le renouvellement d'un corps professoral vieillissant qui est à l'image de la société québécoise dans son ensemble. L'arrivée de 300 jeunes professeurs triés sur le volet me semble une étape cruciale.

Les salaires

Je ne crois pas que l'écart salarial soit un motif valable pour une grève aussi longue que celle que nous imposons en ce moment à nos étudiants. Chaque professeur de l'UQAM a signé son contrat en connaissance de cause: depuis près de 40 ans, le corps professoral uqamien est légèrement sous-payé par rapport à la moyenne québécoise. Personne ne choisit de venir à l'UQAM pour les conditions salariales avantageuses, plusieurs revendiquent même avec fierté la vocation sociale de l'établissement, mais ne semblent pas faire le lien entre cette vocation et un traitement légèrement réduit.

Je suis très ennuyé de voir que des collègues gagnant en moyenne 80 000 \$ par année font perdre leur temps à toute une cohorte d'étudiants pour quelques milliers de dollars supplémentaires à la fin de ces négociations. Je sympathise avec les demandes, mais je trouve que les moyens pris sont bien trop dommageables pour notre établissement pour les appuyer.

Dérive du conflit

Au cours des dernières semaines, j'ai été particulièrement ennuyé par la dérive du conflit vers la sphère politique. Plutôt que d'avoir droit à des négociations intensives et productives avec l'administration, les professeurs se sont peu à peu rendu compte que le réel négociateur en face du SPUQ est le gouvernement libéral de Jean Charest. Cette situation anormale, qui découle peut-être du triste épisode de l'Ilot Voyageur, fait en sorte que la grève qui perdure en est maintenant une contre le gouvernement du Québec.

Dans la plus belle tradition gauchiste chère à certains collègues anciens et plus jeunes, on se braque dans de beaux discours de solidarité, de

maintien de nos acquis face à un gouvernement au néolibéralisme débridé, une position défensive qui ne fait aucune place au sens pratique et à une analyse réaliste du rapport de force entre un petit millier de professeurs et une équipe gouvernementale au pouvoir depuis quelques mandats.

Que de l'utopie

Des professeurs d'université ne peuvent-ils pas comprendre que des questions comme la gouvernance des universités, la définition de la tâche professorale, le sous-financement chronique de l'enseignement universitaire et des activités de recherche et création et d'autres sujets aussi vastes requièrent une mobilisation de toutes les universités québécoises pour avoir un meilleur rapport de force face à des politiciens qui ne semblent pas toujours bien comprendre la réalité universitaire? Penser que la solidarité uqamienne et les sacrifices faits par les professeurs à l'heure actuelle mèneront à des gains significatifs dans cette arène me semble à la fois utopique et un brin suicidaire.

La dérive de ce conflit de travail est bien illustrée par le fait qu'on discute maintenant de la «tâche professorale». La manière avec laquelle on en discute est révélatrice. On y décèle:

- ✓ d'une part, le mépris ministériel suggérant que, dans leur ensemble, les professeurs de l'UQAM ne travaillent pas assez, ce qui l'incite à inclure la question de la tâche dans les négociations;
- ✓ d'autre part, le refus du SPUQ -- qui négocie pour tous! -- de se pencher sur la répartition des tâches parmi les membres du corps professoral.

Cela crée un ennuyant dialogue de sourds!

Équité?

Un professeur qui ne fait pratiquement pas de recherche a essentiellement quatre mois de vacances en été et une année sabbatique après six années d'enseignement complétées, et s'il donne toujours les mêmes cours (qui nécessitent alors très peu de préparation), on ne peut vraiment pas dire que son emploi du temps est surchargé, surtout s'il bénéficie de dégrèvements d'enseignement pour activités administratives... [...]

En 2001, j'ai quitté l'Université de Cambridge, en Angleterre, pour accepter un poste de professeur à l'UQAM. Je ne soupçonnais pas à l'époque toute la lourdeur administrative d'un établissement pourtant reconnu pour sa collégialité, la moindre décision devant être débattue en sous-comités, comités, assemblées, commissions, etc., ce qui rend par le fait même des initiatives personnelles difficilement officialisées en des délais raisonnables.

Si des compressions doivent être faites dans cette université, je suis d'avis que c'est du côté des «services aux collectivités» qu'il faut regarder pour équilibrer les budgets, notamment l'administration des services. Au XXI^e siècle, l'université ne saurait restreindre son engagement envers la recherche et l'enseignement sans perdre de sa crédibilité. Aucune université dans le monde n'est reconnue grâce à ses excellents gestionnaires et administrateurs.

En ce sens, la grève actuelle est catastrophique car elle indique aux futurs étudiants que nous sommes prêts à mettre en péril l'enseignement auquel ils ont droit, et cela touche gravement des groupes de recherche respectés de par le monde.

LE DEVOIR : Opinion : Lettre à la ministre de l'Éducation - Analyser la tâche professorale est «blessant», par Collectif de doyens de l'UQAM, - Édition du jeudi 09 avril 2009

Nous vous écrivons, à titre de doyennes et doyens des sept facultés de l'UQAM, afin de vous faire part de notre inquiétude par rapport à l'enlèvement du conflit de travail qui paralyse actuellement notre institution.

En autant que nous puissions en juger par les informations que nous recevons, il semblerait qu'un des éléments faisant obstacle à une avancée significative dans la présente négociation collective soit la question de la tâche professorale. Plus précisément, malgré les nombreuses études documentant la situation de l'UQAM, incluant la tâche professorale, il semblerait que le MELS continue d'insister afin que soit mis sur pied un comité ayant pour mandat d'analyser la tâche des professeurs et des professeurs de l'UQAM.

À titre d'acteurs et de témoins de première ligne, nous pouvons pourtant vous assurer que les professeurs de notre université travaillent tout autant que leurs collègues des autres universités. Notre position de doyenne et de doyen nous permet d'avoir un regard privilégié sur l'ensemble de la tâche du corps professoral et d'attester de son immense contribution à la formation des étudiantes et étudiants, au développement de la recherche et de la création ainsi qu'au soutien aux collectivités.

Engagement

Ce que nous voulons souligner plus particulièrement, c'est qu'un dégrèvement d'enseignement

accordé à un professeur ne signifie pas pour autant qu'il travaille moins. La raison en est fort simple: quand cette personne donne un cours, elle est engagée dans une activité qui, au départ, comporte un nombre d'heures normé, activité qui, en bout de piste, dépasse d'ailleurs souvent ladite norme. Quand cette même personne est libérée d'enseignement pour faire de la recherche, de la gestion académique (assurée à l'UQAM par des professeurs et des professeurs et non par des cadres comme c'est le cas ailleurs) ou apporter son expertise à un projet en partenariat, le plus souvent, elle ne sait pas vraiment ce que cela représentera au bout du compte, mais elle sait surtout qu'elle ne comptera pas ses heures...

Vouloir poursuivre l'analyse de la tâche professorale en cherchant des problèmes que cacheraient certaines statistiques est un exercice abstrait, réducteur et inutile socialement. Dans notre vie quotidienne de doyens, nous travaillons avec des gens qui ont un visage, une vie, une carrière et dont nous pouvons apprécier la remarquable contribution au développement de l'université et de la société.

Productivité

Quand on met sur la place publique la question de la tâche des professeurs et des professeurs de l'UQAM en laissant planer un doute sur leur «productivité», cela est nécessairement blessant. Nous voulons, tout simplement, le rappeler et situer cet

enjeu dans un cadre moins aride que celui des relations du travail. Nos collègues comprennent parfaitement qu'il y a des choses qui doivent être négociées; ils comprennent très bien que la situation de l'UQAM est particulière.

Mais ils voient aussi que toutes les études exigées de l'UQAM démontrent que nous faisons bien notre travail, que la qualité de nos étudiants est remarquable et notre contribution au développement de la société montréalaise, québécoise, canadienne et internationale, significative à plusieurs égards. Faire de l'examen de la tâche professorale une condition de poursuite des négociations nous semble donc contre-productif et contraire au bien public, dès lors que tous les chiffres sont déjà connus.

En conclusion, nous sollicitons votre appui afin qu'un règlement négocié intervienne et que soit préservée l'intégrité d'une institution qui profite de l'engagement et de l'attachement de ses professeurs et qui contribue par là au développement de notre société.

Ont signé cette lettre, les doyens et doyennes suivants: Enrico Carontini, faculté de communication; René Côté, faculté de science politique et de droit; Ginette Legault, École des sciences de la gestion; Yves Mauffette, faculté des sciences; Louise Poissant, faculté des arts; Anne Rochette, faculté des sciences humaines; Marc Turgeon, faculté des sciences de l'éducation

CYBERPESSÉ : Grève à l'UQAM: Courchesne met de la pression - Publié le 09 avril 2009 à 15h54 | Mis à jour le 09 avril 2009 à 19h06

Demis Lessard, La Presse

(Québec) Elle se refuse à parler de loi spéciale, mais il serait bon que la grève des professeurs de l'UQAM se règle rapidement, avant le retour de l'Assemblée nationale le 21 avril, a prévenu jeudi la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne.

«Le gouvernement a la responsabilité de faire en sorte que les étudiants terminent leur session, de plus en plus menacée à chaque jour qui passe. Cela ne peut pas durer quelques semaines», a-t-elle déclaré. La loi spéciale, «on voudrait l'éviter»,

a-t-elle soutenu à la fin de son bref point de presse jeudi.

Dans un message aux enseignants, en grève depuis le 9 mars, Mme Courchesne s'est «engagée» jeudi à ce qu'ait lieu le débat en profondeur sur la place de cette institution, que réclament les



enseignants. Les orientations, les ratios enseignants-étudiants, ou le nombre des chargés de cours par rapport aux professeurs plus élevé à l'UQAM, la capacité de recherche de l'université, tout pourra être abordé, promet la ministre, mais il importe avant tout de régler le conflit, insiste-t-elle.

«Je veux rassurer les professeurs et tout le personnel. Je suis sensible à ces préoccupations mais ces questions de fonds ne peuvent se régler dans un conflit de travail. Une fois le conflit réglé, je serai disponible, ouverte et engagée pour aborder ces questions avec les professeurs et la direction de l'université», a-t-elle indiqué.

Les deux parties devraient utiliser la prochaine semaine pour s'entendre sur leurs différends monétaires - l'Assemblée nationale ne siège pas la semaine prochaine. «Je demande aux professeurs de plutôt négocier ces conditions de travail», dit-elle.

CYBEPRESSE : Des étudiants interpellent la ministre Courchesne - Publié le 09 avril 2009 à 07h04 | Mis à jour le 09 avril 2009 à 07h06

Catherine Handfield, La Presse

Une cinquantaine d'étudiants ont occupé hier le vestibule de la tour où sont situés les bureaux montréalais du ministère de l'Éducation pour interpellier la ministre Courchesne et l'enjoindre d'«assumer ses responsabilités».

Il était 15h30 quand les étudiants ont fait irruption au 600, rue Fullum, à Montréal. Sifflets en main, le groupe a fait du tapage sous les regards inquiets des gardiens de sécurité.

Le porte-parole du groupe, Christian Valin, s'est adressé à la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, à l'aide d'un porte-voix. Il a énuméré les revendications qui sous-tendent le mouvement de grève à l'UQAM, qui a commencé à l'initiative du syndicat des professeurs, le 9 mars.

«Nous voulons un réinvestissement massif en éducation, l'embauche de 300 professeurs à

l'UQAM, et le maintien d'une gestion collégiale des institutions publiques d'enseignement», a-t-il dit.

«Nos revendications vont plus loin que celles des professeurs. On veut que le conflit se règle une fois pour toutes, que l'UQAM ait enfin un financement adéquat», a ajouté Étienne Guérette, étudiant en sciences humaines.

Le groupe a demandé à voir la ministre Courchesne, mais cette dernière siégeait au Parlement, hier. Après quelques altercations avec des employés, les manifestants ont quitté les lieux. Ils sont retournés à l'UQAM en empruntant la rue Sainte-Catherine en sens inverse, gênant ainsi la circulation.

L'attaché de presse de la ministre Courchesne, Jean-Pascal Bernier, n'a pas voulu commenter l'action entreprise par les étudiants, hier.

Une loi spéciale pour régler le conflit

Mardi, le premier ministre du Québec, Jean Charest, n'a pas écarté l'hypothèse d'imposer une loi spéciale pour régler le conflit de travail à l'UQAM. La ministre Courchesne a déclaré hier que le gouvernement privilégiait une solution négociée. Les deux parties négocient en ce moment, a-t-elle précisé. «Cela dit, il y a 40 000 étudiants qui doivent terminer leur session, il y a des finissants et des finissantes, à différents niveaux, qui doivent pouvoir remplir leurs engagements à la fin de la présente session», a-t-elle ajouté.

La mobilisation étudiante est moins forte qu'elle ne l'était la semaine dernière, alors que plus de 30 000 d'entre eux débrayaient. Les étudiants en gestion, en lettres et en communications sont retournés en classe, contrairement à leurs collègues en arts, en éducation et en sciences humaines qui poursuivent la grève cette semaine.

MÉTRO : Publicité petites annonces : Claudelofts & ass. – Jeudi 09 avril 2009

Jeudi 9 avril 2009 • Métro

32

Petites annonces

514.282.6387 • petitesannonces.com

10 Immobilier À Vendre 10 Immobilier À Vendre 10 Immobilier À Vendre

claudelofts & ass.

Lofts, Quartier Latin, Borne-UQAM, service ménage, sécurité, gym, piscine.

125 000\$

514.987.3080

Demandez Claude

RUEFRONTENAC.COM : Vent de contestation à l'UQAM - Mise à jour le Mercredi, 08 avril 2009 21:18

Écrit par Jean-Philippe Pineault

La direction de l'UQAM a soulevé un vent de contestation jamais vu parmi la communauté de l'institution. Après les professeurs et les étudiants, le syndicat des étudiants employés de l'université envisage lui aussi de déclencher la grève, a appris RueFrontenac.com.

Devant des négociations qui piétinent depuis des mois, le syndicat, qui représente quelque 3000 personnes, pourrait recommander prochainement à ses membres de rejoindre dans la rue les milliers de professeurs et étudiants déjà en grève.

«On va augmenter nos moyens de pression et, s'il le faut, on va envisager la grève», a indiqué en entrevue à RueFrontenac.com Éric Demers, président du Syndicat des étudiants employés de l'UQAM (SETUE).

«Notre convention collective est échu depuis le 31 mai 2008. On a fait des demandes répétées de négocier, et la première rencontre qu'on a eue a seulement été à la fin de janvier. Le comité de négociation de l'employeur nous a dit qu'il n'avait pas le mandat de négocier, que le statu quo était satisfaisant. Pour nous, c'est inacceptable», tonne-t-il.

Cris restés sans réponse

Éric Demers est troublé que l'administration de l'UQAM ne semble pas plus préoccupée par la grogne généralisée qui a envahi les différents acteurs de la communauté de l'université.

«Je suis extrêmement préoccupé que l'administration ne se prononce pas sur la situation. À moins qu'elle ne soit sourde, elle devrait entendre nos cris. C'est difficile d'être plus clairs qu'en ce mo-

ment», lance ce dernier, faisant référence aux milliers de professeurs qui ont choisi de débrayer et les étudiants qui les ont suivis par solidarité.

Rassemblement jeudi

Pour souligner le 40^e anniversaire de la fondation de l'UQAM, l'ensemble des syndicats et associations étudiantes de l'institution se réunira jeudi midi dans l'agora. Au cours de l'événement, les différents groupes rappelleront la mission de l'établissement, notamment son accessibilité et son caractère public et francophone.

Plusieurs personnalités publiques sont attendues, notamment Thomas Mulcair, Françoise David, Bernard Landry et Louise Harel.

LE DEVOIR : Charest n'exclut pas l'adoption d'une loi spéciale pour régler la grève à l'UQAM – Édition du mercredi 08 avril 2009

Clairandrée Cauchy

Le spectre d'une loi spéciale plane sur les négociations à l'Université du Québec à Montréal. Questionné à ce sujet, le premier ministre Jean

Charest n'a pas écarté cette hypothèse, affirmant toutefois vouloir laisser une chance aux négociations. «On veut que les parties puissent régler leurs négociations et on va les encourager à le

faire. On ne veut pas se substituer, on est conscient aussi du fait qu'il y a une session qui doit se compléter», a indiqué le premier ministre hier,



ayant ajouté qu'il suit les négociations de «très très près».

Cela dit, une part importante du règlement repose dans les mains du gouvernement, puisque l'UQAM doit déjà faire des pirouettes budgétaires pour déposer le mois prochain, comme l'a exigé la ministre de l'Éducation, un plan assurant un retour à l'équilibre complet d'ici 2013-2014.

D'ailleurs, selon les informations recueillies par Le Devoir, les négociations avaient été suspendues jeudi dernier non pas en raison d'un désaccord entre le syndicat et la direction de l'UQAM, mais bien parce que l'envoyé spécial du gouvernement n'avait pas les marges de manœuvre financières pour poursuivre les pourparlers. Toujours selon nos sources, le comité des priorités du gouvernement devait discuter du cas de l'UQAM hier.

Aucune rencontre de négociation en présence du négociateur de Québec n'a eu lieu depuis. Lundi, les professeurs ont choisi de poursuivre leur grève, pour une cinquième semaine, ainsi que l'ont exprimé 91 % des 734 professeurs présents à l'assemblée, soit une centaine de plus que la

semaine précédente, alors que la reconduction avait été votée dans une proportion similaire.

«Si le premier ministre dit qu'il laisse les parties négocier, j'en conclus que c'est une bonne nouvelle pour l'UQAM et qu'il a fait ce qu'il fallait pour que les discussions puissent se tenir et avancer. Cela veut dire que de l'argent est débloqué», a réagi Michèle Nevert, la présidente du syndicat.

Notons que l'Assemblée nationale fera relâche la semaine prochaine, pour Pâques, ce qui reporte d'autant la menace de l'adoption d'une loi spéciale, à moins que celle-ci ne soit déposée à la hâte d'ici vendredi.

Le mouvement de grève uqamien continue par ailleurs de prendre de l'ampleur. Hier, les employés de soutien, également en processus de renouvellement de leur convention collective, membres du Syndicat des employés de l'UQAM (SCFP 1294), se sont dotés d'un mandat de grève d'une journée, à déclencher «au moment jugé opportun». «Nos membres se sentent lésés et sont exaspérés.[...] On se rend compte que nos membres ne sont pas reconnus à leur juste valeur

et que nos vis-à-vis n'ont pas de réel mandat de négocier», fait valoir Roland Côté, le président du syndicat.

Les étudiants en éducation ont par ailleurs reconduit par une mince majorité de 51,4 %, hier, leur grève en appui aux professeurs et en faveur d'un meilleur financement de l'UQAM. Les étudiants en art ont eux aussi reconduit leur grève lundi, tandis que les étudiants en langues et communications ont plutôt décidé de retourner en classe, à l'instar des étudiants en gestion. L'Association facultaire des étudiants en sciences humaines poursuit quant à elle sa grève jusqu'au 14 avril.

L'occupation des locaux de l'UQAM par une soixantaine d'étudiants a par ailleurs tourné au vinaigre dans la nuit de lundi à hier, ce qui mené à l'arrestation de 45 d'entre eux, pour méfaits et voies de fait par intrusion. La direction de l'UQAM rapporte des dommages matériels, tels des graffitis sur les murs.

LA PRESSE : Barricades, graffitis et arrestations à l'UQAM – Mercredi 08 avril 2009



Des graffitis ont été peints sur les murs du pavillon Hubert-Aquin de l'UQAM.

Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse
Catherine Handfield, La Presse

Une cinquantaine d'étudiants se sont barricadés pendant cinq heures dans un pavillon de l'UQAM dans la nuit de lundi à hier. Les militants souhaitaient ainsi faire entendre leurs revendications. Ils ont plutôt terminé la nuit au poste de police.

Les étudiants, en majorité de l'UQAM, se sont présentés à 21h30 au deuxième étage du pavillon Hubert-Aquin, situé à l'angle des rues Saint-Denis et Sainte-Catherine. Leur but: occuper les lieux et faire connaître leurs exigences à la direction de l'établissement.

«Nous avons trois revendications: un réinvestissement massif en éducation, l'embauche de 300 professeurs à l'UQAM, et la défense des principes

de gestion collégiale de l'université», a expliqué hier Julien Comeau, le contact média du groupe, qui s'était autoproclamé le «conseil d'occupation». Est-ce un mouvement d'appui aux professeurs, en grève pour une cinquième semaine? «C'est une lutte qui croise celle des professeurs, mais nos revendications vont plus loin», a précisé Adam, 17 ans, élève du Cégep du Vieux Montréal venu appuyer les universitaires.

En entrant à l'UQAM, le groupe a immédiatement attiré l'attention des gardiens de sécurité. «Ils transportaient des chaînes et des bâtons de bois, a indiqué le directeur des communications de l'UQAM, Daniel Hébert. Bref, des objets qui ne ressemblent pas vraiment à du matériel scolaire...»

Le responsable du Service de la prévention et de la sécurité de l'UQAM a donc choisi de fermer le pavillon à 22h30 plutôt qu'à 23h30 en raison de la présence des étudiants. Des pourparlers ont alors commencé.

«À quatre reprises, nous leur avons demandé par voie téléphonique de quitter les lieux, en vain», a indiqué Daniel Hébert, soulignant que le groupe enfreignait les règles de sécurité et d'évacuation de l'établissement.

Les militants s'étaient barricadés dans une section du deuxième étage du pavillon à l'aide de mobilier, des bâtons et des chaînes. Ils avaient également répandu de l'huile près des sorties et écrit

de nombreux graffitis sur les murs, a pu constater La Presse.

Après un avis d'éviction par interphone qui est resté sans écho, le Service de police de la Ville de Montréal a finalement été appelé à intervenir. Vers 2h45, ils ont procédé à l'évacuation du pavillon Hubert-Aquin et à l'arrestation de 45 personnes.

Les étudiants ont été emmenés au poste de police du Centre-Sud, où ils ont passé le reste de la nuit. Ils ont été relâchés graduellement pendant la journée, avec en main une citation à comparaître. Les étudiants seront accusés de voies de fait, méfaits et d'avoir troublé la paix.

Les doyens s'adressent à la ministre

Par ailleurs, les doyens des sept facultés de l'UQAM ont envoyé une lettre hier à la ministre de l'Éducation, Michelle Chourchesne, pour lui faire part de leur inquiétude face à l'enlisement du conflit de travail des professeurs.

Il ont déploré le fait que le ministère voulait mettre sur pied un comité ayant pour mandat d'analyser la tâche des professeurs de l'UQAM.

«Vouloir poursuivre l'analyse de la tâche professorale en cherchant des problèmes que cacheraient certaines statistiques est un exercice abstrait, réducteur et inutile socialement», écrivent-ils.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Grabuge à l'UQAM : Du vandalisme et des arrestations – Mercredi 08 avril 2009



La cinquantaine d'étudiants qui ont été arrêtés à l'UQAM après avoir occupé le deuxième étage d'un pavillon durant une partie de la nuit de lundi à mardi, y ont posé des gestes de vandalisme.

Des photos obtenues par le Journal montrent que les manifestants ont peint des graffitis sur les murs et ont utilisé des pièces de mobilier pour

élever des barricades. De l'huile a été déversée sur le sol.



✓ Les étudiants arrêtés ont été conduits au poste de police en fourgon cellulaire

Ces individus, qui s'identifiaient au « Conseil d'occupation », ne seraient pas tous des étudiants de l'Université.



« Il y avait des éléments extérieurs à l'UQAM, indique le porte-parole de l'institution, Daniel Hébert. Il y avait aussi de nos étudiants, mais ils n'avaient aucun mandat de qui de ce soit. Ils

s'étaient vraiment improvisé un moyen de pression. »
 Les occupants réclamaient notamment la gratuité scolaire.
 Accusations
 Entrés à l'intérieur du pavillon Hubert-Aquin vers 21 h 30, les manifestants y sont demeurés jusqu'à 2 h 45, en pleine nuit, alors que des policiers les ont arrêtés.

Ils ont été libérés sous promesse de comparaître et seront accusés de méfait et de voies de fait par intrus. ✓ La grève des profs de l'UQAM se poursuit.
 PHOTOS LE JOURNAL
 Les étudiants en enseignement ont décidé de les appuyer en débrayant à leur tour durant une deuxième semaine. ✓ Malgré la poursuite du conflit, le gouvernement Charest exclut, pour

l'instant, de recourir à une loi spéciale pour forcer le retour au travail des syndiqués. ✓ Les profs pourraient être bientôt accompagnés par les employés de soutien de l'UQAM sur les piquets de grève. Ceux-ci ont voté pour déclencher un débrayage de 24 heures « au moment jugé opportun.»

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Grève à l'UQAM : Pas de loi spéciale pour l'instant - Mise à jour le mardi 7 avril 2009 à 14 h 41

Le gouvernement de Jean Charest écarte pour le moment la possibilité de recourir à une loi spéciale pour mettre un terme à la grève des professeurs de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Le premier ministre souhaite que les deux parties en viennent à une entente négociée, même s'il reconnaît que la session de nombreux étudiants est mise en danger par la grève des quelque 1000 professeurs de l'UQAM.

On veut que les parties puissent régler leur négociation et on va les encourager à le faire.

On ne veut pas se substituer, on est conscient aussi du fait qu'il y a une session qui doit se compléter. Je pense que les parties en

sont conscientes également, alors dans cette perspective, on suit de très près les négociations.

— Jean Charest

Se semaine de grève

Les professeurs de l'UQAM, réunis en assemblée générale lundi, ont décidé de poursuivre leur grève amorcée le 9 mars dernier, il y a près d'un mois. Ils ont voté, dans une proportion de 91 %, pour la poursuite de la grève. Ils entreront dans leur cinquième semaine de conflit de travail.

L'UQAM n'a pas déposé de nouvelles offres depuis le rejet, dans une proportion de 90 %, de sa dernière proposition. L'Université offrait une augmentation de salaire de 4 % à la signature et

la création de 25 postes de professeurs dès le mois de juin. De son côté, le syndicat des professeurs réclame l'embauche de 300 nouveaux professeurs au cours des 3 prochaines années et une augmentation de salaire de 11 %.

La convention collective des professeurs est échue depuis le 31 mai 2007, tandis que celle des maîtres de langue est échue depuis le 31 mai 2008.

En l'absence de leurs professeurs, plusieurs étudiants sont privés de cours. La direction prolongera la session des étudiants pour pallier la perte d'heures de cours.

[Autre hyperlien](#)

[Quatre mois de grève à l'UQAM \(1976-1977\)](#)

Un dossier des Archives de Radio-Canada

RUEFRONTENAC.COM : UQAM: 50 étudiants arrêtés après un siège de cinq heures - Mise à jour le Mardi, 07 avril 2009 10:31

Écrit par Daniel Renaud

Une cinquantaine d'étudiants ont été arrêtés dans la nuit de lundi à mardi après s'être barricadés dans un pavillon de l'UQAM. Les étudiants, qui voulaient ainsi dénoncer les frais de scolarité, qu'ils jugent élevés, n'ont offert aucune résistance et se sont laissés expulser par les policiers après plus de cinq heures de siège.

Il était environ 21h30 lundi soir lorsqu'ils sont entrés dans le pavillon Hubert-Aquin de l'Université

du Québec à Montréal, situé à l'angle des rues Saint-Denis et Sainte-Catherine.

«Les jeunes se sont alors barricadés dans une partie du pavillon», explique l'agent Daniel Lacoursière, de la police de Montréal.

«Des négociations ont été amorcées avec la direction, mais parce qu'elles n'allaient nulle part, la direction nous a appelés», poursuit le policier.

«**Paniers à salade**»

Devant l'impasse, les policiers ont investi le pavillon vers 3h30 et arrêté les manifestants, qui se

sont laissés paisiblement emmener vers les véhicules de détention, communément appelés «paniers à salade».

Personne n'a été blessé et les manifestants n'auraient fait aucun dommage.

«Ils ont simplement déplacé le mobilier pour se barricader», explique l'agent Lacoursière. Les protestataires font face à des accusations de voies de fait par intrus et de méfait.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Manifestation à l'UQAM : Étudiants arrêtés - Mise à jour le mardi 7 avril 2009 à 8 h 22



Des étudiants en état d'arrestation

Une quarantaine de personnes pour la plupart des étudiants qui occupaient illégalement le 2e étage du pavillon Hubert-Aquin de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) ont été arrêtées par les policiers au cours de la nuit.

Ces étudiants participaient à une manifestation pour la gratuité scolaire qui a débuté vers 21 h 30 devant un pavillon de l'UQAM. Ils devront maintenant répondre à des accusations de méfaits.

Cet incident est survenu au moment où les professeurs et les maîtres de langue de l'institution sont en grève.

Lundi, ils ont voté à 91 % pour la poursuite de la grève jusqu'au 14 avril. Leur convention collective est échue respectivement depuis le 31 mars 2007 et le 31 mai 2008.

THEMONTREALGAZETTE.COM : UQAM officials appeal for calm – Tuesday, April 07, 2009

Officials at Université du Québec à Montréal are appealing for calm after protesters occupied one of the university's main buildings for five hours. Forty-five people were arrested early Tuesday after a group calling itself the "Conseil d'occupation" used furniture to erect barricades on the second floor of a building at Université du Québec à Montréal.

University officials said about 50 students and their supporters were involved, painting graffiti on the walls and pouring oil near the exits of the

Pavillon Hubert Aquin at Ste. Catherine St. E. and St. Denis.

Police were summoned when the protesters, who want free tuition and a major reinvestment in education by Quebec, ignored four orders to leave the premises shortly before midnight. After issuing an eviction notice at 2:30 a.m., police arrested the demonstrators, who face charges of mischief and trespassing provoking assault.

University officials said they "regret the incident and urge students and other members of the

community to remain calm and show respect for both people and property at the university."

UQAM is locked in an acrimonious labour dispute with the union representing full-time professors, who launched a series of sporadic strikes a month ago.

On Monday, professors and language teachers voted 91 per cent in favour of continuing their labour dispute for another week. The university expects the prolonged walkout will make it necessary to extend the winter session, which was supposed to end April 22, by at least a week.

CYBEPRESSE : Manifestation à l'UQAM: 45 étudiants arrêtés - Publié le mardi 07 avril 2009 à 07h27 | Mis à jour à 08h05



Les étudiants sont nombreux à être aussi en grève, témoignage de leur soutien aux réclamations des professeurs.

Photo: Jean-Pierre Rancourt, collaboration spéciale

La Presse Canadienne, Montréal

Quarante-cinq des étudiants qui ont tenu une manifestation pour la gratuité scolaire, lundi soir, à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), ont été arrêtés pour être entrés illégalement à l'intérieur du Pavillon Hubert-Aquin, au centre-ville.

Les jeunes turbulents ont tous été conduits à un poste de police. Après que la police ait procédé à leur identification et à certaines vérifications d'usage, elle a remis à chacun d'entre eux un ordre de comparaître ultérieurement au tribunal pour répondre à des accusations. La manifestation a débuté vers 21h30 devant le pavillon de l'UQAM situé au 400 de la rue Sainte-Catherine Est. Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a complété leur remise en liberté en fin de nuit.

Lundi, les étudiants ont appris que la grève de leurs professeurs et maîtres de langue se poursuivra pour une cinquième semaine. La convention collective des professeurs est échue depuis le 31 mars 2007 et celle des maîtres de langue a pris fin le 31 mai 2008.

Le syndicat revendique la création de 300 postes d'enseignants et des conditions salariales comparables à celles offertes dans les autres universités canadiennes.

Au terme de cette cinquième semaine de grève, les professeurs auront manqué 25 jours d'enseignement. Les heures de cours ne pourront être récupérées d'ici la fin du trimestre, qui devait prendre fin le 22 avril ou le 1er mai.

Le syndicat et la direction reprennent les négociations ce mardi.

MÉTRO.COM : Manifestation à l'UQAM: 45 étudiants ont été mis en état d'arrestation – Mardi 07 avril 2009, à 06h06

MONTREAL - Quarante-cinq des étudiants qui ont tenu une manifestation pour la gratuité scolaire, lundi soir, à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), ont été arrêtés pour être entrés illégalement à l'intérieur du Pavillon Hubert-Aquin, au centre-ville.

Les jeunes turbulents ont tous été conduits à un poste de police. Après que la police ait procédé à leur identification et à certaines vérifications d'usage, elle a remis à chacun d'entre eux un ordre de comparaître ultérieurement au tribunal pour répondre à des accusations.

La manifestation a débuté vers 21h30 devant le pavillon de l'UQAM situé au 400 de la rue Sainte-Catherine Est. Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a complété leur remise en liberté en fin de nuit.

Lundi, les étudiants ont appris que la grève de leurs professeurs et maîtres de langue se poursuivra pour une cinquième semaine. La convention collective des professeurs est échue depuis le 31 mars 2007 et celle des maîtres de langue a pris fin le 31 mai 2008.

Le syndicat revendique la création de 300 postes d'enseignants et des conditions salariales comparables à celles offertes dans les autres universités canadiennes.

Au terme de cette cinquième semaine de grève, les professeurs auront manqué 25 jours d'enseignement. Les heures de cours ne pourront être récupérées d'ici la fin du trimestre, qui devait prendre fin le 22 avril ou le 1er mai.

Le syndicat et la direction reprennent les négociations ce mardi.

THE GAZETTE : UQAM profs vote 91% to continue strike – Tuesday, April 7, 2009

Striking professors at Université du Québec à Montréal voted 91 per cent in favour of continuing their labour dispute for another week yesterday. The move could compel the administration to extend the winter session by at least a week. Members of the Syndicat des professeurs et professeu-

res de l'Université du Québec launched sporadic strikes a month ago. On March 20, the union rejected the university's "final offer," which would have given professors – who earn between \$50,000 and \$109,000 – an immediate wage hike of 4 per cent. The professors, who say their wa-

ges are among the lowest for university faculty in the province, are seeking increases of 11.5 per cent over three years. The union also wants UQAM to hire 300 new professors. The administration has offered to hire 25. Talks broke down last week.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : La grève reconduite - Mise à jour le lundi 6 avril 2009 à 20 h 38



Les professeurs de l'UQAM

Les professeurs de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), réunis en assemblée générale lundi, ont décidé de poursuivre leur grève amorcée le 9 mars dernier, il y a près d'un mois.

Quelque 650 des 1000 professeurs assistaient à l'assemblée générale et ils ont voté, dans une proportion de 91 %, pour la poursuite de la grève. Ils entreront dans leur cinquième semaine de conflit de travail. Ceux-ci ont tenu 5 jours de grève disséminés au début de la session avant de désertir les salles de classe pour de bon au cours des trois dernières semaines.

Les négociations avec la direction de l'établissement sont rompues depuis jeudi dernier. L'UQAM

n'a pas déposé de nouvelles offres depuis le rejet, dans une proportion de 90 %, de sa dernière proposition. L'Université offrait une augmentation de salaire de 4 % à la signature et la création de 25 postes de professeurs dès le mois de juin.

La convention collective des professeurs est échue depuis le 31 mai 2007, tandis que celle des maîtres de langue est échue depuis le 31 mai 2008.

En l'absence de leurs professeurs, plusieurs étudiants sont privés de cours. La direction prolongera la session des étudiants pour pallier la perte d'heures de cours.

Les salaires et l'embauche de nouveaux professeurs sont au cœur du conflit. Le syndicat des professeurs réclame l'embauche de 300 nouveaux professeurs au cours des 3 prochaines années et une augmentation de salaire de 11 %.

Selon le porte-parole de l'Université, Daniel Hébert, la direction est dans l'impossibilité de bonifier sa dernière offre puisqu'elle est tenue de retrouver l'équilibre budgétaire en 2013. Mme Hébert soutient que l'Université terminera l'année 2008-2009 avec un déficit de 10 millions de dollars. Or, acquiescer aux demandes des professeurs équivaldrait à augmenter le déficit de 30 millions par année. Il faudrait donc obtenir un

financement additionnel du gouvernement du Québec pour bonifier les offres.

Les associations étudiantes réclament un nouveau financement de Québec pour leur institution. Elles appuient les revendications de leurs professeurs et ils tiennent des journées de grève pour les appuyer. Les associations étudiantes de plusieurs facultés ont voté ou sont sur le point de voter une grève. Quelque 30 000 étudiants, sur les 40 000 que compte l'Université, pressent Québec interviennent pour mettre un terme aux déboires financiers de l'institution.

Les parents pauvres du réseau

Une étude de la firme AON Conseil révèle que les salaires des professeurs de l'UQAM sont en moyenne inférieurs de 10 % à ceux de leurs collègues des autres universités. Les professeurs de l'UQAM gagnent, en moyenne, quelque 3 % à 5 % de moins que leurs homologues du réseau de l'Université du Québec. L'analyse précise que la charge de travail n'est pas moindre à l'UQAM.

Les négociations pour la convention collective des professeurs se tiennent dans un contexte où l'établissement doit respecter son plan de redressement financier. Ce dernier, imposé par Québec, prévoit un retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014. La tâche s'annonce difficile pour l'Universi-

té, puisque ses dépenses augmentent plus rapidement que ses revenus.

Québec a imposé cet échec financier pour l'équilibre budgétaire après avoir épongé la dette de 200

millions générée par l'institution dans son aventure immobilière.

[audio-vidéo](#)

- [Plus qu'un conflit de travail, explique Jacques Bissonnet](#)

- [Entrevue avec la présidente du Syndicat des professeurs de l'UQAM](#)

- [Michèle Névert Francine Plourde explique les motivations des professeurs de l'UQAM à continuer leurs moyens de pression.](#)

LE DEVOIR : Une semaine de grève de plus à l'UQAM - La session sera prolongée d'au moins une semaine - Édition du mardi 07 avril 2009

Amélie Daoust-Boisvert



Photo: Jacques Nadeau

Les professeurs de l'UQAM entreront dans leur cinquième semaine de grève. Ils en ont appuyé la reconduction à 71 % en assemblée générale hier matin. La direction de l'établissement a réagi en annonçant aux associations étudiantes la prolongation de la session d'au moins une semaine au moment de la reprise des cours.

Les négociations semblent au point mort, alors que «rien ne se passe depuis mercredi dernier», selon la présidente du Syndicat des professeurs de l'Université du Québec (SPUQ), Michèle Nevert. «Nous attendons que le gouvernement présente une offre sérieuse.» La dernière a été rejetée à 90 %. L'UQAM proposait une augmentation de salaire de 4 % et la création de 25 postes de professeurs. Le syndicat en revendique 300.

L'annonce a légèrement enrhié la mobilisation étudiante. Hier, les étudiants en langue et communication (AFELC) ont choisi à 51 % de ne pas reconduire leur grève d'appui aux professeurs. Selon le président de l'AFELC, Steve Francoeur, ils «ont besoin de reprendre leur souffle». Le soutien demeure fort à l'Association des étudiants en arts, qui ont décidé de poursuivre le débrayage avec une importante majorité. Les autres associations facultaires en grève consulteront leurs membres aujourd'hui et demain, sauf l'Association des étudiants en sciences humaines, qui appuie les professeurs jusqu'au 14 avril.

La convention collective des professeurs est échue depuis le 31 mai 2007 et celle des maîtres de langues, depuis le 31 mai 2008.

LA PRESSE : Les profs prolongent leur grève à l'UQAM - Mardi 07 avril 2009

Catherine Handfield, La Presse

Les professeurs de l'UQAM ont voté massivement hier en faveur d'une cinquième semaine de grève. À ce stade-ci, le trimestre en cours sera inévitablement prolongé, au grand dam des étudiants étrangers.

En assemblée générale, 91% des professeurs et maîtres de langues de l'UQAM se sont prononcés en faveur de la prolongation de leur débrayage jusqu'à mardi prochain. Près de 740 professeurs ont participé au vote.

«Nous avons eu 95 votants de plus que la semaine dernière. Le mouvement est donc toujours plus fort», a déclaré la présidente du Syndicat des professeurs de l'UQAM, Michèle Nevert.

Au terme de cette cinquième semaine de grève, les professeurs auront manqué 25 jours d'enseignement. Les heures de cours ne pourront être récupérées d'ici la fin du trimestre, qui devait prendre fin le 22 avril ou le 1er mai.

«La session sera inévitablement prolongée», a indiqué hier le directeur des communications de l'UQAM, Daniel Hébert. La Commission des études

se réunira à la fin du conflit pour discuter des modalités de reprise des cours.

Selon M. Hébert, la prolongation du trimestre pourrait causer des désagréments aux étudiants en comptabilité, qui sont tenus de passer un examen uniforme à la mi-mai pour intégrer leur ordre professionnel.

Les 2300 étudiants internationaux inscrits à l'UQAM pourraient également être affectés par le changement du calendrier. Plusieurs d'entre eux ne cachaient pas leur inquiétude, hier.

«Si la grève se poursuit, la session d'été pourrait être repoussée. Je ne pourrai peut-être pas aller voir ma famille cet été», s'est inquiétée Ines Tchiandje, étudiante en comptabilité originaire du Cameroun.

Son collègue William Mbiekop a souligné que des étudiants étrangers pourraient avoir du mal à prolonger leur permis de séjour au Canada.

«Nous ne voulons pas prendre les étudiants en otages, a assuré Michèle Nevert. Mais si la session est sabordée, ce sera la faute du gouvernement, qui est le seul à pouvoir débloquer les fonds nécessaires pour régler la convention collective.»

La solidarité s'effrite

Depuis deux semaines, plus de 30 000 étudiants étaient en grève pour appuyer les revendications des professeurs. Mais hier, cette solidarité s'est quelque peu effritée.

Les étudiants de la faculté des langues et des communications ont voté à 52% contre la prolongation du débrayage. Ils seront de retour en classe aujourd'hui pour assister aux cours des chargés de cours qui continuent de travailler.

Les étudiants en arts ont voté à 65% en faveur d'une autre semaine de débrayage. D'autres associations facultaires doivent se prononcer aujourd'hui.

Le syndicat et la direction reprendront les négociations à 14h30 cet après-midi. Le syndicat réclame des hausses salariales de 11,5% sur trois ans et la création de 300 postes.

Par ailleurs, une centaine d'étudiants de l'UQAM ont occupé hier soir le pavillon Hubert-Aquin, à l'UQAM. Les militants, qui prévoyaient y passer la nuit, réclament un «réinvestissement massif en éducation» et l'embauche de 300 professeurs à l'UQAM.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : UQAM: la session sera prolongée - Mardi 07 avril 2009

Les profs de l'UQAM ont décidé hier de poursuivre la grève pour une cinquième semaine, ce qui oblige l'institution à prolonger la session.

Réunis en assemblée générale, hier, 91% des syndiqués présents ont opté pour la poursuite du débrayage jusqu'au 14 avril. «Concrètement, ça signifie que la session va être prolongée», a confirmé hier le porte-parole de l'Université, Daniel Hébert.

La prolongation de la session risque de donner des sueurs froides à plusieurs étudiants internationaux, indique M. Hébert.

«Certains étudiants qui ont des permis de séjour ne peuvent rester au Québec après une certaine date, dit-il. D'autres ont prévu retourner dans leur pays d'origine et ont déjà acheté leur billet d'avion.»

Daniel Hébert assure toutefois que la situation particulière de ces étudiants sera «prise en considération.»

Baisse d'appui des étudiants

Malgré la poursuite de la grève des profs, les étudiants seront moins nombreux à les appuyer, cette semaine.

Les étudiants en lettres et communications ont décidé de ranger leurs pancartes et de retourner en classe dès aujourd'hui.

THE GAZETTE : UQAM profs vote 91% to continue strike - Tuesday, April 07, 2009

Striking professors at Université du Québec à Montréal voted 91 per cent in favour of continuing their labour dispute for another week yesterday. The move could compel the administration to extend the winter session by at least a week.

Members of the Syndicat des professeurs et professeurs de l'Université du Québec launched

sporadic strikes a month ago. On March 20, the union rejected the university's "final offer," which would have given professors - who earn between \$50,000 and \$109,000 - an immediate wage hike of 4 per cent. The professors, who say their wages are among the lowest for university faculty in the province, are seeking increases of 11.5 per

cent over three years. The union also wants UQAM to hire 300 new professors. The administration has offered to hire 25. Talks broke down last week.

RUEFRONTENAC.COM : UQAM: une vraie forteresse - Mise à jour le Lundi, 06 avril 2009 16:58

Écrit par Jean-Philippe Pineault



L'UQAM est devenue une vraie forteresse. Craignant les excès, l'institution a augmenté de façon significative le nombre d'agents de sécurité depuis le début de la grève de ses professeurs, qui a de nouveau été prolongée d'une semaine, a appris RueFrontenac.com.

«Il y a eu un ajout de ressources en matière de prévention parce que depuis le début du conflit, il y avait eu certains débordements», a indiqué Daniel Hébert, directeur des communications de l'établissement.

Prétextant la nature «confidentielle» de l'information, la direction de l'UQAM a refusé de préciser combien d'agents de sécurité ont été ajoutés et ce

qu'il en coûte exactement pour maintenir cette équipe de surveillance renforcée.

«On ne veut pas donner des informations stratégiques aux autres parties. Une fois que le conflit sera terminé, on divulguera nos chiffres», a fait savoir M. Hébert. Selon lui, aucun incident n'est survenu depuis qu'une injonction, qui limite considérablement la visibilité syndicale aux environs de l'université, a été obtenue. «Le piquetage a été respecté et il n'y a pas eu de manifestations bruyantes à l'intérieur», précise-t-il.

Luc Bonenfant, professeur au Département d'études littéraires, trouve aberrant que l'UQAM soit capable de «débloquer aussi vite des fonds pour

la sécurité et les frais juridiques, mais incapables de le faire pour améliorer les services pédagogiques».

Poursuite de la grève jusqu'à mardi

Un blitz de négociation, qui a eu lieu entre les profs et la direction de l'UQAM de mercredi à vendredi soir, n'a pas permis de dénouer l'impasse et de trouver un terrain d'entente. Réunis en assemblée, les 734 professeurs ont décidé dans une proportion de 91% de poursuivre la grève jusqu'à mardi prochain.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : La grève en question - Mise à jour le lundi 6 avril 2009 à 12 h 31

Les professeurs de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) sont réunis en assemblée générale pour décider s'ils poursuivent la grève amorcée le 9 mars dernier, il y a près d'un mois.

Quelque 650 des 1000 professeurs assistent à l'assemblée générale. S'ils optent pour la poursuite de la grève, les professeurs entreront dans leur cinquième semaine de conflit de travail. Ceux-ci ont tenu 5 jours de grève disséminés au début de la session avant de désertir les salles de classe pour de bon au cours des trois dernières semaines.

Les professeurs devraient poursuivre leurs moyens de pression, puisque les négociations avec la direction de l'établissement sont rompues depuis jeudi dernier. L'UQAM n'a pas déposé de nouvelles offres depuis le rejet, dans une proportion de 90 %, de sa dernière proposition. L'Université offrait une augmentation de salaire de 4 % à la signature et la création de 25 postes de professeurs dès le mois de juin.

La convention collective des professeurs est échue depuis le 31 mai 2007, tandis que celle des maîtres de langue est échue depuis le 31 mai 2008. En l'absence de leurs professeurs, plusieurs étudiants sont privés de cours. La direction envisage

de prolonger la session d'une semaine au cas où la grève se poursuivrait. Les salaires et l'embauche de nouveaux professeurs sont au coeur du conflit. Le syndicat des professeurs réclame l'embauche de 300 nouveaux professeurs au cours des 3 prochaines années et une augmentation de salaire de 11 %.

Selon le porte-parole de l'Université, Daniel Hébert, la direction est dans l'impossibilité de bonifier sa dernière offre puisqu'elle est tenue de retrouver l'équilibre budgétaire en 2013. Mme Hébert soutient que l'Université terminera l'année 2008-2009 avec un déficit de 10 millions de dollars. Or, acquiescer aux demandes des professeurs équivaldrait à augmenter le déficit de 30 millions par année. Il faudrait donc obtenir un financement additionnel du gouvernement du Québec pour bonifier les offres.

Les associations étudiantes réclament un nouveau financement de Québec pour leur institution. Elles appuient les revendications de leurs professeurs et ils tiennent des journées de grève pour les appuyer. Les associations étudiantes de plusieurs facultés ont voté ou sont sur le point de voter une grève. Quelque 30 000 étudiants, sur les 40 000 que compte l'Université, pressent Québec inter-

vième pour mettre un terme aux déboires financiers de l'institution.

Les parents pauvres du réseau

Une étude de la firme AON Conseil révèle que les salaires des professeurs de l'UQAM sont en moyenne inférieurs de 10 % à ceux de leurs collègues des autres universités. Les professeurs de l'UQAM gagnent, en moyenne, quelque 3 % à 5 % de moins que leurs homologues du réseau de l'Université du Québec. L'analyse précise que la charge de travail n'est pas moindre à l'UQAM.

Les négociations pour la convention collective des professeurs se tiennent dans un contexte où l'établissement doit respecter son plan de redressement financier. Ce dernier, imposé par Québec, prévoit un retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014. La tâche s'annonce difficile pour l'Université, puisque ses dépenses augmentent plus rapidement que ses revenus.

Québec a imposé cet échec financier pour l'équilibre budgétaire après avoir épongé la dette de 200 millions générée par l'institution dans son aventure immobilière.

LA PRESSE : UQAM : La grève devrait se poursuivre – Lundi 06 avril 2009



Les professeurs de l'UQAM, en grève depuis le 9 mars, se prononceront aujourd'hui sur la poursuite des moyens de pression.

Violaine Ballivy, La Presse

Tout porte à croire que l'UQAM continuera de rouler au ralenti cette semaine. Les négociations intensives des derniers jours n'ont pas donné les résultats attendus. Le syndicat des professeurs recommandera aujourd'hui à ses membres de prolonger leur débrayage jusqu'au 14 avril, a appris La Presse.

Au moment de mettre sous presse, hier, la direction de l'UQAM n'avait toujours pas soumis de

nouvelle offre de règlement aux professeurs en grève depuis le 9 mars dernier. «Il n'y a eu aucune avancée significative de la négociation, alors on ne peut pas cesser les moyens de pression», a lancé en entrevue la présidente du syndicat, Michèle Nevert.

Il y a deux semaines, l'administration uqamienne a surpris le syndicat en déposant une offre moins de deux heures avant le début d'une assemblée générale de reconduction de grève. Mais il n'y aura pas de coup de théâtre cette fois-ci, a confirmé hier soir le porte-parole de l'établissement, Daniel Hébert: «Il n'y a pas de nouveaux développements pour dénouer l'impasse.» Les négociations sont interrompues depuis vendredi.

Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse

Dans ces conditions, Michèle Nevert est convaincue que les professeurs n'hésiteront pas à suivre le mot d'ordre du syndicat. Le nombre et la proportion de professeurs en faveur de la grève n'ont cessé de croître depuis le début du conflit. La dernière semaine de levée de cours a obtenu l'approbation de 90% des syndiqués. «Nous recevons de plus en plus d'appuis, il n'y a aucune raison qu'on se démonte maintenant», a-t-elle insisté. Vendredi, les représentants de trois partis de l'opposition - le Bloc, le parti Québécois et

Québec solidaire - ont publiquement appuyé leurs demandes pour un accroissement du financement de l'UQAM. Les associations représentant les trois quarts des étudiants du campus ont aussi voté des levées de cours de durées variées en appui aux revendications de leurs professeurs.

Prolongation de trimestre

«Ce n'est plus qu'un conflit entre la direction et le corps professoral, c'est un débat sur l'université et ce qu'elle représente pour le gouvernement, sur l'importance de corriger ses problèmes de sous-financement chronique.»

L'attitude des étudiants pourrait toutefois changer au cours des prochains jours puisque l'ajout de ces cinq jours de grève ne sera pas sans conséquence. «Nous en seront à cinq semaines de grève et à partir de là, il faudra immanquablement prolonger le trimestre pour assurer sa validation», a mis en garde Daniel Hébert.

Les professeurs ont rejeté massivement, le 20 mars, une proposition patronale de règlement temporaire qui prévoyait des hausses salariales immédiates de 4% - incluant 2% de rattrapage - et l'embauche de 25 nouveaux professeurs. Le syndicat réclame plutôt des augmentations de 11,5% sur trois ans et la création de 300 postes.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Les étudiants vont écopier : L'Université se prépare à prolonger la session à cause de la grève des profs / Pourquoi le conflit ? – Lundi 06 avril 2009

Mauvaise nouvelle pour les étudiants de l'UQAM : les profs poursuivront vraisemblablement leur

grève, cette semaine, ce qui obligera l'institution à prolonger la session.

Selon ce qu'a appris le Journal, la direction de l'Université ne croit pas que les profs mettront fin

à leur débrayage ce matin, au terme de leur assemblée générale qui débutera à 10 h.



✓ Les professeurs risquent de poursuivre la grève cette semaine, estime l'UQAM.

Au contraire, l'institution s'attend plutôt à ce qu'ils votent pour la poursuite de la grève. « Pour l'instant, il n'est pas prévu qu'il y ait de nouvelles offres patronales avant la tenue de cette assemblée », a indiqué hier le porte-parole de l'UQAM, Daniel Hébert.

Les profs ont suspendu leurs cours pendant vingt jours, jusqu'à présent.

Le conflit de travail porte principalement sur des questions salariales et des embauches (voir encadré à droite).

« À partir de maintenant, si la grève se poursuit encore, c'est sûr que la session va devoir être prolongée, prévient Daniel Hébert. On ne pourra plus seulement utiliser des moyens de récupération pour rattraper les cours perdus. »

« Si la grève se prolonge toute la semaine, la session sera allongée d'une semaine, dit-il. Si ça dure deux semaines, on prolongera la session de deux semaines et ainsi de suite. »

Conséquences fâcheuses

La prolongation de la session pourrait avoir des conséquences fâcheuses pour ceux qui sont inscrits dans des programmes menant à des certifications professionnelles.

C'est le cas des finissants en comptabilité par exemple, qui pourraient rater l'entrée dans leur ordre professionnel si la session n'est pas terminée au moment où ils sont censés passer leur examen national.

Face à cette situation, la solidarité des étudiants à l'égard des professeurs pourrait s'effriter, croit Daniel Hébert.

La semaine dernière, 30 000 d'entre eux avaient voté à leur tour pour la grève, en appui aux revendications des profs.

« À partir du moment où la session risque d'être prolongée, peut-être que les étudiants vont interpréter la situation différemment », avance M. Hébert.

Il est déjà acquis que les étudiants en gestion et en sciences seront de retour en classe cette semaine. Mais on ne sait pas comment agiront les étudiants en sciences humaines, lettres, communications, droit et science politique. Ils doivent se prononcer lors de différentes assemblées, aujourd'hui et demain.

Le Syndicat des professeurs de l'UQAM n'a pas rappelé le Journal.

POURQUOI CE CONFLIT ?

- Les professeurs réclament des augmentations salariales de 11,6 % réparties sur trois ans et l'embauche de 500 professeurs, afin de réduire leur charge de travail.
- L'UQAM leur a offert une augmentation de 4 % et l'embauche de 25 nouveaux professeurs.
- Les négociations ont repris la semaine dernière, mais les deux parties ne sont toujours pas parvenues à une entente.

LA QUESTION DU SALAIRE

Une étude réalisée par la firme AON et rendue publique au début du mois de mars a révélé que les profs de l'UQAM gagnent en général 10 % de moins que leur vis-à-vis des autres universités de la province.

COMBIEN GAGNENT-ILS ?

- Chargé d'enseignement : Entre 44 380 \$ et 48 987 \$
- Professeur adjoint : Entre 57 438 \$ et 75 608 \$
- Professeur agrégé : Entre 73 775 \$ et 98 855 \$
- Professeur titulaire : Entre 81 522 \$ et 109 758 \$

Source : AON - « Remunération globale des professeurs de l'UQAM », 30 mars 2009

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Injonction renouvelée – Lundi 06 avril 2009

Si les profs croyaient pouvoir recommencer à bloquer les entrées de l'UQAM en guise de protestation, ce ne sera pas le cas. Vendredi dernier, la Cour supérieure a renouvelé l'injonction qui leur interdit d'agir de la sorte.

L'ordonnance de sauvegarde rendue par la juge Eva Petras prolonge jusqu'au 6 mai l'injonction qui limite les moyens de pression des grévistes.

Comme c'était le cas la semaine dernière, les profs ne peuvent bloquer les accès à l'UQAM de quelque manière que ce soit.

Il ne peut y avoir plus de cinq piqueteurs à la fois devant les entrées, et ceux-ci doivent demeurer à cinq mètres des portes de l'institution.

Les manifestations bruyantes à l'intérieur de l'Université sont également proscrites.

Tension

L'UQAM s'était tournée vers la Cour pour obtenir cette injonction à la fin du mois de mars, alors que la tension entre les profs et certains étudiants était très élevée.

Une étudiante en droit a notamment déposé une plainte de voies de fait contre un professeur qui

l'aurait bousculée, lorsqu'elle a voulu traverser les piquets de grève.

✓ L'injonction n'a cependant pas empêché une centaine de graffitis d'apparaître sur la façade extérieure d'un pavillon de l'UQAM, la semaine dernière.

✓ Ceux-ci, qui sont de la même couleur que les foulards et pancartes des grévistes, « peuvent être liés » au conflit de travail, reconnaît l'Université.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : QUELQUES AUTRES CONDITIONS DE TRAVAIL DES PROFS DE L'UQAM – Lundi 06 avril 2009

VACANCES ET CONGÉS :

- ✓ 1 mois de vacances par an
- ✓ Possibilité d'obtenir un « congé sabbatique » d'une année à 80 % du salaire tous les six ans. Une centaine de profs peuvent y avoir droit annuellement, mais ils n'en profitent jamais tous, assure l'UQAM
- ✓ Possibilité d'obtenir un « congé de perfectionnement » d'une année à 80 % du salaire tous les deux ans. Ce type de congé est plus rare et est surtout réservé aux profs qui n'ont pas encore leur doctorat, dit l'UQAM.

PRIMES SALARIALES :

- ✓ Pour attirer et retenir des professeurs de talent, l'UQAM peut bonifier leur salaire d'un maximum de 20 % pendant une durée maximale de cinq ans.
- ✓ Des primes variant entre 5 % et 7 % sont versées aux profs qui occupent des rôles de direction.

HORAIRE DE TRAVAIL :

- ✓ 4 cours par année, ce qui représente 6 heures d'enseignement par semaine.
- ✓ À cela s'ajoutent la correction, l'encadrement, la recherche et les « services aux collectivités

». En tout, ils travaillent entre 35 et 40 heures par semaine, selon l'UQAM.

SÉCURITÉ D'EMPLOI :

- ✓ Permanence généralement acquise après quatre années et qui garantit la sécurité d'emploi.

RETRAITE ANTICIPÉE :

- ✓ Un professeur comptant dix ans de service qui prend une retraite anticipée entre 55 et 60 ans a droit à une allocation égale à une année de salaire.
- ✓ Assurances collectives dont les coûts sont assumés à 50 % par l'UQAM.

LE DEVOIR : Opinion : L'UQAM et la sortie de crise, par Bernard Élie, Professeur retraité et associé au département des sciences économiques de l'UQAM - Édition du samedi 04 et du dimanche 05 avril 2009

Les plans de relance de nos gouvernements ne doivent pas viser que des objectifs de court terme, particulièrement à travers des investissements dans les infrastructures qui font le bonheur de certains entrepreneurs en construction. Ces plans ont aussi une obligation de résultat dans le long terme. Il faut préparer la société québécoise à la sortie de crise. La « nouvelle économie » reposera sur une solide formation de niveau postsecondaire. La formation des travailleuses et des travailleurs du Québec doit faire l'objet d'une grande attention.

Le financement des universités et des cégeps devrait constituer un élément important de la résistance à la crise actuelle et à la stratégie de sortie de crise. La société québécoise doit se donner les moyens d'être plus forte lorsque la fin de crise arrivera. Les ressources naturelles ne seront plus des secteurs aussi porteurs qu'avant. Il faut compter sur de nouveaux savoirs et sur la capacité de s'adapter. Le haut niveau des formations techniques et fondamentales sera l'atout de l'avenir. Le Québec ne peut se passer de l'un de ses acteurs majeurs depuis quarante ans : l'UQAM.

Les revendications du Syndicat des professeurs de l'UQAM (SPUQ) doivent être considérées par le gouvernement du Québec, qui est son véritable interlocuteur dans cette négociation.

Honte sur l'éducation

Autant il est honteux pour notre société de provoquer un niveau de décrochage scolaire inqualifiable, autant le fait de négliger de soutenir correctement la formation postsecondaire est consternant pour le Québec. Les enjeux du conflit à l'UQAM vont bien au-delà d'un conflit de travail : ils reflètent l'importance que le Québec accorde à

son développement. L'UQAM fête actuellement ses quarante ans, sa mission de départ était d'assurer l'accessibilité aux études supérieures. Mission remplie. Cette université publique doit être sauvée. Les enjeux sont simples. Il manque au moins 300 professeurs à l'UQAM pour remettre cette jeune université à la hauteur des autres universités québécoises. Mais comment recruter, même sur plusieurs années, des professeurs et des professionnels en offrant des salaires très inférieurs aux autres universités et en proposant des conditions de travail dégradées?

La course au recrutement dans toutes les universités est féroce. L'environnement du travail et particulièrement les moyens accordés pour fins de recherche sont déterminants à l'embauche de ressources humaines de plus en plus rares et donc très sollicitées. Pour vous en convaincre, allez voir les pages «Carrières et professions» du Devoir. **Penser à l'avenir** Québec répugne à s'engager dans des dépenses récurrentes, «déficit zéro» oblige. Pourtant, les retombées des investissements dans le savoir seront plus bénéfiques que ne le pensent nos

politiciens. Sans doute les routes et les ponts, les casinos et les gros centres hospitaliers sont-ils pour eux de bien meilleures affaires avec leurs milliards. Les pauvres 30 ou 40 millions nécessaires à l'UQAM ou les 300 millions réclamés par les établissements postsecondaires sont sans doute trop extravagants aux yeux de nos grands gestionnaires. Il est sans doute bien d'investir dans les infrastructures, mais il est encore plus essentiel de penser aussi à l'avenir.

LA PRESSE : Les partis de l'opposition appuient les demandes des profs de l'UQAM – Samedi 04 avril 2009

Violaine Balthiv, La Presse
Après celui de 30 000 étudiants, les professeurs en grève de l'UQAM ont reçu un nouvel appui de taille, et politique cette fois. Le Parti québécois, le Bloc Québécois et Québec solidaire ont tous soutenu, hier, les demandes du syndicat pour un réinvestissement dans l'université montréalaise, à l'aube de ses 40 ans. La critique du PQ en matière d'éducation, Marie Malavoy, a critiqué hier les méthodes de financement établies par le ministère de l'Éducation qui pénalisent les deux universités où les disciplines sociales ont la cote, l'UQAM et Concordia. Mme Malavoy reproche à Québec d'avoir imposé à l'UQAM un délai trop serré pour le retour à l'équilibre budgétaire (2013-2014). «Le gouvernement doit desserrer l'étau financier qui étouffe l'UQAM parce qu'il a contribué au désastre de l'îlot Voyageur. La communauté de l'UQAM n'a pas à payer pour les pots cassés, c'est inacceptable!» a-t-elle lancé sur le parvis devant une foule de quelques centaines de manifestants réunis pour l'occasion.

Les associations qui représentent les trois quarts des étudiants de l'UQAM avaient décrété une journée de débrayage en soutien à leurs professeurs. Arborant le symbole des professeurs en grève, un carré de feutre orange, le chef bloquiste, Gilles Duceppe, a ensuite blâmé le gouvernement fédéral d'avoir gelé depuis 1995 les transferts aux provinces dans le domaine de l'éducation postsecondaire. Et ce, alors que les budgets de la défense ont été haussés au cours des dernières années. Ottawa devrait consacrer une partie du fonds d'urgence de trois milliards débloqué pour les projets d'infrastructures afin de permettre la finalisation de l'îlot Voyageur, a-t-il dit. «Non seulement les devis sont prêts, les fondations sont déjà là! Mais si rien n'est fait rapidement, ça va pourrir et ça devra être démolie dans un an.» Le Bloc appuiera le gouvernement Charest s'il dépose une demande de subvention en ce sens à Ottawa, a promis M. Duceppe.

Le cortège de politiciens, de professeurs et d'étudiants s'est ensuite déplacé jusque devant les bureaux montréalais de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne. Les politiciens ont toutefois évité de se prononcer sur les demandes de hausses salariales formulées par le syndicat des professeurs, préférant plaider pour un réinvestissement global dans l'institution. Seul Amir Khadir s'est clairement déclaré en faveur de l'embauche des 300 professeurs réclamée par le syndicat. Les professeurs en étaient hier à leur 20e journée de débrayage depuis janvier. Les pourparlers ont toutefois repris de façon plus intense cette semaine et une séance intensive de négociation était toujours en cours, hier soir. Une nouvelle proposition de règlement pourrait être soumise aux professeurs lundi en assemblée générale. La convention collective des professeurs est échue depuis 2007.

THE GAZETTE : UQAM : Professors make noise – Saturday, April 04, 2009

UQAM PROFESSORS MAKE NOISE



DOWNTOWN PROTEST Striking professors from the Université du Québec à Montréal carry signs and blow horns as they march on Ste. Catherine St. yesterday. The staff, whose contract expired in May 2007, are demanding higher pay and 300 new hires to ease their workloads.

MÉTRO : Photo : UQAM : 40 ans fêtés sous la pluie – Jeudi 02 avril 2009

UQAM 40 ans fêtés sous la pluie



Malgré la pluie et le temps maussade, les professeurs en grève de l'UQAM ont tout de même donné hier un cours «populaire» sur le patrimoine urbanistique de l'université. Une vingtaine d'étudiants et de professeurs ont assisté à l'événement organisé pour commémorer les 40 ans de l'UQAM. Le cours s'est tenu partout sur le campus de l'Université, du Quartier Latin jusqu'au Complexe des Sciences.

RUEFRONTENAC »COM : Les profs de l'UQAM appuyés par les partis d'opposition - Mise à jour le Vendredi, 03 avril 2009 19:11

Écrit par Vincent Larouche
Vendredi, 03 avril 2009 17:19
Les professeurs en grève de l'UQAM ont reçu un appui de taille vendredi après-midi lorsque des représentants du Bloc québécois, du Parti québécois et de Québec solidaire sont venus manifester

à leurs côtés pour appuyer leurs demandes et réclamer un financement accru de l'institution. Arborant un écusson orange, de la couleur du foulard porté par les grévistes de l'UQAM, le chef du Bloc Gilles Duceppe a déploré que le gouvernement fédéral ait gonflé les budgets de la Défense au cours des dernières années plutôt que

d'augmenter les transferts aux provinces pour l'éducation postsecondaire, qui sont gelés depuis 1995. «Moi, je choisis, surtout en période de crise, non pas les armes, mais l'éducation. C'est ça, la clé de l'avenir!» M. Duceppe a par ailleurs tenu à souligner son

respect à l'égard du recteur de l'UQAM, Claude Corbo, qu'il ne rend pas responsable du conflit avec les professeurs. «Je lui ai parlé, il est conscient que les profs méritent plus», a-t-il confié en entrevue à RueFrontenac.com.

Investissement

Les demandes des profs concernant les salaires et le fonctionnement de l'université ne doivent pas être vus comme une dépense par les pouvoirs publics, selon le chef bloquiste.

«Ce n'est pas la charité qu'ils demandent, c'est un investissement. Il n'y a pas une société qui a les moyens de se passer d'une université comme ça», dit-il.

Le fiasco du projet immobilier de l'îlot Voyageur, qui a plongé l'UQAM dans une crise financière sans précédent, a été dénoncé tant par la prési-

dente du Syndicat des professeurs, Michèle Nevert, que par les représentants du Parti québécois.

Fiasco immobilier

Marie Malavoy, porte-parole du PQ en matière d'éducation, a parlé d'une «erreur monumentale dont le gouvernement du Québec est en partie responsable et qui s'appelle l'îlot Voyageur».

La députée déplore que les demandes de rattrapage salarial des professeurs soient écartées en raison d'un fiasco immobilier dans lequel ils n'avaient rien à voir. «Pas question qu'à cause de l'incurie du gouvernement, ce soit les profs et la communauté universitaire qui paient les pots cassés. Ce serait inacceptable!» a-t-elle lancé.

Le député de Québec solidaire, Amir Khadir, a quant à lui pressé le gouvernement Charest d'in-

vestir les millions nécessaires pour rétablir la situation financière de l'UQAM.

Accompagnés de centaines d'étudiants, dont certains sont en grève pour appuyer leurs professeurs, les manifestants ont ensuite marché jusqu'aux bureaux du ministère de l'Éducation pour réclamer le sauvetage de leur institution.

Rappelons que les professeurs de l'UQAM sont en grève depuis le 16 mars. Ils demandent entre autres un rattrapage salarial et l'embauche, sur quelques années, de 300 nouveaux professeurs. Selon le syndicat, l'UQAM possède le ratio professeur/étudiants le plus élevé des universités québécoises, avec 27 étudiants par professeur. La moyenne est de 21.

LE DEVOIR : Trois étudiants sur quatre font la grève à l'UQAM - Édition du mercredi 01 avril 2009



Photo: Jacques Grenier

Claïrandrée Cauchy

La grève se généralise à l'Université du Québec à Montréal. Plus des trois quarts des étudiants de l'université du centre-ville sont en grève cette semaine, en appui aux revendications de leurs professeurs, qui complètent leur quatrième semaine de grève.

Fait très rare, les quelque 11 000 étudiants de gestion ont voté hier pour une grève d'une semaine afin d'appuyer les revendications de leurs

professeurs. «Les salaires ne sont que la pointe de l'iceberg, on estime que les revendications des professeurs touchent l'amélioration des conditions d'étude», fait valoir le président de l'Association des étudiants des sciences de la gestion, Frédéric Tremblay.

Fait à noter, cependant, les étudiants en gestion n'ont pas l'intention de prolonger leur grève au-delà de mardi prochain, le 7 avril, et ce, peu importe l'issue des négociations entre l'Université et les professeurs.

Les étudiants en lettres et communications, en sciences humaines, en arts et en éducation ont quant à eux reconduit hier leur grève entamée pour la plupart la semaine dernière.

Ceux du module de sciences politiques se prononceront aujourd'hui sur la pertinence de reconduire leur grève. Seule la faculté des sciences échappe entièrement au mouvement de grève, l'association n'ayant pas réussi à obtenir une participation suffisante pour tenir un vote sur la grève.

Au syndicat des professeurs, on se réjouissait de voir l'appui des étudiants s'intensifier. «La communauté de l'UQAM se rassemble. On sent une cohésion face à la direction. L'Université ne peut

balayer la problématique sur le tapis», fait valoir un des porte-parole du syndicat, Luc Bonenfant.

Depuis la reconduction de la grève des professeurs, vendredi dernier, les négociations se sont intensifiées entre la direction et le syndicat. L'«accompagnateur» du gouvernement ne participe cependant plus aux rencontres de négociations, qui ont parfois lieu jusqu'à deux fois par jour.

La nervosité augmente au fur et à mesure que les cours manqués s'accumulent, rendant la validation du trimestre plus complexe, et surtout plus coûteuse s'il faut le prolonger. «Cela devient problématique», fait valoir le porte-parole de la direction, Daniel Hébert.

Les demandes syndicales, soit l'embauche de 300 professeurs et des hausses salariales de l'ordre de 11,6 % sur trois ans, équivalent, selon l'évaluation de la direction, à une dépense récurrente d'environ 30 millions pour l'UQAM, déjà aux prises avec un déficit anticipé de 10,4 millions cette année.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Vandalisme à l'UQAM : Une centaine de graffitis sur la façade extérieure d'un pavillon – Mardi 31 mars 2009



PHOTO SÉBASTIEN MÉNARD

Une centaine de graffitis de la même couleur que les foulards et pancartes des professeurs en grève sont apparus sur la façade extérieure d'un pavillon de l'UQAM, un geste de «vandalisme» que l'institution juge «inacceptable».



Une centaine de graffitis comme ceux-ci ont été peints sur la façade extérieure du pavillon Judith-Jasmin.

PHOTO SÉBASTIEN MÉNARD



PHOTO SÉBASTIEN MÉNARD

La présence de ces dessins orange a été signalée à la direction de l'UQAM à la fin de la semaine dernière.

Ces graffitis, visiblement créés avec des pochoirs et de la peinture en aérosol, auraient fait leur apparition mercredi dernier, le jour où l'Université s'est présentée en Cour pour obtenir une injonction limitant les moyens de pression des profs.

Cette décision du tribunal interdit aux grévistes de bloquer les entrées de l'UQAM. Ils ne peuvent être plus de cinq piqueteurs à la fois et doivent se tenir à plus de cinq mètres des portes de l'institution. Les dessins, qui semblent représenter des silhouettes humaines, se trouvent sur les murs extérieurs qui mènent aux portes du pavillon Judith-Jasmin.

Enquête en cours

«On peut faire un lien» entre la présence de ces graffitis et le conflit de travail qui oppose actuellement l'UQAM à ses professeurs, reconnaît le porte-parole de l'institution, Daniel Hébert. «Mais nous n'avons pas de confirmation formelle», précise-t-il.

M. Hébert avoue que les graffitis sont de la même couleur que les pancartes et que les foulards portés par les grévistes affiliés à la CSN. «C'est ce que j'ai vu», dit-il.

«Nous faisons enquête», ajoute Daniel Hébert. On va regarder les bandes vidéo. Il y a aussi des gens qui nous disent avoir vu des personnes commettre des gestes.»

Même si certains observateurs sont tentés de considérer ces graffitis «comme une oeuvre d'art», leur présence demeure «inacceptable», dit le porte-parole. «Il aurait fallu que l'artiste nous fasse une demande. Autrement, c'est un méfait», tranche-t-il.

Qui paiera le nettoyage ?

L'UQAM ne sait pas combien il en coûtera pour faire disparaître ces graffitis, ni qui paiera la note. Il y a quelques années, lors d'une grève étudiante, le nettoyage de graffitis semblables avait coûté 5000 \$. La facture avait été refilée aux auteurs du méfait, qui avaient été retracés.

«Si nous trouvons les responsables de ces graffitis, nous leur ferons parvenir la facture», assure Daniel Hébert.

Le Syndicat des professeurs de l'UQAM n'a pas rappelé le Journal. ✓ Hier, les piquets de grève ont respecté l'injonction émise par le tribunal, selon M. Hébert. Les grévistes ont manifesté bruyamment près de certains pavillons, mais ils

n'ont pas nui au déroulement des activités de l'Université, dit-il. ✓ Les 980 profs de l'UQAM sont en grève au moins jusqu'au 6 avril. ✓ Ils réclament une augmentation salariale de 11,6 % sur trois ans et l'embauche de 300 professeurs.

L'UQAM, de son côté, leur a offert d'embaucher 25 profs et d'augmenter leur salaire de 4 %. ✓ Au maximum de l'échelle, un prof gagne actuellement 109 768 \$ par an.

LE DEVOIR : Une autre semaine de grève à l'UQAM - Édition du samedi 28 et du dimanche 29 mars 2009

Marco Bélaï-Cirino

Plus de 90 % des 980 professeurs de l'UQAM se sont prononcés hier pour la reconduction de la grève. Pour l'instant, 15 jours de cours ont été interrompus par les professeurs.

Des 631 professeurs et maîtres de langue réunis hier en assemblée générale, 574 d'entre eux ont voté pour un prolongement de la grève jusqu'au lundi 6 avril alors que 57 s'y sont opposés.

La direction de l'université a rapidement réagi à la décision de ses professeurs et maîtres de langue en promettant d'«intensifier les négociations» avec le syndicat la semaine prochaine. «On va voir l'évolution de la situation, on va voir aussi comment le gouvernement va nous accompagner dans la démarche et, à ce moment-là, nous verrons si nous sommes en mesure de faire de nouvelles offres», a affirmé le porte-parole de

l'UQAM, Daniel Hébert. Aucune offre n'a été déposée à la table de négociation depuis le 20 mars.

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a pour sa part soutenu jeudi qu'elle allait s'«assurer que la négociation puisse se dérouler correctement, mais surtout que les étudiants puissent terminer leur session».

La mobilisation des mem-bres du Syndicat des professeurs et professeurs de l'UQAM (SPUQ), elle, prend de l'ampleur. De nombreuses voix s'élèvent pour demander au gouvernement du Québec d'octroyer à l'université les fonds qui lui permettront de débloquer la situation.

«Cette semaine, certes, ne nous a pas permis d'avoir une offre à nous, les professeurs, mais la mobilisation pour préserver la mission publique de l'UQAM s'accroît. Je pense que c'est aussi ce qui explique ce vote», a affirmé Jean-François Hamel,

professeur au département d'études littéraires de l'UQAM. La principale demande du SPUQ est l'embauche, sur quelques années, de 300 nouveaux professeurs.

Quelque 75 % des professeurs s'étaient dits pour le déclenchement d'une première semaine complète de grève, du 16 au 20 mars, et 83 % croyaient tirer profit d'une deuxième semaine consécutive de débrayage, soit du 23 au 27 mars. D'ici à la résolution du conflit de travail, les professeurs continueront de manifester publiquement dans la rue, a souligné M. Hamel. Les professeurs mettent d'ailleurs actuellement sur pied une Université populaire. «[Cette Université populaire] devrait se tenir en plein centre-ville, où tous les Montréalais pourront se présenter».

LA PRESSE : Conflit à l'UQAM: encore une semaine de grève - Samedi 28 mars 2009

Violaine Balthiv, La Presse

Pas de nouvelle offre salariale, pas de retour travail: les professeurs de l'UQAM ont décidé hier de poursuivre leur débrayage et de suspendre leurs cours jusqu'au 6 avril. Les négociations reprendront de manière intensive lundi.

Réunis en assemblée générale, hier, quelque 600 des 1000 professeurs et maîtres de langue de l'UQAM ont appuyé dans une proportion de 91% l'ajout de 10 journées de grève - en comptant les samedis et dimanches - aux 15 qui ont déjà eu lieu depuis le début du trimestre. Loin de faiblir, la colère des professeurs souffle de plus en plus fort sur le campus: le taux d'adhésion à la grève est en progression depuis deux semaines. «Cela illustre bien à quel point chacun est convaincu de la légitimité de notre intervention et à quel point les choses doivent débloquer», a lancé hier la présidente du Syndicat des professeurs de l'UQAM (SPUQ), Michèle Nevert, visiblement très satisfaite de ce résultat.

Plusieurs professeurs ont confié qu'ils s'étaient sentis galvanisés par l'appui qu'ils ont reçu de leurs propres étudiants. Selon le SPUQ, des associations représentant 30 000 étudiants ont adopté

au cours des derniers jours diverses mesures de soutien aux professeurs, allant d'une journée à une semaine de suspension de cours. Hier, 13 000 d'entre eux étaient officiellement en grève et devaient boycotter les cours donnés par des chargés de cours.

«Les étudiants ont compris que si les conditions de travail des professeurs s'améliorent, leurs conditions d'apprentissage s'amélioreront aussi», croit André Achim, professeur au département de psychologie.

«Je trouve ça fatigant qu'on soit pénalisés, mais je suis d'accord avec leur cause», opine Carmen Gabriel, étudiante au baccalauréat en relations et droit international. Et la menace de l'annulation du trimestre ne devrait pas effrayer les étudiants, assure Annick Dufour-Lepage, présidente de l'Association modulaire en études littéraires: «Les étudiants ont déjà débrayé huit semaines d'affilée, et leur session n'a jamais été annulée.»

Le trimestre n'est pas compromis

Hier, le porte-parole de l'UQAM, Daniel Hébert, a confirmé que le trimestre n'était pas compromis, mais que la reprise de ces journées de grève supplémentaires risquait d'être complexe. Les

ententes d'évaluation adoptées pour chaque cours devront être revues.

«Les professeurs vont être conciliants parce qu'on a pris leur parti», dit Annick Dufour Lepage.

Le syndicat se montre d'ailleurs plutôt optimiste et croit que cette quatrième semaine de grève pourrait être la dernière. Michèle Nevert pense qu'une nouvelle offre pourrait être présentée aux professeurs le 6 avril. Les parties ont été rappelées à la table de négociations mercredi dernier et des rencontres sont déjà prévues tous les jours la semaine prochaine. «Tout le monde s'est rassuré avec la détermination de faire débloquer les négos sur l'essentiel des revendications», a-t-elle affirmé hier.

Le 20 mars, les syndiqués avaient rejeté massivement (90%) une proposition de règlement temporaire comprenant des hausses salariales immédiates de 4% (dont 2% de rattrapage salarial prévu par Québec) et la création de 25 postes. Le syndicat demande de son côté des augmentations de 11,6% en trois ans et l'embauche de 300 professeurs.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Inquiétude à l'UQAM : Le débrayage des profs se poursuivra au moins jusqu'au 6 avril / Pourquoi la grève? - Samedi 28 mars 2009

La grève des profs de l'UQAM se poursuivra pendant au moins dix jours, ce qui suscite la colère et l'inquiétude de plusieurs étudiants.

David Cormier, 23 ans, n'a pu s'empêcher de laisser échapper un juron, hier, lorsque le Journal l'a informé de la prolongation du débrayage des profs.

« En théorie, je finis mon bac cette session-ci, dit l'étudiant en finance. Mais là, je manque beaucoup de matière. On dirait que j'ai payé pour rien. »

Elie Tochan est lui aussi préoccupé. « Je commence à être inquiet. Il faut que ça finisse pour que je puisse terminer ma session en paix », confie l'étudiant.

Comment rattraper les cours ?



✓ Josiane Perreault, 21 ans, ne sait pas si ses camarades de l'École des sciences de la gestion continueront d'appuyer les grévistes.

PHOTO SÉBASTIEN MÉNARD

Les profs de l'UQAM ont voté hier à 91 % pour prolonger leur grève jusqu'au 6 avril prochain.

En tenant compte des journées de débrayage sporadiques exercées en février, cela signifie

qu'ils auront suspendu leurs cours pendant une vingtaine de jours, depuis le début de la session. Le porte-parole de l'UQAM, Daniel Hébert, estime qu'il est « légitime que des étudiants s'inquiètent, parce qu'ils ne savent pas combien de temps le conflit va durer. » M. Hébert assure cependant que la session n'est pas en péril pour l'instant.

« Lors des conflits étudiants en 2005 et en 2007, nous avons subi des grèves de six et de sept semaines, et l'Université a réussi à trouver les moyens de valider les trimestres », dit-il.

Lorsque la grève des profs sera terminée, l'UQAM déterminera comment les cours annulés seront rattrapés. « On ne peut pas se permettre de donner des diplômes à rabais », lance Daniel Hébert.

POURQUOI LA GRÈVE ?

- Les 980 profs de l'UQAM sont sans contrat de travail depuis mai 2007. Ils réclament l'embauche de 300 professeurs et un rattrapage salarial de 11,6 % en trois ans.
- Avant la reprise des négociations, l'Université avait présenté aux syndiqués une offre qu'elle avait qualifiée de « finale. » Celle-ci comportait une hausse de salaire de 4 % et l'embauche de 25 profs.
- Au maximum de l'échelle salariale, un professeur de l'UQAM gagne actuellement 109 768 \$ par année.
- Une étude de la firme AON a révélé récemment que le salaire des syndiqués de l'UQAM est en moyenne 10 % inférieur à celui des profs des autres universités.

L'institution pourrait allonger les périodes de cours, ajouter des travaux pratiques, offrir des cours le week-end et, ultimement, prolonger la session.

Cette dernière hypothèse pourrait avoir des impacts négatifs pour les finissants qui sont inscrits dans des programmes où il y a un ordre professionnel, comme les étudiants en comptabilité.

« Si la session n'est pas terminée lors de l'examen de l'Ordre, les étudiants n'auront pas leur accréditation », prévient Daniel Hébert.

13 000 étudiants en grève

Les profs bénéficient de l'appui des 13 000 étudiants en sciences humaines, arts, lettres et

communication, qui sont, eux aussi, en grève jusqu'à mardi.

Le support est un peu moins enthousiaste à l'École des sciences de la gestion. « On va se réunir pour décider si on continue d'appuyer les profs », dit Josiane Perreault, qui étudie en administration.

✓ La grève pourrait être interrompue si « une entente ou une avancée significative » survient durant les négociations.

✓ La Cour supérieure a émis une injonction qui interdit la présence simultanée de plus de cinq grévistes à moins de cinq mètres des portes de l'UQAM. Ceux-ci ne peuvent bloquer les entrées, ni tenir de manifestations bruyantes à l'intérieur.

RUEFRONTENAC.COM : UQAM: les profs prolongent leur grève jusqu'au 6 avril - Mise à jour le Vendredi, 27 mars 2009 21:08

Écrit par Gabrielle Duchaine

Les professeurs de l'UQAM ont décidé par une très forte majorité de prolonger leur grève jusqu'au 6 avril. La décision adoptée à 91 % porte à 20 le nombre total de journées de grève depuis le début de la session.

La semaine dernière, les professeurs et les maîtres de langue ont rejeté à 90 % l'offre de la direction de l'université, avant de voter à 83 % en faveur de prolonger la grève entreprise le 16 mars.

Les employés demandent entre autres l'embauche, sur quelques années, de 300 nouveaux

professeurs. Selon le syndicat, l'UQAM possède le ratio professeur/étudiants le plus élevé des universités québécoises avec 27 étudiants par professeur. La moyenne est de 21.

Le contrat de travail des professeurs est échu depuis le 31 mai 2007, celui des maîtres de langue depuis le 31 mai 2008.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : Les professeurs prolongent la grève - Mise à jour le vendredi 27 mars 2009 à 15 h 33

En grève depuis maintenant deux semaines, les professeurs de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) poursuivront leur mouvement pour au moins 10 jours. Ils se sont prononcés vendredi, dans une proportion de 91 %, en faveur de la poursuite de la grève.

Les quelque 1000 professeurs de l'UQAM sont sans contrat de travail depuis 22 mois. Ils réclament des augmentations de salaire et l'embauche de 300 professeurs au cours des 3 prochaines années. Ils ont rejeté une l'offre finale de la direction de l'Université la semaine dernière dans une proportion de 90 %. L'Université offrait une augmentation de salaire de 4 % à la signature et la création de 25 postes de professeurs dès le mois de juin.

La convention collective des professeurs est échu depuis le 31 mai 2007, tandis que celle des maîtres de langue est échu depuis le 31 mai 2008.

Un climat tendu

La Cour supérieure du Québec a accordé une injonction à l'UQAM contre les professeurs, qui ne pourront plus tenir de manifestations bruyantes dans les corridors ou faire du piquetage en groupe de plus de cinq grévistes.

L'injonction provisoire est d'une durée de 10 jours et stipule que les professeurs devront se tenir à au moins 5 mètres des portes de l'établissement ou du métro. Ils ne pourront plus empêcher l'accès à l'Université, faire du piquetage à l'intérieur des pavillons ou perturber les cours donnés par les chargés de cours.



Des professeurs de l'UQAM font du piquetage
L'UQAM a demandé cette injonction à la suite de plusieurs incidents impliquant des professeurs qui faisaient du piquetage.

Les parents pauvres du réseau

Une étude de la firme AON Conseil révèle que les salaires des professeurs de l'UQAM sont en moyenne de 10 % inférieurs à ceux de leurs collègues des autres universités. Les professeurs de l'UQAM gagnent, en moyenne, quelque 3 % à 5 % de moins que leurs homologues du réseau de l'Université du Québec. L'analyse précise que la charge de travail n'est pas moindre à l'UQAM.

Les négociations pour la convention collective des professeurs se tiennent dans un contexte où l'établissement doit respecter son plan de redressement financier. Ce dernier, imposé par Québec, prévoit un retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014. La tâche s'annonce difficile pour l'Université, puisque ses dépenses augmentent plus rapidement que ses revenus.

Québec a imposé cet échéancier pour l'équilibre budgétaire après avoir épongé la dette de 200 millions générée par l'institution dans son aventure immobilière.

audio-vidéo

[Les professeurs menacent de se rendre jusqu'à quatre semaines de débrayage, rapporte Alexis De Lancer.](#)

UQAM

GRÈVE

Elle se tient debout

■ Sabrina Saint-Louis a porté plainte après avoir été bousculée par un prof

Même si elle appuie les revendications des profs en grève à l'UQAM, c'est « par principe » que Sabrina Saint-Louis, une étudiante de 23 ans, a déposé une plainte de voies de fait contre l'un d'eux après avoir été « bousculée ».



Sébastien Ménard

smenard@journalmt.com

« Je leur ai dit que j'appuyais leurs revendications, mais pas leurs moyens de pression », a confié au Journal l'étudiante en droit.

« Je n'étais pas menacante » La semaine dernière, alors qu'il était pratiquement impossible de franchir les piquets de grève érigés par les professeurs, Sabrina est sortie de l'institution par une des entrées situées à l'arrière de la station de métro Berr-UQAM. Elle se boire en compagnie d'un ami, David Latourneau. « La veille, on pouvait entrer et sortir sans problème », raconte Sabrina.

Mais on tentait de revenir à l'immédiat. L'UQAM a été reboulée par un groupe de grévistes. « Je leur ai dit que j'appuyais leurs revendications, j'avais même voté pour la levée de cours, dit-elle. Je voulais simplement que ça cesse. Et ils ont refusé. L'étudiante a alors tenté d'entrer malgré tout, en profitant d'une ouverture entre deux profs.

« Je n'étais vraiment pas menacante », assure la jeune femme, essour n'a, puis sée par en arrière avec ses deux mains. « C'est moi qui ai été bousculée », indique-t-elle. Je lui ai dit que c'était clairement une voie de fait et je l'ai portée plainte. »

Sabrina Saint-Louis reconnaît que si elle a porté plainte, c'est pour se donner des résultats, mais elle dit avoir agi de la sorte « par principe » et sous les conseils de son ami David Latourneau.

« On n'approuve pas les gestes que posent certains étudiants qui forcent les professeurs à aller devant eux pour faire dit-elle. Mais ce que les professeurs ont fait, ce n'est pas mieux. »

Retour au calme

Hier, le calme était revenu à l'UQAM. Les manifestations ont cessé et on a pu bloquer les accès à l'institution et de faire des manifestations bruyantes.

L'Université s'était présentée devant le tribunal après « qu'une multitude de professeurs illégaux », ont dit les piquets de grève, dit le porte-parole de l'UQAM, Daniel Hébert.



PHOTO SÉBASTIEN MÉNARD
■ Sabrina Saint-Louis s'est rendue à l'UQAM, hier, et a pu emprunter sans problème la porte où elle a dit avoir été bousculée par un professeur, la semaine dernière.



PHOTO SÉBASTIEN MÉNARD
■ Mercredi, les professeurs bloquent les entrées de l'établissement.

Les négociations avec le Syndicat des professeurs se sont poursuivies, hier. Les grévistes se réuniront en assemblée générale à 14 heures pour la suite des choses.

■ La convention collective des 380 syndiqués est échue depuis près de deux ans. Ils réclament une hausse de 3,5% en trois ans et l'émancipation de 300 professeurs.

Que pensez-vous des agissements qui sont survenus à l'UQAM récemment?

ÉCRIVEZ-NOUS : opinions@lm.ca

APPELÉ-NOUS : 514-254-3177 Ext.: 11889-76-6466

LE DEVOIR : L'UQAM obtient une injonction - Édition du jeudi 26 mars 2009

Claïrandrée Cauchy

La Cour supérieure a accordé hier une injonction pour limiter le piquetage et les effets de la grève des professeurs sur les activités de l'Université du Québec à Montréal.

Le juge Jean-François de Grandpré a acquiescé hier soir à la requête de la direction de l'UQAM pour permettre notamment le déroulement normal des cours dispensés par les chargés de cours et assurer l'accès à l'université aux étudiants et aux employés.

La décision survient alors que le mouvement de grève des enseignants faisait tache d'huile sur le mouvement étudiant uqamien. La majorité des étudiants de l'UQAM sera en effet en grève pour la fin de la semaine, voire jusqu'à mardi dans certains cas.

Concrètement, le juge de Grandpré interdit les rassemblements de plus de cinq piqueteurs ou manifestants à moins de cinq mètres des portes d'accès aux différents pavillons de l'université. Les manifestations et perturbations sont par ailleurs interdites dans l'enceinte de l'université, ainsi que toute action visant à nuire aux activités.

Rappelons que la direction avait suspendu pendant deux journées consécutives la semaine dernière les cours dispensés par des chargés de cours, en raison d'un piquetage plus ferme et de l'organisation d'interruptions de ces cours.

La présidente du Syndicat des professeurs de l'UQAM, Michèle Nevert, n'a guère été surprise par l'injonction: «On l'attendait!» Cela incitera les grévistes à se tourner vers les «décideurs gouvernementaux». Déjà, les bureaux du premier minist-

re, de la ministre de l'Éducation et de la présidente du Conseil du trésor sont dans la mire des enseignants en grève.

Injonction ou pas, l'UQAM devrait être à toutes fins pratiques paralysée d'ici la fin de la semaine, puisqu'une majorité d'associations étudiantes a voté des mandats de grève d'une durée variable, en appui à leurs professeurs. C'est le cas des étudiants en langues et communication ainsi qu'en arts, qui sont en grève jusqu'à mardi prochain. Les étudiants en gestion sont quant à eux en grève aujourd'hui et ceux de science politique, pour une durée indéterminée. L'Association des étudiants du secteur de l'éducation devrait quant à elle tenir une assemblée générale aujourd'hui.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT: Revers pour les professeurs – Jeudi 26 mars 2009

Les prois en grève de l'UQAM ne peuvent plus empêcher les étudiants d'accéder à l'institution, a tranché hier la Cour supérieure qui a émis une injonction limitant les moyens de pression à la disposition des grévistes.

L'ordonnance du juge Jean-François de Grandpré est valide jusqu'au 3 avril.



✓ Hier après-midi, les piquets de grève érigés devant les entrées de l'Université dans la station

de métro Berr-UQAM empêchaient tous les étudiants d'avoir accès à l'institution. La Cour interdit désormais que les piqueteurs soient aussi nombreux et qu'ils utilisent des banderoles, comme celle-ci, pour bloquer les accès.

PHOTO SÉBASTIEN MÉNARD

Elle interdit la présence simultanée de plus de cinq piqueteurs à moins de cinq mètres des portes de l'UQAM.

Les grévistes, affiliés à la CSN, ne peuvent plus bloquer les entrées avec des banderoles, notamment. Il leur est interdit de bousculer et d'intimider qui que ce soit.

Autre revers pour les profs : la Cour leur ordonne de cesser de perturber les activités pédagogiques « en faisant des manifestations bruyantes dans les corridors. »

Tension vive



L'UQAM s'est présentée en Cour après avoir constaté que la tension demeurerait vive entre les profs et les étudiants qui voulaient traverser les piquets de grève. Une semaine après qu'une étudiante ait déposé une plainte de voies de fait contre un gréviste qui l'aurait « bousculée », les altercations du genre se sont multipliées. Mardi, un chargé de cours mécontent de voir des grévistes faire irruption dans sa classe s'en est pris à eux. « Il y a eu une altercation et une dispute », dit Daniel Hébert, de l'UQAM. Des bousculades impliquant des étudiants sont survenues mardi, puis hier après-midi, dans la station Berri-UQAM. Olivier Noël-Beauvais, 25 ans, a été poussé par un groupe de profs qui bloquaient les entrées de

l'Université, lorsqu'il a voulu se rendre au gym. « Je ne suis pas contre leurs revendications, mais je trouve ça dommage que ce soit les innocents qui paient », déplore l'étudiant. **Reprise des négos** Malgré la tension, les négociations entre le syndicat et la direction ont repris, hier. Sans contrat de travail depuis mai 2007, les 980 syndiqués réclament des hausses salariales de 11 % sur trois ans et l'embauche de 300 profs. Une étude a révélé qu'ils gagnent 10 % de moins que les professeurs des autres universités du Québec. Dans son « offre finale », rejetée vendredi dernier, l'UQAM proposait une augmentation de 4 % et l'embauche de 25 profs.

Les syndiqués bénéficient de l'appui des étudiants en sciences humaines, en lettres et en communication, qui sont en grève. Les étudiants en gestion ont aussi voté hier en faveur d'une « levée des cours », aujourd'hui. Avant la tenue du vote, plusieurs étudiants ont cependant exprimé leur désaccord avec la position des profs. « La conjoncture économique ne vous aide pas, a lancé l'un d'eux. Moi, je travaille dans une entreprise où tout le monde a eu une baisse de salaire de 6 %. » Un groupe Facebook qui critique la grève a également été créé.

MÉTRO : Injonction contre les professeurs de l'UQAM – Jeudi 26 mars 2009

COLIN LÉRIGER, MÉTRO

Alors que les syndiqués et la direction revenaient à la table des négociations ce matin, l'UQAM a obtenu de la Cour supérieure une ordonnance d'injonction provisoire de 10 jours pour permettre la tenue des activités de l'Université.

La direction affirme qu'elle s'est vue obligée de demander une telle mesure étant donné les perturbations, les menaces pour la sécurité et la suspension des cours. L'injonction empêche le Syndicat des professeurs de l'UQAM (SPUQ) de bloquer les entrées de

l'université, de faire du piquetage à l'intérieur de l'université et de nuire aux activités de l'établissement.

RUE FRONTENAC.COM : L'UQAM obtient une injonction - Mise à jour le mercredi, 25 mars 2009 20:57

Écrit par Jean-Philippe Pineault

Les professeurs de l'UQAM, en grève depuis près de deux semaines, devront se tenir tranquilles. L'établissement universitaire a obtenu mercredi une ordonnance d'injonction provisoire d'une durée de dix jours émise par le juge Jean-François de Grandpré, de la Cour supérieure du Québec. Cette injonction comporte les restrictions suivantes: maximum de cinq piqueteurs devant les différentes entrées de l'institution, interdiction de blocus, de chaînes humaines ou de banderoles empêchant de circuler, interdiction de piquetage à l'intérieur. Les moyens de pression des grévistes seront dorénavant passablement réduits. Les membres du Syndicat des professeurs de l'UQAM (SPUQ) devront aussi éviter de nuire aux

activités administratives de l'établissement ou de les perturber. À ce chapitre, les «manifestations bruyantes dans les corridors» ou l'interruption de cours donnés par des chargés de cours devront aussi être exclus. «Étant donné les blocages constatés aux différentes portes donnant accès à l'Université depuis plusieurs jours, les perturbations de diverses natures, les levées de cours qui ont notamment menacé la sécurité des personnes et contraint l'Université, entre autres, à suspendre ses cours durant deux jours, la Direction s'est vue dans l'obligation de recourir aux tribunaux et d'entreprendre les procédures visant l'émission d'une ordonnance d'injonction provisoire», écrit l'UQAM sur son site Internet.

Sans contrat depuis deux ans

Les professeurs de l'UQAM, qui sont sans contrat de travail depuis près de deux ans, ont refusé à 90% les dernières propositions patronales vendredi dernier. L'offre de la direction assurait aux professeurs une hausse salariale de 4% immédiate et bonifiait de 25 postes le nombre de professeurs à compter du 1^{er} juin. Une étude commandée par l'UQAM à une firme privée a récemment démontré que ses professeurs sont largement sous-payés par rapport aux autres universités de la province. Ceux-ci gagnent en moyenne 10% de moins que leurs collègues des autres établissements.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : UQAM : la grève se poursuit – Lundi 23 mars 2009

Les professeurs de l'UQAM entament, aujourd'hui, leur deuxième semaine de débrayage et tiendront des piquets de grève avant le début des cours, à 8 h, 13 h et 17 h. Cela a pour but d'exercer une « pression morale pour que les étudiants n'entrent pas, mais sans bloquer physiquement leur accès à l'université », précise le Syndicat des professeurs.

La semaine dernière, une plainte de voies de fait a été déposée contre un professeur de 45 ans qui aurait « bousculé » une étudiante de 23 ans parce qu'elle tentait d'entrer dans l'université malgré la présence d'une ligne de piquetage. La tension était à ce point élevée entre certains grévistes et étudiants que l'institution avait dû suspendre tous les cours, y compris ceux donnés par les chargés de cours, à deux reprises.

Dernière offre rejetée Les 980 professeurs et maîtres de langues de l'UQAM ont rejeté la dernière offre présentée par la direction dans une proportion de 90%. La partie patronale proposait une hausse salariale de 4% et l'embauche de 25 nouveaux profs. Le Syndicat réclame une augmentation de 11,6% en trois ans et l'embauche de 300 professeurs d'ici à 2011.

LE DEVOIR : Une autre semaine de grève à l'UQAM : Les professeurs ont refusé hier à 90 % les offres patronales - Édition du samedi 21 et du dimanche 22 mars 2009

Clairdrée Cauchy

C'est reparti pour une autre semaine de grève à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Les 980 professeurs ont voté hier contre l'offre formulée par l'UQAM et le gouvernement. L'UQAM entend prendre tous les «moyens nécessaires» pour que les cours donnés par des chargés de cours soient dispensés à partir de lundi. C'est par une majorité de 90 % que les 608 professeurs présents à l'assemblée générale hier ont rejeté l'offre patronale. Celle-ci comprenait une augmentation de 4 % (2 % de rattrapage salarial et 2 % d'indexation) et la formation d'un comité de travail qui aurait discuté pendant sept mois de la tâche des professeurs et de l'organisation du

travail. La direction assurait en outre l'embauche de 25 professeurs d'ici au 1er juin.



Photo: Jacques Grenier

«Cette proposition d'un comité de travail a fait bondir l'assemblée. C'est une façon de dire possiblement "vous ne travaillez pas assez", "vous devriez donner un cinquième cours par année"», a fait valoir la présidente du Syndicat des professeurs de l'UQAM (SPUQ-CSN), Michèle Nevert. Elle qualifie de «mépris total» l'offre de rattrapage salarial de 2 % cette année, alors qu'une étude commandée par l'UQAM révèle que les professeurs de l'UQAM gagnent en moyenne 5 % de moins que ceux du Réseau UQ et 10 % de moins que dans l'ensemble des universités québécoises. Les professeurs ont donc reconduit pour une autre semaine leur grève, dans une proportion de 83 %, ce qui porte le compte total à près de trois semaines. La présidente du syndicat n'hésite pas à

évoquer la possibilité de mettre en péril la session. «La seule menace que les profs puissent utiliser, c'est celle-là. Il est possible qu'il n'y ait pas de validation de la session si la convention collective n'est pas réglée», a lancé Mme Nevert. La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, qui s'était mêlée aux négociations au cours de la dernière semaine, déléguant notamment un négociateur du conseil du travail, a dit être «découragée» du rejet des offres. «Ma première préoccupation concerne les étudiants de l'UQAM. L'objectif que nous visons est de préserver la session

qu'ils ont commencée.» Mme Courchesne a ajouté dans un communiqué que les offres «ont été faites par la direction dans un contexte économique pourtant difficile pour bien des Québécois». La décision syndicale a été qualifiée de «regrettable» par le porte-parole de la direction, Daniel Hébert. L'UQAM durcit le ton et promet de «prendre toutes les mesures nécessaires pour que les employés et les étudiants puissent accéder à leur lieu d'étude et de travail en toute sécurité», a indiqué M. Hébert, qui n'écarte pas la possibilité de demander une injonction limitant le piquetage.

La semaine dernière, tous les cours ont dû être suspendus deux jours en raison du piquetage. Quant aux cours manqués en raison de la grève, il reviendra à la commission des études de déterminer les mesures pédagogiques nécessaires à la validation de la session, a précisé M. Hébert. Signe que la direction a été prise de court par le refus, on a dû annuler in extremis la séance extraordinaire du conseil d'administration convoquée jeudi soir pour entériner une éventuelle entente.

LA PRESSE : Les professeurs de l'UQAM rejettent les dernières offres patronales: les professeurs en grève une semaine de plus – Samedi 21 mars 2009

Violaine Balthivy, La Presse
Les 980 professeurs de l'UQAM seront en grève toute la semaine prochaine. Ils ont rejeté massivement, hier, les dernières offres patronales qui leur avaient été présentées. Le conflit est dans l'impasse: aucune reprise des négociations n'est prévue.
La présidente du syndicat des professeurs, Michèle Nevert, a soulevé un tonnerre d'applaudissements digne d'une rock star lorsqu'elle a annoncé ces résultats à ses membres massés hier après-midi dans une salle du théâtre Saint-Denis. Les professeurs et les maîtres de langue venaient de voter à 83% en faveur de la poursuite de leur débrayage jusqu'au 27 mars et de dire «non» à 90% à la dernière proposition de règlement - temporaire - présentée le matin même par la direction. «Loin de s'affaiblir, il est manifeste que la mobilisation est en train de s'intensifier», croit Michèle Nevert. À un point tel que les professeurs sont maintenant prêts à mettre le trimestre en péril, ajoute-t-elle. «Ce n'est pas ce qu'on veut, mais c'est le véritable et

seul moyen de pression que les professeurs possèdent.»
La dernière offre patronale déposée hier prévoit l'embauche de 25 professeurs cette année et des hausses immédiates de salaire de 4% (ce qui inclut la hausse de 2% accordée par Québec au secteur public en 2008-2009). Cette entente serait temporaire: l'UQAM souhaite attendre les résultats d'une nouvelle enquête sur la tâche des professeurs avant d'en arriver à la signature d'une convention collective pluriannuelle, au plus tôt dans sept mois.
«Ce n'est pas une offre, c'est un affront!» s'est exclamée Céleste Grimard-Brotheridge, à sa sortie de l'assemblée générale. «Pourquoi est-ce que, à l'UQAM, on devrait accepter d'être moins payés que dans les autres universités?»
Les professeurs exigent une hausse de 11,6% en trois ans pour rattraper l'écart avec leurs collègues des autres campus de la province, lequel a été confirmé cette semaine par une étude de la firme comptable Aon commandée par la direction de l'UQAM. Les syndiqués demandent aussi l'em-

bauche de 300 professeurs d'ici à 2011 et rejettent catégoriquement l'idée qu'un nouveau comité se penche sur leur charge de travail.
La direction affirme qu'elle n'a pas les moyens de bonifier son offre. L'UQAM prévoit un déficit de 10 millions pour l'année en cours et doit présenter un plan de retour à l'équilibre budgétaire au gouvernement d'ici au mois de mai. Les professeurs estiment qu'ils n'ont pas à faire les frais de la mauvaise situation financière et des dérives immobilières de l'institution.
Aucune reprise des négociations n'est prévue. «Nous sommes dans une impasse. On a senti, jour après jour, que le climat s'est durci et qu'il y a de plus en plus de tension», a dit le porte-parole de l'UQAM, Daniel Hébert. La poursuite du débrayage ne devrait pas compromettre le trimestre, a indiqué hier M. Hébert, bien que la reprise semble de plus en plus «problématique». Les cours donnés par les chargés de cours (60% des cours) seront maintenus. En 2005, une grève étudiante de sept semaines n'avait pas entraîné l'annulation du trimestre.

RUEFRONTENAC.COM : UQAM: les profs prolongent la grève - Mise à jour le vendredi, 20 mars 2009 22:23

Après avoir rejeté à 90 % l'offre de la direction de l'Université du Québec à Montréal, l'assemblée générale des professeurs et des maîtres de langue de l'UQAM a décidé, à 83 %, vendredi de prolonger la grève que les syndicats avaient entreprise lundi dernier.
À compter de samedi et jusqu'au vendredi 27 mars, date de la prochaine assemblée générale, les profs de l'UQAM dresseront de nouveau leurs piquets de grève.
La direction de l'UQAM a déposé vendredi matin une offre assurant aux professeurs une hausse salariale de 4% immédiate et en ajoutant, dès le

1^{er} juin prochain, 25 nouveaux postes de professeur.
La demande principale des professeurs et des maîtres de langue porte sur l'embauche, sur quelques années, de 300 nouveaux professeurs. Selon le Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ-CSN), l'UQAM possède le ratio professeur/étudiants le plus élevé, l'UQAM comptant 27 étudiants par professeur, alors que dans les autres universités québécoises, le rapport moyen est de 21 étudiants par professeur.

Les professeurs et les maîtres de langue souhaitent également une majoration de leurs salaires, qui sont inférieurs à ceux de leurs collègues des autres universités québécoises.
Le contrat de travail des professeurs est échu depuis le 31 mai 2007. Celui des maîtres de langue est expiré depuis le 31 mai 2008.
Par voie de communiqué, la direction de l'UQAM a avisé qu'elle prendra toutes les mesures nécessaires afin que les étudiants et le personnel de l'UQAM puissent accéder en toute sécurité à leurs lieux d'étude et de travail.

RADIO-CANADA / UQAM : La grève des professeurs se poursuit - Mise à jour le vendredi 20 mars 2009 à 21 h 12

C'est avec 90 % des voix que les membres du syndicat des professeurs ont rejeté l'offre finale de l'UQAM. La grève se poursuivra donc pour une semaine supplémentaire, selon le désir de 83 % des votants.
Les professeurs considèrent que l'augmentation des salaires de 4 % promise par la direction n'équivaut, en fait, qu'à 2 %.
L'ultime proposition de la direction de l'UQAM prévoit une hausse salariale de 4 %, l'embauche de 25 professeurs dès la signature de l'entente collective par la partie syndicale et l'accélération des travaux du comité de révision de l'organisation du travail.

La convention collective des professeurs est échu depuis le 31 mai 2007, tandis que celle des maîtres de langue est échu depuis le 31 mai 2008.

L'Association canadienne des professeurs et professeurs d'université (ACPPU), par le biais d'un communiqué, affirme son soutien au mouvement des professeurs. « L'ACPPU dénonce le refus de l'administration de l'UQAM de négocier. [...] Seule une entente négociée pourra mettre fin au climat d'incertitude qui règne [...] et permettra à l'UQAM de remplir pleinement sa mission distincte au sein de la société québécoise. »



La manifestation d'appui aux professeurs de l'UQAM

Lors de manifestations, les associations étudiantes ont défilé aux côtés des enseignants en grève, solidaires des revendications des professeurs. Ils ont marché de l'UQAM aux bureaux montréalais

du premier ministre Jean Charest, situés rue Sherbrooke.

Un argument de taille

En grève depuis lundi, les professeurs de l'UQAM réclament l'embauche de 300 professeurs et des augmentations salariales.

Les professeurs ont reçu un appui de taille, mercredi, lors de la publication d'une étude commandée par les dirigeants de l'UQAM. La firme AON Conseil révèle que les salaires des professeurs de l'UQAM sont en moyenne de 10 % inférieurs à ceux de leurs collègues des autres universités.

Les professeurs de l'UQAM gagnent, en moyenne, quelque 3 % à 5 % de moins que leurs homologues du réseau de l'Université du Québec. L'analyse précise que la charge de travail n'est pas moindre à l'UQAM.

Les négociations pour la convention collective des professeurs se tiennent dans un contexte où l'établissement doit respecter son plan de redressement financier. Ce dernier, imposé par Québec, prévoit un retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014. La tâche s'annonce difficile pour l'Université, puisque ses dépenses augmentent plus rapidement que ses revenus.

Québec a imposé cet échéancier pour l'équilibre budgétaire après avoir épongé la dette de 200 millions générée par l'institution dans son aventure immobilière.

La direction de l'UQAM invite ses étudiants à consulter le site Internet de l'institution afin de suivre les prochains développements.

Une plainte au SPVM

L'institution a décidé de fermer ses portes pour des raisons de sécurité, mercredi. L'UQAM a ainsi réagi à un incident survenu mardi lorsqu'une étudiante de 23 ans a porté plainte au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) après avoir été bousculée par un professeur.

La jeune femme, qui désirait aller récupérer des effets personnels à l'intérieur de l'établissement, a eu une discussion animée avec un professeur de 45 ans. Ce dernier aurait poussé l'étudiante, qui a déposé une plainte pour voies de fait.

[audio-vidéo](#)

[Bruno Coulombe explique la situation.](#)

LE DEVOIR : UQAM: les professeurs reçoivent une nouvelle offre - Édition du vendredi 20 mars 2009



En avant-midi, hier, quelques centaines de professeurs, d'employés de soutien et d'étudiants de l'UQAM ont manifesté pour exiger un financement adéquat de leur université

Photo: Jacques Grenier

Clairandrée Cauchy

Une nouvelle offre formelle a été présentée in extremis mercredi soir aux professeurs en grève de l'UQAM.

Selon les sources consultées par Le Devoir, la proposition comprend la formation d'un comité de travail qui étudierait pendant neuf mois la tâche enseignante, l'organisation du travail et le niveau des ressources professorales. En contrepartie, les professeurs obtiendraient une hausse salariale de 4 % dès la signature de l'entente provisoire.

La proposition prévoit aussi l'embauche de 25 professeurs dès juin 2010. L'offre, si toutefois elle était acceptée, ferait en sorte de repousser le règlement définitif de la convention collective à la fin des travaux du comité, soit au plus tôt dans neuf mois.

Le syndicat réclamait pour sa part l'embauche graduelle de 300 enseignants et une hausse d'environ 11,6 % sur trois ans, ce qui permettrait un certain rattrapage sur leurs collègues des autres universités.

La proposition, qui a été formulée lors d'une rencontre en présence de représentants de la CSN, du Syndicat des professeurs de l'UQAM, de

«l'accompagnateur» du Conseil du trésor et de la direction de l'UQAM, devrait être présentée aujourd'hui lors de l'assemblée générale des professeurs de l'UQAM.

L'UQAM a par ailleurs fait savoir que les cours devraient se tenir normalement aujourd'hui, pendant que les professeurs délibéreront en assemblée. Hier, les cours ont été suspendus pour une deuxième journée. Les professeurs en sont à leur dixième journée de grève.

En avant-midi hier, quelques centaines de professeurs, d'employés de soutien et d'étudiants de l'UQAM ont manifesté jusqu'au bureau de Jean Charest pour exiger un financement adéquat pour leur université ainsi que le règlement du conflit avec le corps enseignant.

Selon les données recensées par la firme-conseil Aon pour le compte de l'université, les professeurs de l'UQAM ont des salaires de 10 % inférieurs à ceux de leurs collègues des autres universités.

LA PRESSE : Grève des enseignants: perturbations à l'UQAM - Vendredi 20 mars 2009



Des employés et des étudiants de l'UQAM ont marché hier jusqu'aux bureaux du premier ministre Charest, avenue McGill College. La direction a annulé les cours pour la deuxième journée consécutive dans les pavillons du centre-ville.

Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse

Hugo Meunier, La Presse
Quelques centaines d'enseignants, d'employés de soutien et d'étudiants en grève sont descendus dans la rue pour réclamer un financement public adéquat pour l'UQAM. Un enlèvement du conflit pourrait mettre le semestre en péril, prévient le syndicat des professeurs.

« On ne le souhaite pas, mais très peu de cours sont donnés pour le moment et plusieurs chargés de cours et étudiants refusent de franchir les piquets de grève », a expliqué la présidente du syndicat des enseignants, Michèle Nevert. Les employés en grève ont reçu une proposition de l'employeur, qui sera évaluée aujourd'hui au cours d'une assemblée générale. Mme Nevert n'a pas

voulu en dévoiler la teneur avant d'en discuter avec ses membres.

L'UQAM confirme de son côté le dépôt d'une offre patronale mercredi soir, mais se garde d'en dévoiler les détails jusqu'à l'assemblée générale des syndiqués prévue ce matin. « Cette offre touche les salaires, l'embauche de nouveaux profs et la création d'un comité qui va se pencher sur l'organisation du travail », a résumé le porte-parole de l'université, Daniel Hébert.

À l'heure actuelle, les activités de l'université ne sont pas paralysées complètement, puisque les chargés de cours tentent de maintenir les classes. Mais les perturbations ont néanmoins forcé la direction de l'UQAM à suspendre les cours mercredi et hier, dans les pavillons du centre-ville. « Afin d'assurer la sécurité des personnes et d'éviter les confrontations », justifie la direction dans un communiqué.

Selon Daniel Hébert, l'UQAM est littéralement paralysée depuis deux jours par la grève des enseignants. Des piquets de grève qualifiés de « très serrés » expliquent en partie l'annulation des cours, qui devraient reprendre normalement ce matin. Une plainte a d'ailleurs été déposée à la police de Montréal par une étudiante apparemment prise à partie mercredi par des grévistes. « La ligne de piquetage était alors plus hermétique, il y a eu des engueulades et de la bousculade », a souligné M. Hébert.

Les manifestants rassemblés hier réclament l'équité salariale avec les autres institutions universitaires canadiennes et l'embauche de 300 nouveaux enseignants. Les 980 professeurs de l'UQAM demandent un rattrapage salarial de

11,6% sur trois ans. Grâce au climat printanier, les participants étaient nombreux, armés de pancartes, de trompettes et de gazous.

Les professeurs ont décrété une semaine de grève dans l'espoir de ramener la direction à la table de négociations. Cette dernière attendait d'abord la remise d'une étude de la firme Aon portant sur les conditions de travail dans l'ensemble des universités québécoises avant de se prononcer.

Des étudiants solidaires des facultés des sciences humaines et des arts ont quant à eux voté des journées de grève « flottantes », pour unir leurs voix à celles des employés de l'UQAM. Par courriel, d'autres étudiants ont dit se sentir plutôt pris en otages par le conflit en cours.

La convention collective des enseignants est échue depuis 2007. « La grève est le seul moyen de faire pression. Les étudiants comprennent et partagent nos revendications, ils souffrent aussi du manque d'enseignants », a souligné Gaby Hsab, gréviste et professeur.

Le cortège, gonflé à bloc, a convergé vers les bureaux montréalais de Jean Charest, rue McGill College. Des percussionnistes ont ouvert la marche des manifestants. « On veut des emplois de qualité, on est tannés d'être surchargés! », « L'UQAM, c'est qui? C'est nous! » scandaient les manifestants. « Le syndicat des professeurs n'est pas en train de faire des demandes à l'administration, il est en rattrapage », a nuancé l'illustre syndicaliste Gerald Larose, aussi enseignant en travail social.

Un des porte-parole du mouvement a pour sa part dénoncé la « mcdonaldisation de l'enseignement supérieur ». « Nos diplômés ne sont pas des

papers commerciaux, on dit non à la privatisation de l'UQAM, non au coup d'État! « a martelé Roland Côté, le président du syndicat des employés de soutien. « On pense que la communauté de l'UQAM ne doit pas faire les frais des dérives immobilières de l'institution », a indiqué pour sa

part le président du Syndicat des employés étudiants, Éric Demers, faisant référence au fiasco de l'îlot Voyageur. « On est en train de démolir un des bijoux de la Révolution tranquille », a ajouté M. Demers.

Pour les étudiants rencontrés, le réinvestissement dans l'université est crucial et urgent. « Sinon, on aura du mal à attirer des nouveaux professeurs compétents », croit Jérôme Baril, un étudiant en arts.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Professeurs sous-payés – Vendredi 20 mars 2009

PC | Une étude comparative donne raison aux professeurs de l'Université du Québec à Montréal qui se plaignent d'être sous-payés et qui font la grève depuis lundi dernier.

L'étude menée par la firme-conseil AON conclut que les professeurs de l'UQAM sont victimes d'un moindre traitement salarial que leurs confrères d'autres universités même lorsqu'on tient compte de la charge de travail et des autres conditions de travail.

La rémunération des professeurs de l'UQAM serait d'au moins 10 pour cent inférieure à ce qui se pratique dans les universités du Québec.

La firme-conseil avait été mandatée par la direction de l'université pour comparer les conditions de travail. L'étude note cependant que la convention collective des professeurs de l'UQAM est plus précise quant aux primes, aux dégrèvements et aux congés.

Daniel Hébert, directeur des communications de l'université, signale qu'il y a eu des pourparlers depuis la fin de semaine entre le gouvernement, l'UQAM, la CSN et le Syndicat des professeurs (SPUQ). Après cinq journées de grève perlée et une grève d'une semaine complète, les quelque 950 professeurs feront le point vendredi, en assemblée générale.

MÉTRO : «L'UQAM, c'est nous!» - Vendredi 20 mars 2009



Steeve Duguay/MéTRO

VALENTIN GERDIL, MÉTRO

«L'UQAM, c'est qui? C'est nous!» ont scandé hier dans les rues du centre-ville quelques centaines d'enseignants, d'employés de soutien et d'étudiants. Ils s'étaient réunis devant l'université pour ensuite marcher vers les bureaux du premier ministre Jean Charest.

La manifestation s'est déroulée sous escorte policière, et les participants étaient nombreux. Beaucoup d'étudiants se sont joints à leurs professeurs pour les soutenir. Pour eux, le réinvestissement dans l'université est crucial. Les cours ont été suspendus pour une deuxième journée de suite.

L'UQAM a déposé des offres à la partie syndicale mercredi, jour de la parution d'une étude comparant les salaires dans les différentes universités. Cette étude révèle que les salaires des professeurs de l'UQAM sont en moyenne de 10 % inférieurs à ceux de leurs collègues des autres universités.

Aujourd'hui, l'assemblée générale des syndiqués devrait permettre d'y voir beaucoup plus clair au sujet d'une éventuelle entente entre les deux parties. Hier, les dirigeants syndicaux étaient plutôt évasifs sur le sujet, refusant de commenter les offres.

24 HEURES : Mobilisation pour les profs de l'UQAM – vendredi 20 mars 2009

Frédéric Pepin

Près de 1 500 personnes se sont rassemblées au coin des rues Sainte-Catherine et St-Denis jeudi pour réclamer haut et fort un financement public adéquat pour l'Université du Québec à Montréal (UQAM), où les enseignants sont en grève depuis le 12 mars.

Affiches à la main et munis de sifflets ou de gazous, les manifestants ont aussi participé à l'événement afin de dénoncer les importants investissements immobiliers, tel l'îlot Voyageur, qui sont, selon eux, les causes du déficit de l'établissement universitaire.

« Aujourd'hui on est ici pour dire non, on ne fera pas les frais de la dérive immobilière », affirme Éric Demers, président du Syndicat des étudiants employés de l'UQAM.

On dénonce aussi le modèle d'éducation *fast food*. « Aujourd'hui on dit non à la MacDonaldisation de l'enseignement supérieur », s'est exclamé le président du Syndicat des employés de l'UQAM, Roland Côté, en soulevant l'ire des manifestants présents.



Photo: Frédéric Pepin

Revendications

Outre les revendications salariales, les professeurs réclament la fin de la multiplication des frais imposés aux étudiants, des conditions d'études et de travail de qualité ainsi que le rejet du modèle de gouvernance des universités comme des entreprises privées.

Les facultés des Arts, des Sciences humaines, de Science politique et de Droit appuient les revendications des professeurs et s'étaient jointes pour une journée aux employés de l'UQAM en grève.

« On est présent en ce moment pour l'augmentation de la qualité de notre éducation, mais aussi des conditions de travail des gens avec qui nous allons interagir au sein de l'université », affirme Philippe Lapointe, représentant de l'Association facultaire des étudiants de science politique et de droit.

Équité étudiante

Louis Martin, un prof en histoire de l'art tenait bien haut son affiche lors de la manifestation.

« Les étudiants de l'UQAM paient les mêmes frais de scolarité que tous les étudiants de toutes les universités du Québec et n'ont pas les mêmes services. Il manque 300 profs à l'UQAM, on veut donner les moyens à cette université de réussir », ajoute M. Martin.

Les moyens de pression à venir seront discutés lors d'une assemblée générale des professeurs qui aura lieu le vendredi 20 mars.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Grève des professeurs : L'UQAM dépose des offres - Mise à jour le jeudi 19 mars 2009 à 13 h 46

La direction de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et le syndicat des professeurs continuent de négocier, mais les deux parties semblent encore loin de parvenir à une entente. L'UQAM a déposé des offres à la partie syndicale, mercredi, et le syndicat doit les examiner jeudi.

La convention collective des professeurs est échue depuis le 31 mai 2007, tandis que celle des maîtres de langue est échue depuis le 31 mai 2008.

Le comité de négociations présentera les offres à ses membres lors de l'assemblée générale de vendredi, mais les déclarations de la présidente du syndicat laissent planer peu de doutes sur le sort qui attend la proposition. « Nous, on ne

considère pas du tout que ce sont des offres », a déclaré la présidente du syndicat des professeurs de l'UQAM, Michèle Nevert.

C'est quelque chose qui a été proposé par la ministre [de l'Éducation, Michèle] Courchesne, mais ce qui nous est proposé, ce qui nous est demandé, c'est de geler la négociation de notre convention collective. Et, pour nous, c'est impossible, ça fait des mois et des mois, depuis mai 2007 en fait, que nous attendons le règlement la convention collective des professeurs.

— Michèle Nevert

Pendant que leur syndicat négocie, les professeurs poursuivent leur grève. L'institution demeure

toutefois ouverte et les chargés de cours doivent dispenser leur enseignement.

Appuyés par des associations étudiantes, les professeurs ont amorcé une manifestation, peu avant 11 h. Ils ont quitté l'UQAM pour marcher en direction des bureaux montréalais du premier ministre Jean Charest situés sur la rue Sherbrooke.

Un argument de taille

En grève depuis lundi, les professeurs de l'UQAM réclament l'embauche de 300 professeurs et des augmentations salariales.

Les professeurs ont reçu un appui de taille, mercredi, lors de la publication d'une étude commandée par les dirigeants de l'UQAM. La firme AON

Conseil révèle que les salaires des professeurs de l'UQAM sont en moyenne de 10 % inférieurs à ceux de leurs collègues des autres universités. Les professeurs de l'UQAM gagnent, en moyenne, quelque 3 % à 5 % de moins que leurs homologues du réseau de l'Université du Québec. L'analyse précise que la charge de travail n'est pas moindre à l'UQAM.

Les professeurs se réunissent vendredi pour décider s'ils poursuivent la grève entamée en début de semaine. La direction de l'UQAM invite ses étudiants à consulter le site Internet de l'institution afin de suivre les prochains développements.

Les négociations pour la convention collective des professeurs se tiennent dans un contexte où l'établissement doit respecter son plan de redressement financier. Ce dernier, imposé par Québec, prévoit un retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014. La tâche s'annonce difficile pour l'Université, puisque ses dépenses augmentent plus rapidement que ses revenus.

Québec a imposé cet échecancier pour l'équilibre budgétaire après avoir épongé la dette de 200 millions générée par l'institution dans son aventure immobilière.

Une plainte au SPVM

L'institution a décidé de fermer ses portes pour des raisons de sécurité mercredi.

L'UQAM a ainsi réagi à un incident survenu mardi lorsqu'une étudiante de 23 ans a porté plainte au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) après avoir été bousculée par un professeur. La jeune femme, qui désirait aller récupérer des effets personnels à l'intérieur de l'établissement, a eu une discussion animée avec un professeur de 45 ans. Ce dernier aurait poussé l'étudiante, qui a déposé une plainte pour voies de fait.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : Les chargés de cours en classe - Mise à jour le jeudi 19 mars 2009 à 9 h 58



La grève des professeurs de l'UQAM

L'Université du Québec à Montréal (UQAM) est ouverte, jeudi, après avoir fermé ses portes la veille. Les chargés de cours doivent dispenser leur enseignement malgré les manifestations des professeurs.

L'institution a décidé de fermer ses portes pour des raisons de sécurité, mercredi.

L'UQAM a ainsi réagi à un incident survenu mardi lorsqu'une étudiante de 23 ans a porté plainte au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), mardi, après avoir été bousculée par un professeur. La jeune femme, qui désirait aller récupérer des effets personnels à l'intérieur de l'établissement, a eu une discussion animée avec un profes-

seur de 45 ans. Ce dernier aurait poussé l'étudiante qui a déposé une plainte pour voies de fait. Malgré l'appui de plusieurs étudiants, le climat demeure tendu aux abords de l'université. Bien que sensibles à leur cause, certains étudiants déplorent les actions des professeurs. Certains étudiants souhaiteraient suivre leurs cours donnés par des chargés de cours et avoir accès à l'université pour remettre leurs travaux.

Les 1000 professeurs de l'UQAM sont en grève depuis le début de la semaine et ils maintiennent leur piquet de grève devant les divers pavillon de l'établissement. Ils ont prévu tenir une manifestation au cours de la journée.

La convention collective des professeurs est échue depuis le 31 mai 2007, tandis que celle des maîtres de langue est échue depuis le 31 mai 2008. La question salariale est au cœur des débats, et les professeurs ont reçu un appui de taille.

Un argument de taille

Une étude commandée par les dirigeants de l'institution révèle que les professeurs de l'UQAM sont sous-payés par rapport à leurs collègues des autres universités québécoises. L'étude de la firme AON Conseil révèle que les salaires des professeurs de l'UQAM sont en moyenne de 10 %

inférieurs à ceux de leurs collègues des autres universités.

Les professeurs de l'UQAM gagnent, en moyenne, quelque 3 à 5 % de moins que leurs homologues du réseau de l'Université du Québec. L'analyse précise que la charge de travail n'apparaît pas moindre à l'UQAM.

Les professeurs se réuniront vendredi pour décider s'ils poursuivent la grève entamée en début de semaine. La direction de l'UQAM invite ses étudiants à consulter le site Internet de l'institution afin de suivre les prochains développements.

Les négociations pour la convention collective des professeurs se tiennent dans un contexte où l'établissement doit respecter son plan de redressement financier. Ce dernier, imposé par Québec, prévoit un retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014. La tâche s'annonce difficile pour l'Université, puisque ses dépenses augmentent plus rapidement que ses revenus.

Québec a imposé cet échecancier pour l'équilibre budgétaire après avoir épongé la dette de 200 millions générée par l'institution dans son aventure immobilière.

LE DEVOIR : Une étude confirme que les professeurs sont moins payés qu'ailleurs - UQAM: Québec délègue son spécialiste des cas difficiles - Édition du jeudi 19 mars 2009



Des étudiants ont appuyés hier les professeurs en grève de l'UQAM. Il faut dire que le congé forcé s'est étendu hier à tous les étudiants, puisque la direction a suspendu l'ensemble de ses cours, y compris ceux donnés par des chargés de cours

Clairandré Cauchy

Plusieurs centaines de professeurs, appuyés par des étudiants et d'autres salariés, ont formé hier une chaîne humaine autour du campus en signe de solidarité. En parallèle, des pourparlers ont cours non seulement avec la direction, mais aussi avec un négociateur du gouvernement, à la lumière d'une étude comparative qui donne raison aux professeurs de l'Université du Québec à Montréal, qui se plaignent d'être sous-payés.

Au moment même où une étude externe donne raison sur presque toute la ligne au Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal

(SPUQ), le gouvernement a dépêché un négociateur du Conseil du trésor pour faciliter un règlement.

L'étude comparative menée par la firme-conseil Aon conclut que les professeurs de l'UQAM sont nettement moins bien payés que leurs collègues des autres universités, et ce, même lorsqu'on tient compte de la charge de travail et des autres conditions de travail. «La rémunération des professeurs de l'UQAM est d'au moins 10 % inférieure à ce qui se pratique dans les universités du Québec. Nous dirions aussi que la charge de travail n'y paraît pas moindre», a conclu la firme-

conseil, mandatée par la direction de l'université pour comparer les conditions de travail, comme l'exigeait le ministre de l'Éducation.

L'écart est toutefois d'environ 5 % lorsqu'on considère uniquement les établissements du réseau de l'Université du Québec. L'étude note cependant que la convention collective des professeurs de l'UQAM est plus précise quant aux primes, aux dégrèvements et aux congés, ce qui laisse une «discrétion moins grande» à la direction.

Le négociateur du Conseil du trésor, Gilles Charland, a été affecté au dossier au cours des der-

Photo: Jacques Nadeau

niers jours pour faciliter les discussions. Cet «accompagnateur», habitué des négociations difficiles, a proposé de reporter le règlement définitif du conflit en créant un «comité sur la tâche professorale» dont le mandat s'échelonne-rait sur une période d'un an.

«On n'a pas pris cela au sérieux. On ne va pas repasser un an à s'interroger sur la tâche du professeur, comme si les choses n'étaient pas encore parfaitement claires», a commenté hier la présidente du SPUQ, Michèle Nevert. Le syndicat aurait souhaité au préalable qu'on effectue immédiatement une portion du «rattrapage salarial» sur les salaires en vigueur dans les autres universités et qu'on procède à l'embauche d'un certain nombre de nouveaux professeurs.

«Je pense que le dialogue n'est pas rompu avec le gouvernement du Québec. On verra ce qu'ils ont à

proposer et on évaluera cela à sa propre valeur», a pour sa part indiqué Claudette Carboneau, présidente de la CSN, qui a rencontré Michelle Courchesne, ministre de l'Éducation, vendredi soir dernier pour discuter du conflit.

«Il y a eu des pourparlers depuis la fin de semaine entre le gouvernement, l'UQAM, la CSN et le SPUQ. [...] Les échanges se poursuivent», note Daniel Hébert, directeur des communications de l'université.

Au cabinet de la ministre Courchesne, on n'a pas voulu commenter la nature des échanges ou le contenu du rapport Aon. On précise toutefois que la participation directe d'un négociateur du Conseil du trésor découle de l'entente sur le financement conclue entre la ministre et l'UQAM en décembre.

Intensification du conflit

La grève s'intensifiait par ailleurs hier, les lignes de piquetage des professeurs devenant plus étanches, laissant moins facilement passer les étudiants venus assister à des cours dispensés par des chargés de cours. La direction de l'UQAM a décidé de suspendre jusqu'à hier soir tous les cours «afin d'assurer la sécurité des personnes et d'éviter les confrontations». L'UQAM devrait annoncer ce matin si les cours (du moins ceux donnés par des chargés de cours) reprendront aujourd'hui.

Après cinq journées de grève perlée et une grève d'une semaine complète, les quelque 950 professeurs feront le point demain en assemblée générale. «La mobilisation est très forte. Avec la sortie du rapport Aon, on voit mal comment elle peut s'étioler», assure Michèle Nevert, présidente du SPUQ.

MÉTRO : UQAM : tous les cours annulés hier – Manifestation – Jeudi 19 mars 2009

UQAM
Tous les cours annulés hier
COMBUT C'était journée de congé forcé pour tous les étudiants de l'UQAM hier. Pour la première fois depuis le début du conflit de travail entre la direction et les 1 000 professeurs de l'institution, ce sont tous les cours qui ont été annulés.

Une chaîne humaine a été formée autour du pavillon Judith-Jasmin.
 En signe de solidarité, des maîtres de langues, des professeurs, des employés de l'UQAM ainsi que des étudiants se sont réunis pour former une chaîne humaine de quelques centaines de personnes autour du pavillon Judith-Jasmin.

Rappels que les professeurs sont sans convention collective depuis bientôt deux ans. La question des salaires est au cœur du conflit. Les professeurs perçoivent un salaire en moyenne 10 % moins élevé que celui de leurs collègues des autres universités.

Manifestation
 Les associations étudiantes et les syndicats de l'UQAM tiennent une manifestation ce matin devant le rectorat de l'université.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT: Grève professeurs : Manifestation aujourd'hui – Brasse-camarade à l'UQAM : la police a ouvert une enquête – Pourquoi la grève – Jeudi 19 mars 2009

GRÈVE
Manifestation aujourd'hui
 SÉBASTIEN MÉNARD
 Les professeurs en grève et plusieurs étudiants de l'UQAM manifesteront aujourd'hui devant le rectorat, comme ils l'ont fait la semaine dernière, pour demander la reprise des cours suspendus depuis hier.

Les 1 700 étudiants en sciences humaines de l'institution ont voté en faveur de la grève dimanche 15 mars. Ils ont également voté pour dénoncer leur accord avec les professeurs de l'UQAM, à l'angle des rues Saint-Catharines et Saint-Denis. Elle se terminera devant le rectorat de l'Université, 1100, rue McGill.

Reprise des cours suspendus
 Puisque les grévistes seront à l'exclusion durant une bonne partie de la semaine, les professeurs ont décidé que les cours qui sont suspendus depuis hier, ce n'est pas parce qu'ils n'ont pas de professeurs. On pense que si il y aura pas de professeurs, les cours seront suspendus.

Par ailleurs, même si les étudiants en sciences humaines ont voté en faveur de la grève, leurs cours ne seront pas annulés pour autant, indique M. Hébert.

POURQUOI LA GRÈVE ?
 ■ Les 900 profs de l'UQAM ont sans contrat de travail depuis mai 2007. Ils réclament l'embauche de 300 professeurs et un rattrapage salarial de 116 \$ en trois ans.
 ■ L'UQAM refuse de faire une offre: les professeurs veulent être comparés à leurs collègues des autres universités.
 ■ Cette condition avait été faite en raison de la santé financière précaire de l'UQAM depuis le fiasco de l'été. Voyageur.
 ■ Cela a mené à une impasse dans les négociations et au déclenchement de la grève, il y a cinq semaines.
 ■ Cette étude comparative a été remise à l'UQAM récemment. Une fois que les professeurs ont vu leur salaire, ils ont dit: «C'est pas juste».

SALAIRE
 ■ Au maximum de l'échelle salariale, un professeur de l'UQAM gagne environ 100 700 \$ par année.

La tension entre les profs en grève de l'UQAM et certains étudiants qui ont décidé de traverser les piquets de grève a monté à tel point. C'est la police de Montréal à ouvrir une enquête après avoir reçu une plainte pour voies de fait.

La manifestation de l'UQAM et certains étudiants ont tenu un barbecue, en bordure de l'institution, hier après-midi. Les cours annulés, été suspendus pour autant.

Brasse-camarade à l'UQAM
 La police a ouvert une enquête

«Une enquête est en cours», a déclaré, hier, l'agent Daniel Lacourcière de la police de Montréal.

Les associations étudiantes de l'UQAM endossent les revendications de leurs collègues. Les étudiants de l'UQAM ont voté en faveur de la grève dimanche 15 mars. Ils ont également voté pour dénoncer leur accord avec les professeurs de l'UQAM, à l'angle des rues Saint-Catharines et Saint-Denis. Elle se terminera devant le rectorat de l'Université, 1100, rue McGill.

Certains professeurs sont entrés dans la manifestation, hier, pour dénoncer l'accord de l'UQAM avec les professeurs de l'UQAM, à l'angle des rues Saint-Catharines et Saint-Denis. Elle se terminera devant le rectorat de l'Université, 1100, rue McGill.

«Il est des docteurs...»
 Un étudiant en droit qui a été témoin de la manifestation, entre l'Université et le rectorat de l'UQAM.

Sébastien Ménard
 smenard@journalmet.com

L'incident à l'origine de cette plainte est survenu vers 13 h 45, mardi, alors que des professeurs qui bloquaient l'accès des entrées de l'institution, à l'arrière du bâtiment de l'Université, ont refusé de laisser passer un étudiant.

RUEFRONTENAC.COM : Une étude de l'UQAM le confirme : ses profs sont sous-payés - mardi, 17 mars 2009 18:40 - Mise à jour le mardi, 17 mars 2009 19:14

Écrit par Jean-Philippe Pineault
 Au moment où les professeurs de l'UQAM sont au cœur d'une grève de cinq jours afin de réclamer de meilleures conditions de travail, une étude

commandée par l'établissement révèle qu'ils sont largement sous-payés.
 Une étude de l'UQAM le confirme: ses professeurs sont sous-payés.

Selon le rapport de la firme Aon Conseil rendu mardi après-midi, les enseignants de l'UQAM gagnent environ 10% de moins que leurs collègues des autres universités québécoises et entre



3% à 5% de moins que les profs des autres établissements du réseau de l'Université du Québec. «Les échelles de salaire des professeurs de l'UQAM sont nettement sous la norme des universités du Québec», écrivent les auteurs du rapport. Par exemple, le salaire annuel d'un chargé de cours de l'UQAM est de 44 380\$ à l'entrée et peut atteindre un maximum de 48 987\$, tandis qu'il varie entre 50 709\$ et 55 432\$ à l'Université du Québec à Trois-Rivières. On remarque aussi des différences marquées chez les professeurstitulaires. Le maximum salarial à

l'UQAM dans cette catégorie est de 109 768\$ alors qu'il est de 120 528\$ à l'Université de Sherbrooke, soit un écart de plus de 10 000\$.
Permanence plus rapide
Point positif, les professeurs d'université faisant partie du réseau de l'Université du Québec obtiennent une permanence plus rapidement que dans les autres universités du Québec, selon la firme Aon Conseil. Alors que les enseignants de l'UQAM obtiennent une permanence après deux à cinq ans de travail, leurs collègues des autres

établissements doivent plutôt mettre cinq ou six ans pour y arriver.
La direction de l'UQAM a confié en janvier dernier le mandat à la firme Aon Conseil d'évaluer les conditions de travail de ses professeurs par rapport à leurs collègues des autres établissements. Le premier volet de cette enquête a été remis au recteur le 12 mars dernier.
L'UQAM a indiqué par voie de communiqué que «dans le contexte des négociations en cours», elle n'émettrait aucun commentaire sur l'étude.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : Des professeurs au piquet - Mise à jour le mardi 17 mars 2009 à 11 h 14

Les professeurs de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), en grève cette semaine, ont érigé des piquets de grève devant les entrées de l'université.
Les professeurs invitent les étudiants et les autres employés à ne pas entrer dans l'établissement. Les syndiqués prévoient tenir d'autres manifestations au cours de la semaine avec des associations d'étudiants et d'autres syndicats de l'UQAM. Les professeurs dénoncent le sous-financement de l'institution.
L'établissement demeure ouvert, puisque les chargés de cours donnent leurs classes de façon régulière. Les services aux étudiants sont également assurés normalement.
La convention collective des professeurs est échue depuis le 31 mai 2007, tandis que celle des maî-

tres de langue est échue depuis le 31 mai 2008. Ils tentent par ces moyens de pression de ramener l'employeur à la table de négociations.
Les négociations pour la convention collective des professeurs se tiennent dans un contexte où l'établissement doit respecter son plan de redressement financier. Ce dernier, imposé par Québec, prévoit un retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014. La tâche s'annonce difficile pour l'Université, puisque ses dépenses augmentent plus rapidement que ses revenus.
Québec a imposé cet échéancier pour l'équilibre budgétaire après avoir épongé la dette de 200 millions générée par l'institution dans son aventure immobilière.
Une aventure de 800 millions

Les projets immobiliers du Complexe des sciences et de l'Îlot Voyageur ont plongé l'UQAM dans un gouffre financier de près de 500 millions de dollars, indique le rapport du vérificateur.
La dette de l'UQAM pourrait atteindre 500 millions de dollars en 2012, et l'aventure aura coûté 800 millions de dollars au terme du remboursement de la dette, dans 30 ans.
Fondée en 1969, l'UQAM a entrepris des projets de construction immobilière en 2003. La construction du complexe des Sciences et de l'Îlot Voyageur a entraîné l'Université dans un gouffre financier. Des dépassements de coûts - respectivement de 100 et 200 millions de dollars - et des prévisions de revenus trop optimistes ont provoqué la descente aux enfers de l'institution.

CYBERPRESSE : Des étudiants joignent la grève à l'UQAM - Mardi 17 mars 2009

La Presse
(Marie Allard) La grogne monte à l'UQAM. En débrayage toute la semaine, les professeurs et maîtres de langue seront rejoints sur le trottoir jeudi par les étudiants de sciences humaines, qui ont voté pour un jour et demi de grève. Les étudiants de science politique et de droit se prononceront ce midi sur un mandat de grève et demain, ce sera au tour des étudiants en arts de faire pareil.
Hier, les sept associations étudiantes de l'UQAM se sont dites « inquiètes de la situation critique » de l'établissement. « La seule sortie possible va passer par un réinvestissement de l'état », a souligné Étienne Guérette, porte-parole des asso-

ciations regroupant 40 000 étudiants. Pour montrer leur solidarité envers l'UQAM, employés et étudiants formeront demain midi une chaîne humaine autour des pavillons centraux. Puis, jeudi matin, une manifestation allant du rectorat de l'UQAM au bureau montréalais du premier ministre Jean Charest est prévue.
À l'UQAM, Daniel Hébert, directeur des communications, a indiqué qu'il n'y avait « rien de nouveau » dans le conflit avec les professeurs. « Les discussions se poursuivent avec le syndicat, a-t-il dit. Une séance de négociation est prévue jeudi. » L'UQAM a reçu jeudi dernier l'étude de la firme Aon portant sur les conditions de travail dans l'ensemble des universités québécoises, qu'elle

attendait. Mais les offres complètes aux professeurs, promises « très prochainement » après la réception de l'étude, se font toujours attendre. « La direction est en train d'analyser en détails ce rapport, qui sera rendu public très prochainement, a assuré M. Hébert. On verra par la suite pour des offres plus concrètes. »
Sans convention collective depuis le 31 mai 2007, les professeurs de l'UQAM en seront vendredi à leur neuvième jour de grève, sans compter une journée d'étude. Leurs principales demandes sont l'embauche de 300 professeurs en trois ans et un rattrapage salarial de 11,6% en trois ans.

MÉTRO : Grève à l'UQAM: Un budget qui n'aide personne - Mardi 17 mars 2009

VALENTIN GERDIL, MÉTRO
Quelque 1 000 professeurs et maîtres de langue de l'UQAM ont entamé hier le premier de leurs cinq jours de grève. Le conflit pourrait bien s'éterniser.
«Nous sommes enclins à faire des offres complètes incluant des offres salariales, mais il n'en est pas question tant que nous n'avons pas d'informations sur notre situation budgétaire», a annoncé Daniel Hébert, directeur des communications de l'UQAM. Nous sommes en train d'y tra-

vailer, afin d'être en mesure d'honorer les revendications des professeurs.»
Un déficit de 10 M\$
Le syndicat demande l'embauche de 300 professeurs en trois ans. Il fait valoir que le nombre d'étudiants par professeur (27) est plus élevé à l'UQAM qu'en moyenne ailleurs au Québec (21). Les membres du syndicat réclament également des conditions de travail équivalentes à celles des professeurs des autres universités québécoises.
L'administration de l'université semble adhérer à ces demandes. «Nous sommes sensibles aux

revendications du syndicat, qu'il s'agisse des demandes salariales ou des professeurs qu'il faut embaucher, a affirmé Daniel Hébert. Bien que sur ce dernier point nous ne soyons pas forcément d'accord sur le nombre.»
L'UQAM prépare actuellement son budget pour l'année prochaine et prévoit un déficit de 10 M\$ pour 2008-2009. Aucune offre n'a donc été faite pour le moment, et il n'est même pas sûr qu'on en soumette une dans les semaines qui viennent.
En attendant, le syndicat et l'UQAM ont prévu de se rencontrer plusieurs fois cette semaine.

LE DEVOIR / CYBERPRESSE / RUEFRONTENAC.COM : Pourquoi une grève à l'UQAM ?, par Martin Petitclerc, professeur au département d'histoire; Jean-François Hamel, professeur au département d'études littéraires; Luc Bonenfant, professeur au département d'études littéraires; Éric Pineault, professeur au Département de sociologie; Laurence-Léa Fontaine, professeur au département de sciences juridiques; Ève Paquette, professeur au département des sciences religieuses. - Édition du mercredi 18 mars 2009 - Lundi 16 mars 2009 - Lundi 16 mars 2009

Le 10 mars, les professeurs de l'UQAM ont décidé de prolonger le mandat de grève donné à leur syndicat et de cesser toutes leurs activités, d'enseignement et de recherche durant toute la semaine. Pourquoi? Pour sauver ce qui reste d'une

université profondément ébranlée et défendre la mission qui est la sienne.
Car les enjeux de cette grève dépassent la seule question des salaires et des conditions de travail des professeurs. Il en va, croyons-nous, de l'ave-

nir d'une institution qui, depuis sa fondation, a contribué à renforcer le visage francophone de Montréal et à démocratiser l'accès à l'éducation supérieure pour l'ensemble de la population québécoise.



Les effets de la crise immobilière

Ce conflit de travail ne se comprend qu'à la lumière de la crise immobilière qu'a traversée l'UQAM et dont les causes sont bien connues. La direction de l'Université a en effet été peu scrupuleuse dans la mise en place de projets immobiliers qui devaient répondre au manque d'espace dont souffrait l'Université.

Dans un rapport déposé en juin 2008, le Vérificateur général du Québec écrit que « le recteur a montré peu d'intérêt quant à l'impact des projets immobiliers sur la situation financière toujours précaire de l'université » et qu'il a pris « des décisions importantes sans demander l'approbation » du conseil d'administration ou en lui transmettant des informations incomplètes ou inexactes. Suivant des directives gouvernementales, la direction s'est ainsi engagée dans un partenariat public-privé qui s'est avéré rapidement un véritable désastre. Après le départ précipité des responsables de ce fiasco immobilier, la nouvelle administration de l'UQAM n'a eu d'autre choix que d'interrompre la construction de cet éléphant blanc qu'est devenu l'Ilot voyageur.

Selon un scénario maintenant familier, c'est la communauté universitaire qui a payé les pots cassés alors que les responsables quittaient le navire avec de généreuses primes de départ. Le ministère de l'Éducation, niant d'abord ses responsabilités, décidait de faire pression sur l'UQAM, en retenant des subventions qui lui étaient dues, pour qu'elle adopte un plan de redressement.

Concrètement, cela s'est traduit par une hausse des frais et une réduction des services pour les étudiants, une mise à pied de nombreux employés de soutien, un gel des embauches de professeurs, une augmentation du nombre d'étudiants par classe, etc. Les effets de ce plan ont été ressentis avec d'autant plus de force que l'UQAM est l'une des plus fragiles institutions d'un réseau universitaire québécois par ailleurs sous-financé.

Et pendant ce temps, la direction de l'UQAM dépensait des millions pour des firmes d'experts-

comptables qui devaient lui permettre de retrouver l'équilibre budgétaire... L'automne dernier, le gouvernement, aussi blâmé par le rapport du Vérificateur général, décidait enfin de soulager l'Université d'une part des lourdes charges entraînées par ce désastre immobilier. Terminée, la crise? Non, loin de là.

Les enjeux d'une négociation

Devant les professeurs qui veulent discuter de la relance de l'UQAM, quelle est l'attitude de Claude Corbo et de son équipe? Ils refusent, au nom d'un redressement comptable à courte vue, d'aborder les questions essentielles qui concernent l'avenir de l'Université. La direction prend en effet prétexte de la crise immobilière pour refuser de négocier de bonne foi la convention collective des professeurs, échue depuis le 1er juin 2007, mettant ainsi en péril la vitalité et le développement de l'UQAM au cours des prochaines années.

Pourtant, les demandes du Syndicat des professeurs sont pourtant parfaitement raisonnables. Les professeurs exigent un rattrapage salarial parce qu'ils sont les moins bien payés de tout le réseau universitaire québécois et qu'ils souhaitent que leur institution demeure attractive sur le marché de l'emploi en offrant aux meilleurs candidats des conditions équivalentes à celles que l'on trouve ailleurs. Mais la demande principale du Syndicat concerne l'embauche de 300 nouveaux professeurs de manière à atteindre une parité relative avec les autres universités en ce qui concerne le ratio professeur / étudiants. Ici encore, l'UQAM est depuis de nombreuses années en queue de peloton, chaque professeur devant assurer la formation et l'encadrement d'un plus grand nombre d'étudiants que dans les autres institutions québécoises.

Les demandes des professeurs visent d'abord à défendre la qualité de l'enseignement dispensé à l'UQAM. Refuser d'agréer à ces demandes, comme le fait la direction actuelle, c'est condamner l'UQAM à devenir, à plus ou moins brève échéance, une université de seconde zone, que ne fré-

quenteront que les étudiants qui attendent d'être admis dans une université mieux dotée par le gouvernement et de ce fait mieux cotée sur le « marché » de la diplomation.

Une université à défendre

Depuis la fin de la crise immobilière, les administrateurs incompetents ont été indemnisés, les sociétés immobilières dédommagées, les firmes comptables grassement rémunérées, mais on tient encore et toujours la communauté universitaire responsable des problèmes de l'Université. La direction semble en effet décidée à faire payer les professeurs en laissant se détériorer leurs conditions de travail.

Du coup, ce sont aussi les conditions d'apprentissage de près de 40 000 étudiants qui se dégradent, sans doute de manière irréversible. La menace qui plane sur l'UQAM est réelle. Si sa mission consiste depuis 40 ans à offrir une éducation supérieure de qualité à une population qui autrement en serait privée, rien n'indique que cette université libre et populaire sera encore demain en mesure de remplir ses engagements.

Cette grève, les professeurs ne la font pas le cœur léger, mais bien parce qu'ils considèrent que la direction refuse de discuter sérieusement avec eux, qu'elle s'est à peu près coupée de la communauté universitaire qu'elle doit pourtant représenter et qu'elle ne semble plus avoir à cœur de défendre les valeurs qui ont fait jusqu'ici le succès de l'UQAM.

Après avoir accepté d'importantes concessions dans le contexte de la crise immobilière, après avoir porté à bout de bras une institution qui souffre depuis des années du sous-financement gouvernemental, nous en sommes venus à la conclusion, difficile il est vrai, qu'il ne nous était plus possible de laisser sombrer l'institution que nous aimons sans montrer l'ampleur de notre colère.

RUEFRONTENAC.COM : Crise à l'UQAM: les étudiants inquiets - lundi, 16 mars 2009 16:59 - Mise à jour le lundi, 16 mars 2009 17:32

Écrit par Mariou Séguin

Les sept associations étudiantes de l'UQAM profitent de la première journée de la semaine de grève des professeurs de l'établissement pour souligner leurs inquiétudes face à la crise que traverse l'université.

«Après avoir assuré la communauté uqamienne que la direction allait entreprendre des démarches sérieuses pour aller chercher un financement adéquat de la part de l'État, l'UQAM se replie encore sur la fausse stratégie d'attendre des études de firmes externes», dit Étienne Guérette, représentant pour l'AFESH-UQAM.

La semaine dernière, les quelque 1000 membres du Syndicat des professeurs et professeurs de l'UQAM (SPUQ-CSN), sans contrat de travail depuis deux ans, ont voté dans une proportion de 76% pour le déclenchement d'une semaine de grève du 16 au 20 mars.

Pour les associations étudiantes, la seule sortie de crise possible pour l'UQAM est celle d'un réinvestissement adéquat qui corrigerait son sous-financement historique.

Rendez-vous jeudi

Dans ce contexte, les associations étudiantes et syndicales se donnent rendez-vous ce jeudi 19

mars sous la bannière «L'UQAM, c'est nous», lors d'une grande manifestation de toute la communauté uqamienne pour exiger un financement adéquat de l'Université.

«Les associations étudiantes sont obligées de reconnaître le flou stratégique de la direction quant à sa promesse d'obtenir des résultats concrets pour l'UQAM, et la patience de la communauté a atteint ses limites», affirme Maxime Tassé, représentant pour l'ADEESE-UQAM.

RUE FRONTENAC.COM : UQAM: les professeurs entament une grève de cinq jours - lundi, 16 mars 2009 12:01 - Mise à jour le lundi, 16 mars 2009 17:36

Écrit par Jean-Philippe Pineault

Pour sauver ce qui reste d'une université «profondément ébranlée», les professeurs de l'UQAM ont entrepris lundi matin une grève de cinq jours.

Piquets de grève, manifestation bruyante dans les couloirs de l'institution, distribution de tracts; une kyrielle de moyens d'information et de pression ont été mis en œuvre par les 980 enseignants.

Les professeurs, qui dénoncent entre autres qu'on tente de les faire payer pour les pots cassés à la suite de la dérive immobilière, ont demandé aux

membres de la communauté uqamienne de ne pas franchir les piquets de grève.

«Ça se passe très bien. Il y a beaucoup de personnes sur les lignes de piquetage, a indiqué la présidente du Syndicat des professeurs de l'UQAM, Michèle Nevert. J'ai l'impression qu'un certain nombre de personnes comprennent notre intervention.»

À la fin de la semaine, l'assemblée générale du syndicat décidera si elle poursuit ou non ce moyen de pression. En attendant, la direction de l'UQAM a fait savoir que l'université demeurerait ouverte,

que les services étaient disponibles et que les cours donnés par des chargés de cours avaient lieu.

Crise immobilière

Dans une lettre envoyée à RueFrontenac.com, des professeurs de l'UQAM dénoncent l'attitude de la direction de l'université, qui refuse d'agréer à leurs demandes, prétextant la crise immobilière. Pourtant, «les administrateurs incompetents» et les firmes de comptables, eux, ont été «grassement» rémunérés par l'UQAM, font-ils remarquer.

MÉTRO : Les professeurs de l'UQAM lancent une grève de cinq jours, ce lundi - Lundi 16 mars 2009

La Presse canadienne
MONTREAL - Les quelques 1000 professeurs et maîtres de langue syndiqués de l'UQAM déclenchent ce lundi une grève d'une durée prévue de 5 jours. A la fin de la semaine, c'est l'assemblée générale du syndicat qui décidera de la poursuite ou non de ce moyen de pression.
 Le 10 mars dernier, après plus de 21 mois de négociation, les membres du Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal

(SPUQ-CSN) ont considéré qu'une intensification des moyens de pression était le seul moyen pour faire entendre raison à l'employeur.
 Les professeurs protestent contre la lenteur des négociations en vue du renouvellement de leur convention collective. Ils sont sans contrat de travail depuis le mois de mai 2007.
 Il y a quelques semaines, la direction de l'UQAM refusait de présenter une offre salariale à ses employés sans adoption au préalable d'un plan de

retour à l'équilibre budgétaire. L'université est encore aux prises avec les conséquences du fiasco immobilier du Complexe des sciences et de l'îlot Voyageur.
 Il semble que l'enseignement livré par les chargés de cours sera maintenu selon l'horaire habituel pendant la grève des professeurs.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Le conflit à l'UQAM pourrait débloquer – Samedi 14 mars 2009

Le conflit de travail entre l'UQAM et ses professeurs pourrait débloquer dans les prochains jours. L'institution a reçu, jeudi, la fameuse étude qui lui empêchait de leur faire une offre monétaire, ce qui a mené au déclenchement de quatre jours de grève jusqu'à maintenant.
 Le porte-parole de l'UQAM, Daniel Hébert, a confirmé au Journal hier que l'institution a en mains l'étude de la firme AON, qui compare les conditions de travail des employés de l'institution avec celles des autres universités québécoises.

Cette étude fait partie des mesures que l'UQAM a adoptées pour redresser sa situation financière, toujours incertaine à cause du fiasco de l'îlot Voyageur. Sans ce document, l'UQAM refusait de faire une offre salariale au Syndicat des professeurs, dont la convention collective est échue depuis le 31 mai 2007. « C'est un des éléments qui nous limitait, dit Daniel Hébert. Maintenant que nous l'avons, nous devrions être en mesure de faire une offre complète très prochainement. »
 Les professeurs, qui donnent 40% des cours, ont déjà fait savoir qu'ils débraieront la semaine

prochaine. En incluant les quatre jours de grève et la journée d'étude qui ont eu lieu jusqu'à maintenant, cela signifie que les étudiants concernés auront manqué deux cours au total. « Les professeurs devront s'entendre avec les étudiants sur les modes de récupération pour s'assurer de la qualité de l'enseignement, dit Daniel Hébert. Pour l'instant, la session n'est pas prolongée. » Si ça s'arrête après la semaine prochaine, cela pourrait signifier l'ajout de cours.»

LE DEVOIR : En bref - Cinq jours de grève supplémentaires – Édition du mercredi 11 mars 2009

Le Devoir
 Réunis en assemblée générale hier à l'occasion de leur quatrième journée de grève depuis le début de l'année, les membres du Syndicat des professeurs de l'UQAM ont voté pour une «intensification des moyens de pression pour ramener la direction de l'institution à la table de négociation». Ils se sont notamment prononcés à 76 %

en faveur du déclenchement de cinq jours de grève consécutifs dès le 16 mars. «Le résultat du vote démontre que nous sommes déterminés à obtenir une fois pour toutes des conditions de travail comparables à ce qu'offrent les autres universités québécoises à nos collègues professeurs, a expliqué par la suite la présidente du syndicat, Michèle Nevert. Notre exaspération est à

son comble devant l'attitude patronale, qui retarde indûment la négociation. Nous voulons un règlement maintenant!» Le porte-parole de la direction, Daniel Hébert, a de son côté fait valoir que l'UQAM devrait être en mesure de présenter une offre à ses 980 professeurs et maîtres de langue «très prochainement», sans toutefois préciser de date.

LA PRESSE : UQAM: les professeurs en grève toute la semaine prochaine – Mercredi 11 mars 2009

Marie Allard, La Presse
 Les professeurs et maîtres de langue de l'UQAM ont voté hier à 76% en faveur d'un débrayage de cinq jours, la semaine prochaine. Leur but: ramener la direction de l'UQAM à la table de négociation. «Nous voulons un règlement maintenant», a indiqué Michèle Nevert, présidente du Syndicat des professeurs de l'UQAM. La grève aura lieu «si rien de significatif n'a lieu à la table de négociation» d'ici là, a-t-elle précisé.
 Déjà, quatre jours de grève ont eu lieu à l'UQAM. Hier, les membres du syndicat ont bloqué la rue Saint-Denis pour y tenir un grand barbecue. «La grève ne me dérange pas pour le moment, mais il ne faudrait pas que ça s'éternise», a commenté Benoit Chertier, un étudiant de 22 ans qui regardait la scène en grillant une cigarette. Jusqu'à

présent, trois de ses cours ont été annulés pour cause de grève.
 La convention collective des professeurs de l'UQAM est échue depuis le 31 mai 2007. Leur principale demande est l'embauche de 300 professeurs en trois ans. Ils font valoir que le nombre d'étudiants par professeur est plus élevé à l'UQAM (27 étudiants par professeur) qu'en moyenne ailleurs au Québec (21 étudiants par professeur). Les 1000 membres du syndicat réclament aussi un rattrapage salarial de 11,6% en trois ans, afin d'avoir la parité avec leurs collègues des autres universités québécoises. Ils ont signé une lettre demandant à la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, «de libérer l'UQAM de directives paralysantes» afin qu'elle puisse négocier, a expliqué Mme Nevert.

Déficit de 10 millions
 «Nous devrions être en mesure, très prochainement, de faire des offres complètes y compris salariales, mais je ne pense pas qu'on puisse le faire cette semaine», a indiqué Daniel Hébert, directeur des communications de l'UQAM. L'institution attend d'abord une étude de la firme Aon portant sur les conditions de travail dans l'ensemble des universités québécoises. L'UQAM est aussi occupée à préparer son budget 2009-2010 et, en parallèle, un plan de retour à l'équilibre budgétaire. «On prévoit, à ce jour, un déficit de 10 millions pour 2008-2009, a précisé M. Hébert. Il faut être en mesure d'honorer la proposition qu'on va faire (aux syndiqués).»

24 HEURES : Les professeurs de l'UQAM ne lâchent pas prise – Mercredi 11 mars 2009

Jean-Claude Grenier
 Au cours d'une journée de grève hier, les quelque 1 000 membres du Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal ont voté en faveur d'un nouveau débrayage de cinq jours.
 Par ces moyens de pression, ils veulent forcer l'employeur à retourner à la table des négociations. On sait que la convention collective des professeurs est terminée depuis la fin du mois de

mai 2007 tandis que celle des maîtres de langue est échue depuis le mois de mai 2008.
 Malgré ces perturbations, l'établissement du centre-ville reste ouvert puisque les chargés de cours livrent leur matière de façon régulière. Les services aux étudiants sont aussi assurés sur une base régulière.
 Les négociations se déroulent dans un climat hostile puisque l'UQAM doit respecter son plan de

redressement financier. Il y a quelques mois, le gouvernement Charest a demandé à la direction de l'UQAM un retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014. Pour aider l'UQAM à rééquilibrer sa gestion financière, Québec a absorbé la dette de 200 millions \$ générée par l'établissement dans son aventure immobilière du Complexe des sciences et de l'îlot Voyageur.

RUEFRONTENAC.COM : UQAM: les profs en grève la semaine prochaine - Mise à jour le mardi, 10 mars 2009 18:39

Nouvelles générales - Éducation
 Écrit par Marilou Séguin
 Les étudiants de l'UQAM se retrouveront en congé forcé la semaine prochaine. Leurs professeurs ont voté pour cinq jours de grève, du 16 au 20 mars.

Réunis en assemblée générale mardi, les quelque 1000 membres représentés par le Syndicat des professeurs et professeurs de l'UQAM (SPUQ-CSN) ont voté dans une proportion de 76% pour le déclenchement d'une semaine de grève dès lundi.

Seuls les cours donnés par des chargés de cours se dérouleront entre les murs de l'établissement durant cette période.
 «Nous avons été patients, mais il n'y a toujours pas de dépôt patronal sur la table», dit Michèle Nevert, présidente du SPUQ-CSN.



«Notre exaspération est à son comble devant l'attitude patronale, qui retarde indûment la négociation. Nous voulons un règlement maintenant», ajoute-t-elle.

La convention collective des professeurs est échue depuis le 31 mai 2007, alors que celle des maîtres de langue est expirée depuis le 31 mai 2008.

Intensification des moyens de pression

Ce vote de cinq jours de grève survient à la suite de quatre journées de débrayage votées en février. Les professeurs demandent notamment des conditions de travail équivalentes à celles des enseignants des autres universités québécoises.

«On comprend nos collègues professeurs d'être en colère», dit Éric Demers, président du Syndicat des étudiants employés.

«La ministre Courchesne avait mis en garde l'UQAM que ce n'était pas aux étudiants et aux professeurs de payer pour la dérive immobilière. On se rend compte que finalement, c'est la communauté de l'UQAM qui paye le prix», ajoute-t-il.

Des offres bientôt?

L'UQAM croit qu'elle sera bientôt en mesure de faire des offres salariales à ses professeurs.

«Nous attendons un rapport de balisage commandé en janvier», explique Daniel Hébert, porte-parole de l'établissement.

Cette étude comparative basée sur les conditions de plusieurs universités québécoises devrait être déposée la semaine prochaine, ce qui pourrait faire bouger les choses, estime M. Hébert.

«On va souhaiter que ce sera peut-être le dernier moyen de pression des professeurs et qu'on sera en mesure de faire des offres très prochainement», dit le porte-parole.

Ce nouveau vote de grève, qui porte à neuf le nombre total de journées de débrayage cet hiver, ne menace pas la session des étudiants, selon la direction de l'établissement.

Des mesures de récupération seront prévues au retour si cela s'avère nécessaire, assure M. Hébert.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : Les profs votent pour la grève - Mise à jour le mardi 10 mars 2009 à 15 h 57

Les quelque 1000 membres du Syndicat des professeurs et professeurs de l'Université de Québec à Montréal (UQAM) ont tenu une quatrième journée de grève mardi et ont voté en faveur d'un nouveau débrayage de cinq jours.

Ils ont tenu un scrutin secret en fin d'après-midi pour trancher sur la tenue de ces jours de grève supplémentaires.

Les professeurs ont également profité de cette journée pour manifester rue Saint-Denis, entre les rues Sainte-Catherine et de Maisonneuve.

Les professeurs tentent par ces moyens de pression de ramener l'employeur à la table de négociations.

La convention collective des professeurs est échue depuis le 31 mai 2007, tandis que celle des maîtres de langue est expirée depuis le 31 mai 2008.

L'établissement demeure ouvert, puisque les chargés de cours donnent leurs classes de façon régulière. Les services aux étudiants sont également assurés normalement.

Les négociations pour la convention collective des professeurs se tiennent dans un contexte où l'établissement doit respecter son plan de redressement financier. Ce dernier, imposé par Québec, prévoit un retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014. La tâche s'annonce difficile pour l'Université, puisque ses dépenses augmentent plus rapidement que ses revenus.

Québec a imposé cet échéancier pour l'équilibre budgétaire après avoir épongé la dette de 200 millions générée par l'institution dans son aventure immobilière.

Une aventure de 800 millions

Les projets immobiliers du Complexe des sciences et de l'Îlot Voyageur ont plongé l'UQAM dans un gouffre financier de près de 500 millions de dollars, indique le rapport du vérificateur.

La dette de l'UQAM pourrait atteindre 500 millions de dollars en 2012, et l'aventure aura coûté 800 millions de dollars au terme du remboursement de la dette, dans 30 ans.

Fondée en 1969, l'UQAM a entrepris des projets de construction immobilière en 2003. La construction du complexe des Sciences et de l'Îlot Voyageur a entraîné l'Université dans un gouffre financier. Des dépassements de coûts - respectivement de 100 et 200 millions de dollars - et des prévisions de revenus trop optimistes ont provoqué la descente aux enfers de l'institution.

LA PRESSE : UQAM: le syndicat se prépare pour une semaine de grève - Dimanche 08 mars 2009

Violaine Balthiv, La Presse

Insatisfait du déroulement des pourparlers avec la direction, le syndicat des professeurs de l'UQAM recommandera à ses membres de voter en faveur d'un débrayage d'une semaine, du 16 au 20 mars. Les 980 professeurs de l'Université seront appelés à se prononcer sur cette proposition mardi en assemblée générale. Les membres du conseil

syndical l'ont adoptée à la quasi-unanimité (59 pour, 1 contre et 2 abstentions).

Le contrat de travail des professeurs est échoué depuis le 31 mars 2007, et les professeurs dénoncent le fait que l'UQAM tarde à leur présenter une proposition de règlement salarial. Les professeurs ont déjà annulé leurs cours pour une «journée d'étude» suivie de trois journées de grève à la fin du mois de février.

Les étudiants seront aussi en congé forcé mardi, a décrété le syndicat, qui affirme que la partie patronale a annulé deux séances de négociations prévues les 26 février et 5 mars derniers.

L'administration attend les conclusions d'une étude comparative sur les conditions salariales en vigueur dans les autres établissements de la province avant de faire une offre complète aux professeurs.

RUEFRONTENAC.COM : EXCLUSIF : l'UQAM paie 15M\$ en intérêts - samedi, 07 mars 2009 17:53



La construction de l'îlot voyageur a coûté très cher à l'UQAM. L'université a déboursé 15 M\$ en intérêts sur sa marge de crédit. Photo Claude Rivest

Nouvelles générales - Éducation

Écrit par Jean-Philippe Pineault

Forcée d'emprunter pour notamment éponger les dégâts de ses dérapages immobiliers, l'UQAM aura déboursé pas moins de 15 M\$ en intérêts sur

sa marge de crédit depuis deux ans, a appris RueFrontenac.com.

Les dépassements de coûts lors de la construction du fameux Îlot voyageur et du complexe des sciences ont mis beaucoup de pression sur les finances de l'université montréalaise. En mai 2007, la marge de crédit de l'UQAM a atteint un sommet de 223 M\$.

Uniquement pour l'année scolaire 2007-2008, l'institution a été forcée de payer la bagatelle de 10 M\$ en frais financiers sur la marge de crédit.

Pour le présent exercice financier, qui se termine le 31 mai, l'UQAM prévoit de réduire les intérêts de moitié comparativement à l'an passé.

Coup de pouce de la crise économique

Profitant de versements importants accordés par le ministère de l'Éducation et de la baisse des taux d'intérêt en raison de la crise économique qui frappe le globe, l'UQAM économisera 5 M\$ en intérêts sur la marge de crédit, selon les prévi-

sions de la direction de la comptabilité de l'institution.

«Les taux d'emprunt sont actuellement très avantageux. C'est une situation conjoncturelle, c'est certain. Ce n'est pas seulement l'UQAM qui en profite», a indiqué Jenny Desrochers, porte-parole de l'université.

L'établissement est récemment parvenu à faire baisser sa marge de crédit à 163 M\$. Des allocations de 85 M\$ qui étaient retenues par le MELS, en raison de l'incapacité de l'UQAM de présenter des budgets équilibrés, ont été versées en décembre tandis qu'une nouvelle modalité du recouvrement des effectifs étudiants a permis à l'institution de recevoir un chèque additionnel de 21 M\$.

L'UQAM a aussi vendu certains de ses immeubles pour 17 M\$. À ce chapitre, l'institution a récupéré un peu plus de 3 M\$ en vendant le Manoir de Mascouche, qu'elle avait acquis au coût de 1,6 M\$ en 2004